

PAIX ET SÉCURITÉ

L'ONU ET LE MOYEN-ORIENT

*Discrédité, voire délabré
d'après certains, le
Conseil de sécurité
peut-il devenir un
mécanisme utile dans
la recherche de la paix ?*

Par Brian Urquhart



Robert Malcolmson
La propension des États-Unis à placer sur des assises morales les questions concernant les relations internationales a compromis la sécurité de l'Ouest.

Paul Létourneau
La possibilité d'un traité américano-soviétique sur les missiles INF a redonné de la vigueur, en Allemagne de l'Ouest, à la politique de défense.

Charles Doran
La politique du Canada en matière de défense cherche à exploiter le différend opposant Ottawa à Washington afin de favoriser l'accroissement du budget de défense.

James Eays
L'engagement que le gouvernement a pris de construire des sous-marins à propulsion nucléaire n'est pas justifié.

Dans le présent numéro:

LES CAHIERS DE L'INSTITUT

1. **La rivalité entre les super-puissances et la politique soviétique dans le bassin des Caraïbes** par Neil MacFarlane, juin 1986, 70 pages.

2. **La défense continentale: analyse des tendances et perspective canadienne** par David Cox, décembre 1986, 64 pages.

GUIDE ANNUEL

Introduction aux politiques canadiennes relatives à la limitation des armements, au désarmement, à la défense et à la solution des conflits, 1986-1987, 300 pages.

EXPOSÉS

9. **Le scénario du non-recours à la première frappe nucléaire: remise en question et hypothèses** par Fen Osler Hampson, novembre 1986.

10. **Le débat sur l'éducation à la paix** par Elizabeth Richards, décembre 1986.

11. **Le désarmement nucléaire et l'initiative Gorbatchev** par John R. Walker, janvier 1987.

12. **Qui est en tête? Analyse sur l'équilibre nucléaire** par Jane Boulden, mars 1987.

13. **Les négociations de Genève sur la réduction des armes stratégiques** par David Cox, juin 1987.

14. **Document de Stockholm: Historique, bien-fondé et insidences politiques** par C.A. Namiesniowski, octobre 1987.

15. **Le maintien de la paix et la gestion des conflits internationaux** par Henry Wiseman, octobre 1987.

OPINIONS

2. **Les armes nucléaires et la prévention de la guerre** par Robert Malcolmson, octobre 1986.

3. **La limitation des armements et le désarmement dans les médias canadiens** par John R. Walker, mars 1987.

4. **Sauvegarder la paix et la liberté: la dissuasion nucléaire et la limitation des armements** par Lorne Green, mars 1987.

RAPPORTS

3. **Les risques de guerre nucléaire accidentelle** par Andrea Demchuk, 1986.

4. **Paix, développement de sécurité dans le Bassin des Caraïbes: Perspectives d'évolution d'ici l'an 2000.** Compte rendu de la Conférence sur la paix, développement et sécurité dans le Bassin des Caraïbes, Kingston, Jamaïque, du 22 au 25 mars 1987, par Lloyd Searwar.

NOTE DE LA RÉDACTION

■ Dénigrer l'ONU est depuis toujours un passe-temps favori d'à peu près n'importe quel groupe auquel on puisse songer. Récemment, des critiques d'un nouveau genre, à caractère idéologique et au ton résolu, ont été formulées; elles émanent de personnes et d'organismes (américains notamment) qui n'aiment pas l'ONU et qui ne l'ont jamais aimée. Cependant, la plupart des reproches qu'on adresse à l'ONU sont, comme toujours, inspirés par le cynisme et la déception. Dans ce contexte, notre article-thème rédigé par un ancien secrétaire général adjoint de l'ONU sur le rôle que celle-ci joue dans les efforts déployés pour trouver une solution au conflit du Moyen-Orient pourrait sembler, à prime abord, tenir de la sottise la plus pure.

Il existe pourtant un autre point de vue utile à prendre en considération quand on lit ce texte de **Brian Urquhart**, à savoir que le conflit du Moyen-Orient est tellement dangereux qu'on ne peut se permettre de ne pas tout mettre en oeuvre pour essayer de le régler. Et aux yeux de M. Urquhart, le Conseil de sécurité constitue une des voies possibles. M. Urquhart n'est pas plein d'espoir quant aux chances de résoudre le dilemme, mais il est convaincu qu'il faut essayer; il définit avec précision les conditions minimales à remplir

pour trouver une solution, et il montre avec persuasion comment un Conseil de sécurité revivifié peut satisfaire à ces conditions mieux que n'importe quelle autre instance.

Les choses bougent au Conseil de sécurité depuis quelques semaines. Pour la première fois autant qu'on se souvienne, les cinq membres permanents se sont entendus sur la résolution 598 que le Conseil a adoptée en juillet et par laquelle il menace d'imposer un embargo obligatoire sur les ventes d'armes destinées à des belligérants (dans ce cas-ci, l'Iran et l'Iraq). Au moment où nous allions mettre sous presse, le Secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuéllar, partait pour Téhéran et Bagdad afin de discuter des mesures à prendre pour instaurer un cessez-le-feu. Il échouera sans doute, mais sait-on jamais? Comme le fait observer M. Urquhart, c'est précisément pour qu'il intervienne dans de pareilles situations qu'on a créé le Conseil de sécurité à l'origine, c'est-à-dire pour qu'il «règle par des moyens pacifiques des conflits constituant par ailleurs une menace pour la paix internationale». Bien sûr, le Conseil de sécurité n'exerce que les pouvoirs que les cinq membres permanents décident de lui donner. Dans le cas du conflit irano-irakien, ils lui en ont conférés beaucoup. Quelles concessions sont-ils maintenant disposés à faire pour commencer à

aplanir l'autre différend qui divise le Moyen-Orient?

Dans d'autres articles du présent numéro de *Paix et Sécurité*, deux auteurs analysent la nouvelle politique canadienne de défense déposée à la Chambre des communes en juin dernier. **Charles Doran** dirige le programme des études canadiennes à la *Johns Hopkins University*, à Washington (D.C.); jusqu'à septembre 1987, **James Eayrs** était professeur invité de sciences politiques à l'Université d'Otago, à Dunedin (Nouvelle-Zélande).

L'article de **Paul Létourneau** aide les étrangers à comprendre les causes profondes du dilemme ouest-allemand et présente les partis et les personnalités qui interviennent dans le débat que ce pays tient sur son rôle dans l'Alliance occidentale. M. Létourneau est professeur d'études stratégiques au Collège militaire royal de Saint-Jean; il est actuellement en congé sabbatique pour effectuer des recherches dans la république ouest-allemande.

Enfin, l'historien **Robert Malcolmson**, de l'Université Queen's, réfléchit sur ce qu'il perçoit comme étant l'influence négative du pharisaïsme dans la culture politique américaine.

Michael Bryans

INSTITUT CANADIEN
POUR LA PAIX ET
LA SÉCURITÉ INTERNATIONALES

307, rue Gilmour
Ottawa (Ontario) K2P 0P7
(613) 990-1593

Directeur général :
Geoffrey Pearson

**Membres du conseil
d'administration :**
William Barton, *Président*
Christoph Bertram
Lise Bissonnette
David Braide
Ann Gertler
Kal Holsti
Richard Mercier
Geoffrey Pearson
John Sigler
Brian Urquhart
Jean-Guy Vaillancourt
Paul Warnke
Lois Wilson

L'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales a été créé par une loi du parlement du Canada en 1984 pour «accroître la connaissance et la compréhension des questions relatives à la paix et à la sécurité internationales d'un point de vue canadien». L'Institut ne se fait l'avocat d'aucune politique particulière, pas plus qu'il ne prend part à l'élaboration des décisions gouvernementales. L'Institut est une société de la Couronne. Ses administrateurs sont nommés par le gouvernement du Canada qui consulte tous les partis reconnus à la Chambre des communes. Ces dispositions aident à garantir l'autonomie de l'Institut.

PAIX ET SÉCURITÉ

Bureau de rédaction :

Nancy Gordon
David Cox
Dianne DeMille
Mary Taylor
John Walker

Rédacteur en chef :
Michael Bryans

Rédactrice en chef adjointe :
Hélène Samson

**Rédacteur de la chronique
des livres français :**
Jocelyn Coulon

Présentation et production :
The Spencer Francey Group,
Ottawa/Toronto

Version française :
(sauf indications contraires)
Sogestran inc.
(Denis Bastien)

Autorisation à venir pour
acheminement par courrier
de la deuxième classe.
Port payé à Ottawa.

ISSN 0831-1846

Paix et Sécurité paraît tous les trois mois; ce bulletin vise à informer la population canadienne sur les activités de l'Institut et à favoriser l'expression de toutes les opinions ayant cours au pays sur les questions susmentionnées. Les opinions formulées dans chaque article sont exclusivement celles de l'auteur. N'hésitez pas à nous faire part de vos observations et idées.

Les textes de ce bulletin peuvent être reproduits pourvu que la source en soit mentionnée. Les illustrations, dessins humoristiques, graphiques et autres réalisations artistiques sont protégés par des droits d'auteur, et il est interdit de les reproduire sans l'autorisation écrite de l'Institut et de l'artiste.

TABLES DES MATIÈRES



-
- 2 **L'ONU : INTERVENANT AU MOYEN-ORIENT**
PAR BRIAN URQUHART *À quoi sert le Conseil de sécurité ?*
-
- 4 **PHARISAÏSME ET STRATÉGIE NUCLÉAIRE**
PAR ROBERT W. MALCOLMSON *Ce que coûte une fierté nationaliste débridée.*
-
- 6 **OÙ VA L'ALLEMAGNE ?**
PAR PAUL LÉTOURNEAU *Les Allemands s'interrogent sur l'avenir de leur pays au sein de l'Alliance occidentale.*
-
- 8 **SOUVERAINETÉ ET SÉCURITÉ : DEUX RÉALITÉS DIFFÉRENTES**
PAR CHARLES F. DORAN *Une flotte canadienne de sous-marins nucléaires, ou l'art de ne pas impressionner les alliés de l'OTAN.*
-
- 10 **SUBMERGEONS LES SOUS-MARINS NUCLÉAIRES**
PAR JAMES EAYRS *Le Canada n'a pas encore acheté ni construit ses sous-marins nucléaires; peut-être devait-il en rester là.*
-
- 12 **LETTRE DE PARIS**
PAR JOCELYN COULON *Observations sur l'unique consensus national existant en France au sujet de la politique de défense.*
-

■ **Brian Urquhart** était autrefois Secrétaire général adjoint aux affaires politiques spéciales, aux Nations-Unies. Il est actuellement expert invité à la Fondation Ford, à New York; **Robert Malcolmson** est professeur d'histoire à l'Université Queen's, à Kingston; **Paul Létourneau** est professeur d'études internationales et stratégiques au Collège militaire royal de Saint-Jean, à Saint-Jean (Québec); **Charles Doran** est professeur de relations internationales et Directeur du *Center of Canadian Studies* à la *Johns Hopkins University School of Advanced International Studies*, à Washington (D.C.); **James Eayrs** est professeur de sciences politiques à l'Université Dalhousie, à Halifax; **Jocelyn Coulon** est chargé de la chronique des affaires internationales au journal *Le Devoir* et de la rubrique des livres pour le magazine *Paix et Sécurité*.

13 **EN DIRECT DE LA COLLINE PARLEMENTAIRE**

14 **CONDENSÉ SUR LA LIMITATION DES ARMEMENTS**

16 **CHRONIQUE DE LA DÉFENSE**

18 **LIVRES**

20 **NOUVELLES DE L'INSTITUT**

22 **RÉPERTOIRE DES PUBLICATIONS DE L'ICPSI**

L'ONU: INTERVENANT AU MOYEN-ORIENT

Le conflit israélo-arabe constitue pour la paix et la sécurité internationales une perpétuelle menace. La recherche d'une solution doit se faire dans le cadre du dispositif actuel des Nations-Unies, mis sur pied il y a plus de 40 ans.

Même si les questions préliminaires d'organisation et de procédure étaient réglées, et même si la conférence était effectivement convoquée, le coeur du problème demeurerait plus contesté et insoluble que jamais. Dans le présent article, nous aimerions proposer une solution plus simple, quoique démodée : utiliser pour résoudre le problème israélo-arabe le dispositif existant des Nations-Unies, tel qu'il a été conçu à l'origine par les fondateurs de l'Organisation.

SI LA NATURE DU PROBLÈME PALESTINIEN est relativement simple, les conséquences qu'il peut avoir sont, en revanche, d'une infinie complexité. Au nom de l'histoire, les Palestiniens et les Israéliens se disputent un petit territoire, que les deux peuples chérissent et considèrent comme étant leur patrie. Et leur combat est d'autant plus dramatique et plus tragique que ces deux mêmes peuples ont été frappés par de multiples catastrophes. On peut trouver de puissants arguments à l'appui des revendications et des aspirations de l'une et l'autre partie, chacune croyant ardemment à la justesse de sa cause. Aucun des deux protagonistes ne pouvant éviter l'autre ou renoncer à ses aspirations et s'en aller, ils n'ont d'autre choix que de trouver un jour le moyen de cohabiter pacifiquement. Tel doit être le principal objectif du processus de paix.

Les origines du conflit israélo-arabe sont profondément ancrées dans l'histoire, et le problème revêt un caractère fortement émotionnel. Mais ce ne sont pas les seules rai-

sons pour lesquelles la collectivité internationale se doit d'aider à le résoudre. Les Nations-Unies ont été étroitement associées au règlement de cette question depuis 1947, année où l'Organisation a adopté le plan de partage. Qui plus est, il s'agit d'un conflit dans le contexte duquel quelques bévues, erreurs de calcul ou malentendus peuvent très facilement et très rapidement déboucher sur un affrontement entre les superpuissances nucléaires. La question israélo-arabe représente pour la paix et la sécurité internationales une véritable épée de Damoclès.

Pas plus Israël que les pays arabes ne peuvent se permettre de quitter la table des négociations. Le problème ne se résoudra pas tout seul. Les territoires occupés représentent pour Israël une véritable bombe à retardement sur le plan démographique et la situation, qui devient chaque année plus menaçante, est intolérable également pour les habitants palestiniens. Le statu quo actuel (ni guerre, ni paix) est non seulement ruineux pour toutes les parties concernées, mais il est aussi fortement déstabilisant.

Les questions en litige sont bien connues. D'une manière générale, il s'agit d'obtenir d'Israël qu'il se retire des territoires occupés, de signer un règlement durable qui suppose la reconnaissance de ce pays et le droit des États de la région à vivre en paix à l'intérieur de frontières clairement établies, de reconnaître dans la pratique les droits et les aspirations légitimes des Palestiniens et enfin, de déterminer le sort de Jérusalem.

Aucune solution durable à ces problèmes complexes et indisso-

ciables les uns des autres ne peut se révéler entièrement satisfaisante pour l'une ou l'autre des parties intéressées. Il faudra des compromis, des concessions et une certaine dose de compréhension et de tolérance mutuelles si l'on veut pouvoir faire un quelconque progrès. Malheureusement, ce sont là des ingrédients qui font cruellement défaut au Moyen-Orient.

Il est depuis longtemps manifeste que les protagonistes ne pourront pas parvenir à un règlement négocié sans l'aide et les pressions d'intervenants extérieurs. Les talents de négociation ne suffisent pas, comme l'ont montré dans le passé de multiples expériences, notamment celle de Gunnar Jarring, le médiateur des Nations-Unies intervenu à l'époque de la résolution 242. Il conviendrait de mettre sur pied une structure qui se caractériserait par la tolérance et à l'intérieur de laquelle on pourrait faire pression sur les parties, leur apporter garanties et encouragements et enfin, leur offrir des avantages concrets en échange des concessions et des compromis qu'elles pourraient faire. Malgré la brièveté de son unique séance officielle, la conférence de 1973 sur la paix au Moyen-Orient qui, disons-le en passant, était présidée par les États-Unis et l'Union soviétique, a constitué un bon exemple d'une telle infrastructure. À l'époque, le parrainage de la conférence par les superpuissances et le soutien unanime qu'elle a reçu de la collectivité mondiale ont facilité pour les parties au litige la négociation d'un cessez-le-feu et d'un accord de désengagement, sans qu'elles aient perdu la face; elles ont pu en outre accepter la mise en oeuvre par les Nations-Unies de mécanismes de maintien de la paix et de limitation des conflits. Les négociations de Camp David entre l'Égypte et Israël, menées sous la conduite des États-Unis, ont été un autre exemple de cette forme de structure, bien qu'à une échelle plus limitée.

IL EST DÉSORMAIS ABSOLUMENT indispensable de mettre sur pied une structure qui prendrait aussi en compte les derniers éléments du problème, à savoir les autres territoires occupés et l'avenir des Palestiniens et de Jérusalem. Si l'on veut amener la Syrie, la Jordanie, les dirigeants palestiniens, le Liban et Israël à participer à un processus pratique et

LE MOYEN-ORIENT CÉLÈBRE EN 1987 plusieurs anniversaires marquants : c'est en effet le 90^e anniversaire du premier congrès sioniste de Theodor Herzl, le 70^e anniversaire de la Déclaration Balfour, le 50^e anniversaire du rapport de la Commission Peel, qui recommandait d'instaurer en Palestine un État arabe et un État juif, le 40^e anniversaire du plan de partage adopté par les Nations-Unies, le 20^e anniversaire de la Guerre des Six Jours et de la résolution 242, le 10^e anniversaire de la visite de Sadate à Jérusalem et enfin, le 5^e anniversaire de l'invasion du Liban par Israël.

Cette énumération donne une vague idée de l'extrême complexité historique du problème israélo-arabe ou, comme on l'appelait communément auparavant, le problème palestinien. En dépit des innombrables démarches, violentes ou pacifiques, entreprises jusqu'à présent pour démêler cet écheveau, on n'a encore atteint aucun résultat concret, et il semble désormais s'être installé dans la région un climat de résignation, de lassitude, voire de fatalisme, tandis que le très net parti pris qui caractérise les attitudes dans le reste du monde continue de faire obstacle aux efforts déployés pour résoudre le problème israélo-arabe.

Il est question, une fois de plus, de convoquer une conférence sur la paix au Moyen-Orient. On semble laisser entendre, dans les pays occidentaux du moins, que cette conférence se tiendra en dehors du cadre des Nations-Unies, même s'il est possible que les membres permanents du Conseil de sécurité y assistent. Cette éventualité a fait l'objet au cours des dernières années de nombreuses discussions : il y a deux ans entre la Jordanie et l'OLP, plus récemment entre Israël et les États-Unis et même, semble-t-il, entre Israël et la Jordanie, mais d'une manière clandestine. La majorité des membres de l'ONU sont en faveur d'une conférence sur la paix au Moyen-Orient qui se tiendrait à l'intérieur du cadre des Nations-Unies, mais cette prise de position n'a guère d'importance dans la mesure où Israël et les États-Unis sont d'ores et déjà déterminés à l'organiser en dehors de ce cadre. La conférence soulève également une certaine polémique en Israël même, le premier ministre Shamir y étant opposé, tandis que son ministre des Affaires étrangères, M. Peres, y est favorable.

efficace de négociation, il faudra de toute évidence élaborer un cadre de travail plus général.

En théorie, le noyau d'une telle structure serait le Conseil de sécurité des Nations-Unies. En fait, cette instance a été mise sur pied précisément pour remplir cette sorte de mission, soit régler par des moyens pacifiques des conflits constituant par ailleurs une menace pour la paix internationale. Malheureusement, la crédibilité du Conseil est aujourd'hui passablement entamée. L'affrontement entre l'Est et l'Ouest et la méfiance que ces deux blocs nourrissent à l'égard l'un de l'autre ont enlevé au Conseil l'élément qui devait constituer sa principale force et son autorité, soit l'unanimité de ses membres permanents.

Au cours des dernières années, la plupart des questions reliées au problème palestinien ont eu tendance à diviser sérieusement les membres du Conseil. Par contre, l'unanimité qu'a suscitée récemment une résolution visant à mettre un terme à la guerre irano-irakienne constitue peut-être le signe que les membres permanents du Conseil commencent à comprendre que, vu l'extrême gravité de certains conflits internationaux, ils ne peuvent se permettre de ne pas coopérer. Nul doute que le problème israélo-arabe entre, lui aussi, dans cette catégorie. En fait, le Conseil de sécurité réunit la plupart des conditions préalables pour constituer un cadre approprié au traitement de la question israélo-arabe. Son mandat est clairement défini, et il jouit d'une vaste représentation géographique. Il est doté de règles reconnues de procédure et de conduite. Il constitue, ou du moins il pourrait constituer, une instance relativement souple, habilitée à créer des organes subsidiaires qui seraient chargés de tâches particulières. Il possède un personnel permanent et il est dirigé par un fonctionnaire de haut niveau, soit le Secrétaire général.

En dépit de toutes les frustrations qu'il a connues, le Conseil de sécurité a parfois réussi, en temps de crise, à réunir un précieux consensus. Quand il y a eu médiation, conciliation, bons offices, enquêtes factuelles ou missions d'observation et de maintien de la paix, le Conseil a su improviser et innover. Les membres permanents du Conseil, tout comme ceux qui leur sont étroitement associés, sont mis à l'abri des majorités écrasantes par la règle du veto, ou de l'unanimité. Ainsi, Israël serait, comme il l'a si souvent été dans le passé, protégé par le veto des

États-Unis tandis que la Syrie, voire d'autres pays, le seraient par le veto des Soviétiques.

Malgré toutes ses lacunes, et malgré les hauts et les bas qu'il a connus dans son histoire, le Conseil de sécurité constitue un mécanisme important qu'on ne saurait écarter lorsqu'il s'agit de gérer les crises. En fait, il n'existe actuellement aucune instance vraiment comparable. Le fait que le Conseil de sécurité ne soit désormais plus considéré par le monde occidental comme une instance appropriée à la recherche d'une solution au conflit du Moyen-Orient est d'autant plus regrettable que cette tribune réunit plus que tout autre mécanisme les préalables requis.

QUELS SONT EN FAIT CES PRÉALABLES ?

Premièrement, le Conseil accorde une représentation équilibrée aux principales puissances dont la participation active et constructive est presque indispensable à l'élaboration d'une solution pacifique au problème israélo-arabe. Cette réalité est particulièrement vraie dans le cas des États-Unis et de l'URSS. Même si depuis quelques années, les États-Unis et certains milieux en Israël insistent pour que l'Union soviétique soit tenue à l'écart des pourparlers importants sur le problème du Moyen-Orient, une pareille exclusion se révélerait non seulement irréaliste, mais irait également à l'encontre des leçons de l'histoire. Les époques les plus propices à l'élaboration d'un règlement constructif ont en effet été celles où l'Union soviétique a été activement associée aux délibérations, soit en 1948, au moment de la création de l'État d'Israël, en 1967 quand on a adopté la résolution 242, ou encore en 1973, après la guerre du Kippour, lorsque l'URSS a partagé avec les États-Unis la présidence de la conférence sur la paix au Moyen-Orient. Le refus de prendre en considération les opinions de l'Union soviétique, ses intérêts légitimes au Moyen-Orient et sa qualité de membre permanent du Conseil de sécurité (comme, par exemple, pendant les périodes qui ont précédé et suivi l'invasion du Liban par Israël en 1982) n'a eu par le passé que des conséquences négatives dans le meilleur des cas, voire désastreuses, dans les autres.

Il est essentiel que toutes les parties au problème israélo-arabe soient représentées d'une façon qui soit acceptable à leurs yeux et à ceux des autres participants. Ici, bien entendu, le problème tient à la représentation de la Palestine et, plus particulièrement, à celle de l'OLP. C'est d'ail-

leurs cette question qui a finalement fait échouer la prometteuse conférence de 1973 sur la paix au Moyen-Orient et qui constitue l'essentiel du litige. Au cours des dernières années, on a consacré plus d'efforts et d'attention à cette question qu'à tout autre élément du dilemme palestinien, sans pour autant lui avoir trouvé de solution valable.

Le problème ne tient pas uniquement au fait que l'OLP a déclaré ouvertement son intention d'établir en Palestine un État laïque pour les Musulmans, les Chrétiens et les Juifs ou encore, au fait que certaines factions du mouvement prônent la lutte armée, laquelle constitue d'après certains le seul moyen pour l'OLP d'être prise au sérieux. Une autre difficulté tout aussi importante réside dans le fait que la principale carte de négociation dont dispose l'OLP est en fait la reconnaissance du droit d'Israël à l'existence, droit qu'Israël et l'Occident considèrent comme la condition préalable à la participation de l'OLP. Par conséquent, si l'on se fie à la logique de l'argument, l'OLP n'aurait aucun intérêt à jouer cette carte avant le début des négociations, mais d'un autre côté, elle ne sera pas admise à la table des négociations tant qu'elle ne l'aura pas jouée.

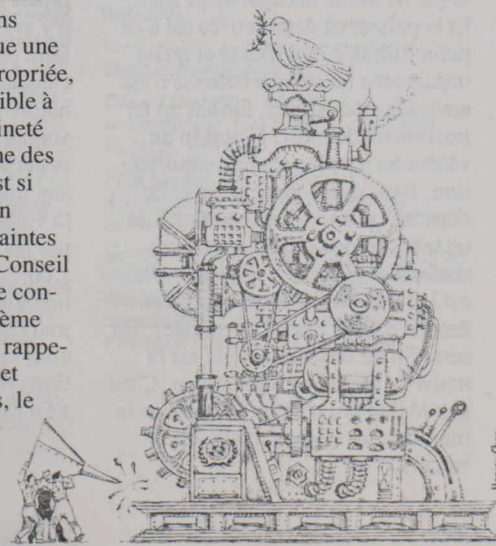
Il va falloir que le reste du monde fasse preuve de bonne volonté, de persuasion et de coopération pour rompre ce cercle vicieux. Une fois de plus, le Conseil de sécurité pourrait constituer l'instance fondamentale. Il représente, soit dit en passant, la seule tribune mondiale au sein de laquelle il arrive parfois à Israël et à l'OLP de se retrouver à la même table.

Le cadre de négociation choisi devra tenir compte, d'une part, de la détermination des États arabes à négocier le problème dans son ensemble et, d'autre part, de l'importance qu'accorde Israël à la tenue de négociations séparées avec les différents États concernés. Étant une organisation d'États souverains indépendants, l'ONU constitue une instance particulièrement appropriée, car elle est extrêmement sensible à la prééminence de la souveraineté nationale. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles elle est si souvent critiquée par l'opinion publique. Pour dissiper les craintes de ceux qui redoutent que le Conseil use d'un indésirable moyen de contrainte pour résoudre le problème israélo-arabe, il suffit de leur rappeler toute l'histoire passée de cet organe de l'ONU. Par ailleurs, le Conseil de sécurité recèle de nombreuses possibilités en matière de persuasion et de conciliation, et il permet

aux parties de «sauver la face». À de nombreuses reprises dans le passé, il a été le prétexte invoqué pour instaurer des cessez-le-feu, ou opérer des retraits et des revirements politiques, non seulement au Moyen-Orient, mais aussi dans le sous-continent indien, en Afrique et ailleurs dans le monde. Dans le mesure où le Conseil aborde les problèmes dans un esprit d'unanimité, il peut aider les adversaires à se montrer raisonnables sans pour autant sembler faire preuve de faiblesse.

LES ENJEUX PLACÉS SUR LA TABLE des négociations au Moyen-Orient (la sécurité et la survie des États concernés) sont tellement importants qu'il conviendrait d'assortir d'une garantie internationale toute entente qui pourrait être conclue. En fait, les garanties collectives de sécurité constituaient l'un des principaux objectifs du système décrit dans la Charte. Au Moyen-Orient, les garanties bilatérales, même si de puissants gouvernements étaient disposés à les accorder, seraient loin d'être aussi satisfaisantes que des garanties collectives, et elles pourraient même mettre la paix internationale en péril.

Nul doute qu'un pas gigantesque serait franchi si les cinq membres permanents du Conseil de sécurité garantissaient un accord de règlement au Moyen-Orient; mais une telle éventualité est-elle vraiment inconcevable ? Si la négociation se déroule *en dehors* des Nations-Unies, les problèmes à surmonter seront les mêmes qu'à l'intérieur. Il serait plus facile d'essayer d'utiliser le Conseil de sécurité comme on l'avait prévu il y a quarante ans. Est-il futile de se demander, lorsqu'il s'agit d'une question internationale d'une telle importance, si les grandes puissances seraient prêtes, après quarante ans, à envisager une mesure aussi révolutionnaire ? □



PHARISAÏSME ET STRATÉGIE NUCLÉAIRE

La propension des États-Unis à placer le débat nucléaire sur des assises morales aux dépens de l'analyse pragmatique a compromis la sécurité de l'Occident.

PAR ROBERT W. MALCOLMSON

AU PLUS FORT DE LA GUERRE froide, vers le début des années 1950, le distingué politicologue et praticien du réalisme, Hans Morgenthau, a fait ressortir une dimension essentielle de la politique étrangère américaine. Il a dit à propos de son gouvernement : « Notre conduite sur la scène internationale a été régie, comme il se doit pour toute nation, par le principe de l'affirmation politique; mais nous avons été portés à concevoir nos actions de manière non politique et moralisatrice. » Il n'est pas simplement question, ici, de cette prétention compréhensible et quasi universelle qui consiste à juger ses propres intentions sous un jour favorable. Ce qui est plutôt en cause, c'est la tendance persistante des États-Unis à *moraliser* les rapports de puissance aux dépens de l'analyse pragmatique. Et pour rassurant qu'il puisse être à court terme, ce moralisme n'a pas joué en faveur de l'Occident.

Les armes de destruction sont amORALES en soi. Elles n'acquiescent de signification « morale » que dans un certain contexte et comme instruments au service de visées politiques. Les armes nucléaires ne sont guère différentes, si ce n'est à un égard fondamental : avec elles, les tueries massives sont dérisoirement faciles. Plus aucune contrainte technique ne limite la capacité de tuer. Et la puissance destructrice est à ce point illimitée, terrifiante et quasi instantanée qu'aucune défense n'est envisageable. Mieux, devant un tel instrument de mort, la notion de « défense » n'a plus aucune signification. Il est maintenant si facile de détruire qu'une défense unilatérale un tant soit peu efficace n'est pas seulement difficile à réaliser : elle est logiquement impossible (la perfection n'étant pas de ce monde). En cette fin de 20^e siècle, telle est la nouvelle réalité technologique. C'est une réalité qui n'a rien à voir avec la moralité, la religion, ou d'autres valeurs.

L'Occident a été le premier, avec une bonne longueur d'avance, à posséder des armes de destruction massive. La puissance aérienne était un atout anglo-américain traditionnel, et le bombardement de saturation a compté parmi les éléments clefs de la stratégie alliée occidentale durant la Seconde Guerre mondiale.

L'URSS et l'Allemagne étaient forts sur le terrain, mais l'Ouest jouissait d'une supériorité écrasante dans les airs. La bombe atomique est venue renforcer l'attachement des États-Unis à une politique de sécurité fondée sur la prédominance aérienne. Étant donné la brutalité du stalinisme dans l'après-guerre, une politique d'endiguement axée sur la suprématie aéro-atomique semblait, aux yeux de la plupart des citoyens des États-Unis et du reste de l'Occident, à la fois justifiée, pratique (c'est-à-dire relativement peu coûteuse), cohérente et, vu la tyrannie de Staline, suffisamment morale.

De graves problèmes n'ont commencé à se faire jour qu'au moment, prédit en 1945 déjà par des scientifiques et d'autres experts, où l'Est a pu acquiescer à son tour cette capacité de destruction massive. La suprématie aéro-atomique des États-Unis avait duré moins d'une génération. Les Américains n'ont pas perdu cette suprématie; ce sont plutôt les Soviétiques qui la leur ont arrachée, et il n'y avait rien que Washington eut pu faire pour les en empêcher, sauf déclencher une guerre préventive. La nature même de la menace nucléaire voulait que l'aspect technique des systèmes d'arme perde beaucoup de son importance, car la réciprocité de la vulnérabilité n'était conditionnée par les seules évolutions techniques. L'objectif de la « supériorité technologique », même s'il en était toujours question dans les discours, était vidé de presque toute signification politico-stratégique. L'URSS s'est essentiellement dotée des

mêmes capacités destructrices que les États-Unis. Sur ce plan, elle a accédé au rang d'égal. Mais sous la plupart des autres rapports, du moins pour les Américains, l'URSS demeurait inférieure, surtout en ce qui avait trait à ses intentions et à sa « moralité ».

ON PEUT IMAGINER LA CONFUSION QUI s'est installée dans bien des esprits. Auparavant, l'Union soviétique passait pour inférieure au plan de ses intentions et de ses moyens de les mettre en oeuvre. Cette convergence simplifiait beaucoup l'élaboration des politiques. Mais de quelle façon les États-Unis devaient-ils s'y prendre pour composer avec une superpuissance rivale qui était désormais munie de moyens égaux mais que beaucoup d'Américains jugeaient inqualifiable sur le plan moral ?

La réalité naissante de la puissance nucléaire soviétique a en quelque sorte fait bifurquer la pensée américaine. D'un côté est apparue une tradition voulant que le potentiel nucléaire soviétique était un fait inéluctable. Ce potentiel, personne ne pourrait le faire disparaître, ni le supprimer, ni même le tenir en échec. Tout au plus pouvait-on espérer y faire contrepoids. Et quelle que pût être l'opinion américaine au sujet des dirigeants du Kremlin et de leur programme national, l'État qu'ils gouvernaient disposait de la puissance voulue pour mériter un respect politique à l'étranger. Quant aux préférences d'ordre moral, elles étaient étrangères, pour l'essentiel, à la compréhension de ces rapports de force entre États très puissants. Le principal était de gérer prudemment ces rapports et d'empêcher qu'ils se dégradent au point de provoquer une guerre cataclysmique, dont la possibilité, déjà, préoccupait tous les esprits. Dans le fil de ce raisonnement, la menace nucléaire (également appelée « notre force de dissuasion ») était inéluctable mais insuffisante; aux armes devaient venir s'ajouter des pourparlers sur la maîtrise des

armements, des accords de limitation mutuelle et d'autres stratégies de collaboration en vue de la survie collective. Par ailleurs, disait-on, certains indices portaient à croire que l'URSS en était arrivée à des conclusions semblables et que le stalinisme cédait la place à une politique de coexistence pacifique (bien que concurrentielle).

L'autre grand courant de pensée rejetait ce raisonnement. Il épousait la mentalité de la Guerre froide qui avait dominé au début des années 1950 et qui embrassait une perspective manichéenne du monde. Pour les avocats de cette philosophie et pour leurs partisans, le point de départ n'était pas la puissance militaire, mais la moralité. Leurs arguments politiques étaient généralement exprimés en fonction de valeurs, et la « liberté » était la valeur la plus fréquemment citée. Au lieu d'être régie par les intérêts matériels, les ambitions égoïstes ou les manifestations de la puissance militaire et physique, la politique internationale, d'affirmer ces gens-là, est avant tout fondée sur les valeurs, ou du moins sur certaines valeurs. Dans cette optique, le globe constitue une arène où s'affrontent, dans une sorte de duel moral, deux schèmes de valeurs incompatibles. Les armes nucléaires tirent leur signification politique non pas tellement de leur pouvoir destructeur intrinsèque, mais plutôt des fins morales que se proposent de servir les Nations qui les possèdent.

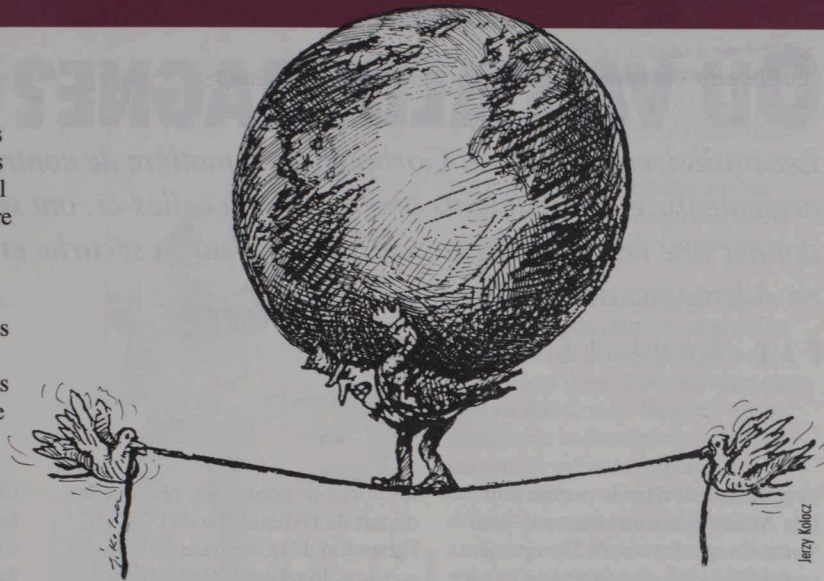
CETTE CONCEPTION MORALISÉE DE l'arme nucléaire a été énoncée avant même que la Seconde Guerre mondiale ne prenne fin. Le 9 août 1945, dans une allocution radiodiffusée, le président Truman a déclaré à ses concitoyens : « Nous devons nous constituer en fiduciaires de cette nouvelle force – pour empêcher qu'elle soit mal employée et pour la mettre au service de l'humanité.

C'est une écrasante responsabilité que nous devons assumer. Remercions le Seigneur qu'elle retombe sur nos épaules plutôt que sur celles de nos ennemis, et prions qu'Il nous aide à exploiter cette force comme Il l'entend.» La puissance extraordinaire du nucléaire était terrifiante, d'une certaine façon, mais au moins elle était entre de bonnes mains. Citons ici les propos tenus par Truman dans son discours du 27 octobre 1945, Jour de la Marine : «Le fait que nous possédions cette arme, et toute autre arme nouvelle, ne pose aucune menace pour quelque nation que ce soit... Que nous soyons les détenteurs... de cette nouvelle force de destruction nous apparaît comme une mission sacrée.»

Dès le début se sont esquissés les thèmes et les présomptions qui, de nos jours, caractérisent souvent la pensée américaine sur les armes nucléaires. Il y a, par exemple, la notion que les États-Unis ont le droit et le devoir d'agir dans l'intérêt de toute l'humanité. La puissance de l'État américain, contrairement à celle d'autres États, doit inspirer confiance. Comme les Américains n'ont que des intentions bénignes, la puissance militaire de ce pays ne pose aucun problème, sauf pour les «agresseurs». Seuls les pays incarnant «le mal» ont raison de craindre la force des Américains. Les armes nucléaires, donc, n'ont rien de répréhensible tant qu'elles sont détenues par une puissance strictement défensive comme les États-Unis.

Parfois, on va jusqu'à prétendre que les adversaires eux-mêmes reconnaissent la nature passive de l'arsenal américain. Eugene Rostow, un ancien directeur de la *US Arms Control and Disarmament Agency*, a écrit en 1984 : «Le gouvernement soviétique a compris depuis belle lurette qu'il ne court pas le risque d'une attaque armée.» «Nous pouvons être certains,» affirmaient les auteurs de *A Forward Strategy for America*, texte publié par le *Foreign Policy Research Institute* en 1961, «que les stratèges soviétiques comprennent fort bien que le réseau des bases américaines d'outre-mer constitue un instrument de défense et de représailles, et non un instrument offensif-préemptif. Nos véritables intentions stratégiques sont donc faciles à deviner pour eux.»* (En fait, comme l'ont montré David Alan Rosenberg et d'autres, la préemption était un élément essentiel de la stra-

*Robert Strausz-Hupé, William R. Kintmen, Stefan T. Possony, *A Forward Strategy for America*, New York: Harper, 1961.



tégie américaine.) Ce genre de raisonnement procédait de la notion fondamentale que les étrangers devaient comprendre l'Amérique de la même façon que l'Amérique se comprenait elle-même.

CETTE TENDANCE GÉNÉRALISÉE QUI consiste à placer les rapports entre superpuissances sur des assises morales a eu plusieurs conséquences. En premier lieu, elle a découragé un examen pragmatique et judicieux des intentions soviétiques et des réponses probables de l'URSS face aux initiatives des États-Unis. Si la droiture et la rectitude présumées des Américains constituent un côté de la médaille, l'envers ne peut correspondre qu'à l'image d'une Russie agressive et sinistre. Une image appelle l'autre. Ce dualisme conceptuel s'est traduit par une profusion d'hypothèses alarmistes concernant l'URSS, de sorte qu'on ne s'est pas soucié d'étudier ses politiques et ses objectifs réels. Si l'on est déjà fixé sur les motifs de Moscou il est superflu de se livrer à de longues et laborieuses enquêtes sur les complexités de la politique soviétique. Qui plus est, ces hypothèses morales tendent fréquemment à fausser les prévisions concernant les réactions éventuelles de l'URSS aux accumulations nucléaires «défensives» effectuées par les États-Unis. Une sorte de prétention morale a incité ces derniers à traiter la culture soviétique avec mépris et à déprécier ou ignorer ses réalisations potentielles ou probables. Pour sa part, l'URSS a refusé de se laisser intimider; Moscou a toujours suivi la mise de Washington dans cette surenchère nucléaire, ce qui a compromis encore davantage la sécurité de l'Occident.

En deuxième lieu, le moralisme a entravé la diplomatie. En mettant

l'accent sur l'incompatibilité présumée des valeurs fondamentales, ce moralisme tend à occulter les possibilités de collaboration fondées sur des intérêts mutuels (comme la prévention et la gestion des crises régionales). À cause de lui, il s'est avéré très difficile de conclure tout accord qui ne fasse pas droit à la prédominance des États-Unis : après tout, peut-on vraiment s'attendre à ce qu'un pays moralement supérieur se contente de la simple parité ? Toujours à cause de ce moralisme, on a également manqué un nombre important d'occasions de réduire les tensions et de limiter la rivalité militaire. Une de ces occasions s'est notamment présentée vers la fin des années 1950, lorsque Moscou se trouvait sous la houlette de Nikita Khrouchtchev, partisan de la réforme et de la déstalinisation, qui faisait des ouvertures prometteuses en direction de l'Ouest. Le moralisme des États-Unis a nui à la formulation de réponses positives qui, à long terme, auraient presque sûrement favorisé la sécurité des États-Unis.

Enfin, la prétention à la supériorité morale facilite la confusion entre les fins et les moyens. Si les visées d'un pays sont bonnes en soi (par exemple, la défense et l'élargissement des «libertés»), les moyens militaires sélectionnés pour parvenir à ces fins seront probablement jugés plus légitimes que si ces mêmes moyens se trouvaient aux mains d'autres États. C'est l'arsenal nucléaire de l'adversaire qui fait peser la vraie menace, car de «notre côté», les fins honorables justifient les moyens mortels. On sent que les États-Unis répugnent à envisager les rapports entre superpuissances sur le plan des intérêts propres et de la réciprocité des menaces et contre-menaces, c'est-à-dire sur le plan des relations politiques classiques. Qui plus est, cette

tendance à placer la politique dans un contexte moral a entraîné des résultats ironiques. Alors même que les États-Unis se targuent de «vénération la vie» et de tenir en haute considération les droits de la personne, c'est en fait Washington et la plupart de ses alliés qui ont fait ressortir l'utilité de la menace nucléaire et qui ont, les premiers, défendu la valeur politique des technologies de destruction de masse. L'Occident civilisé est le promoteur numéro un d'un moyen très peu civilisé de faire la guerre. Le pharisaïsme des États-Unis (et, de façon plus générale, de l'Occident) a contribué dans une large part à cet aveuglement qui nous empêche, nous les «peuples libres», de voir que nous avons choisi de lier la sécurité de nos nations à une machine de destruction planétaire.

DANS LE MÊME DISCOURS OÙ IL assimilait la possession de l'arme atomique à une «mission sacrée», le président Truman a également lancé un avertissement. «Pour notre part», a-t-il dit, «nous devons chercher à comprendre les problèmes spéciaux des autres nations. Nous devons chercher à comprendre qu'ils aspirent légitimement à la sécurité telle qu'ils la conçoivent.» Cette observation, très perspicace sur le plan politique, définissait la condition *sine qua non* d'une diplomatie américaine efficace. Malheureusement, la graine est tombée dans une terre hostile. Les dogmes pharisaïques et chauvins étaient toujours très prisés, et pas uniquement chez les Bolcheviques. Dans leur expression populiste américaine, renforcée par un orgueil technologique très marqué, nous trouvons quelques-unes des racines d'une course aux armements effrénée qui échappe encore à toute maîtrise. La fierté peut être, parfois, une émotion saine; mais aux États-Unis, une fierté nationaliste débridée demeure encore un ennemi tenace de l'intérêt national. □

Pour en savoir plus

Gérard Bergeron, *La guerre froide recommencée*, Les Éditions du Boréal Express, 1986.

Fred Kaplan, *The Wizards of Armageddon*, New York: Simon & Schuster, 1983.

Steven E. Miller, rédacteur, *Strategy and Nuclear Deterrence*, textes par Bernard Brodie, Robert Jervis, David Alan Rosenberg, Princeton, New Jersey: Princeton University Press, 1984.

OÙ VA L'ALLEMAGNE?

Les initiatives de Mikhaïl Gorbatchev en matière de contrôle des armements, et les réactions américaines à celles-ci, ont semblé donner une nouvelle dimension au débat sur la sécurité et l'identité en Allemagne de l'Ouest.

PAR PAUL LÉTOURNEAU

LES INITIATIVES DE MIKHAÏL Gorbatchev en matière de contrôle des armements, et les réactions américaines à celles-ci, ont semblé donner une nouvelle dimension au débat sur la sécurité qui agite l'Allemagne de l'Ouest depuis plusieurs années. L'idée de voir Washington et Moscou négocier par-dessus leurs têtes en matière de sécurité européenne inquiète les Allemands. Ceux-ci ressentent visiblement le besoin de réagir, mais comment ? Se réfugieront-ils dans le national-neutralisme qui semble avoir fait beaucoup de gains récemment ?

DEPUIS SA CRÉATION EN 1949, LA RFA a opté pour l'ancrage à l'Ouest. Située au point de rencontre entre le bloc de l'Est et celui de l'Ouest, dénucléarisée, elle ne peut se défendre toute seule et a absolument besoin d'alliés pour préserver sa liberté. Elle compte beaucoup sur l'OTAN à cet égard. Bonn s'est montré jusqu'ici très attachée à l'unité stratégique et à la solidarité entre alliés; elle a parfois opté pour un resserrement particulier des liens avec Paris afin de limiter quelque peu l'emprise américaine. Mais elle est bien consciente que la protection nucléaire française ne peut être un substitut au parapluie nucléaire américain.

Depuis 1969, les gouvernements qui se succèdent à Bonn se sont efforcés généralement d'éviter les tensions en Europe centrale, de contribuer à la détente Est-Ouest, de développer les liens entre les deux Allemagnes et de favoriser la politique du contrôle des armements. De plus, à l'intérieur de l'OTAN, dont ils sont membres depuis 1955, ils ont insisté sur le renforcement de la dissuasion, sur la nécessité de partager le risque nucléaire avec leurs partenaires occidentaux en ne déployant pas uniquement les armes nucléaires sur leur territoire.

Ces dernières années, un fort mouvement de remise en question

s'est manifesté dans la population. Les Allemands sont beaucoup plus sensibles que les autres Européens ou que les nord-américains au danger qu'impliquerait une guerre nucléaire.

On retrouve sur leur territoire un déploiement militaire permanent sans précédent dans une démocratie en temps de paix. Régulièrement, les quelques 60 millions d'Allemands de l'Ouest peuvent croiser des unités allemandes, américaines, françaises, britanniques, hollandaises, belges, canadiennes et même danoises à l'occasion. À cette présence imposante s'ajoutent environ 4 600 têtes nucléaires, toutes sous contrôle étranger, dont approximativement 60 pourcent sont montées sur des vecteurs dont la portée est de moins de 30 km. Les Allemands de l'Ouest sont conscients qu'il s'agit de la plus grande concentration de forces militaires au monde et qu'ils sont la cible potentielle pour l'imposant dispositif soviétique d'armes nucléaires et conventionnelles disposées juste de l'autre côté de l'Elbe et de la frontière tchécoslovaque.

Il faut ajouter à cela que la doctrine officielle de la « riposte graduée » de l'OTAN soulève des inquiétudes car elle menace l'agresseur éventuel d'un recours à l'arme atomique, au besoin très tôt dans la bataille. Les Allemands sont fort conscients qu'en cas de conflit, l'Occident menace implicitement de détruire l'Allemagne pour se défendre contre les divisions soviétiques. Cette situation inconfortable engendre une peur du nucléaire qui alimente les forts mouvements pacifistes de la République fédérale, ainsi que les partis qui savent capitaliser sur ce sentiment.

LE PARTI DES VERTS A ÉTÉ RÉÉLU POUR la seconde fois aux élections fédérales du 25 janvier 1987: ils ont récolté 8,3 pourcent des suffrages, alors qu'en 1983 ils n'avaient obtenu que 5,6 pourcent. Ce parti, qui réunit des pacifistes et des écologistes de tous

les horizons politiques, réclame le départ de l'Allemagne de l'OTAN, l'abandon de la doctrine de la dissuasion, la renonciation à l'arme nucléaire et le départ des troupes américaines. Les verts rejettent l'ancrage à l'Ouest et la croissance économique si chère à l'Occident industrialisé; ils préféreraient que l'Allemagne adopte une position neutre entre l'Est et l'Ouest tout en explorant au maximum les possibilités de rapprochement des deux états allemands. C'est dans ce parti que les thèmes national-neutralistes sont les plus ouvertement défendus. L'électeur type des verts est jeune, vivant dans une zone urbaine, instruit, désireux de protester contre la société ou voulant marquer son irritation devant les hésitations du parti social-démocrate (SPD).

Depuis que le SPD est retourné dans l'opposition à l'automne 1982, il s'est éloigné assez rapidement des positions défendues par le dernier chancelier social-démocrate, Helmut Schmidt. Au congrès de Nuremberg, en août 1986, le SPD a présenté sa politique de sécurité: retrait des Pershing II et des missiles de croisière de l'Allemagne, annulation des accords sur l'IDS avec les États-Unis, diminution des dépenses de défense et restructuration à long terme de la *Bundeswehr* pour accentuer son caractère strictement défensif. De plus, le SPD a initié une politique extérieure qualifiée de « parallèle » par leurs opposants politiques en initiant une démarche unique pour un parti démocrate occidental: ils ont conclu à plusieurs reprises des accords quasi contractuels avec des partis communistes d'Europe de l'Est, c'est-à-dire de facto avec les gouvernements de ces pays, proposant des zones dénucléarisées ou dépourvues d'armes chimiques sur le territoire des deux Allemagnes et même au-delà. Le SPD voulait ainsi dévoiler ses intentions en s'engageant à l'avance à prendre des mesures concrètes pour « éloigner » le danger nucléaire. Mais ceci ne l'engage pas

obligatoirement s'il venait à prendre le pouvoir car cela serait matière à discussion avec les partenaires d'une éventuelle coalition gouvernementale.

S'il est vrai qu'au début de l'été 1987 le chef du parti, Willy Brandt, s'est retiré et qu'il a été remplacé par un modéré, Hans-Jochen Vogel, il est aussi juste de rappeler que le ministre président de la Sarre, Oskar Lafontaine, a été élu à la même occasion avec une forte majorité dans le triumvirat dirigeant du parti. Ce dernier parle ouvertement du retrait graduel de la RFA de l'OTAN et de la nécessité pour l'Allemagne d'adopter un rôle de « pont » entre l'Est et l'Ouest. Ces idées sont aussi celles d'Egon Bahr, d'Erhard Eppler et de plusieurs autres membres influents du SPD. L'aile gauche du parti, qui est fort proche des idées nationales-neutralistes, impose de manière croissante ses vues dans le SPD.

Lorsque le gouvernement de coalition libérale-conservatrice (FDP et CDU-CSU) a pris le pouvoir à l'automne 1982, la politique extérieure et de sécurité s'est inscrite dans la continuité avec « l'ère Schmidt ». A ceci se sont ajoutées deux priorités bien identifiées: faire entériner par le *Bundestag* le déploiement des euromissiles si l'URSS n'acceptait pas l'option zéro et rétablir de bonnes relations avec Washington. La première mesure, lorsqu'elle fût acceptée par la nouvelle majorité gouvernementale, mit fin à un débat sans précédent en Allemagne fédérale. La seconde en revanche était beaucoup plus délicate. Le gouvernement désirait se montrer plus conciliant envers l'administration Reagan, quoiqu'il redoutât l'impact qu'aurait l'Initiative de défense stratégique (IDS) sur les relations Est-Ouest. Il lui était très difficile de critiquer ouvertement l'IDS. À Bonn on redoutait que par cette mesure plusieurs composantes de l'équilibre stratégique soient remises en question: plus particulièrement la parité

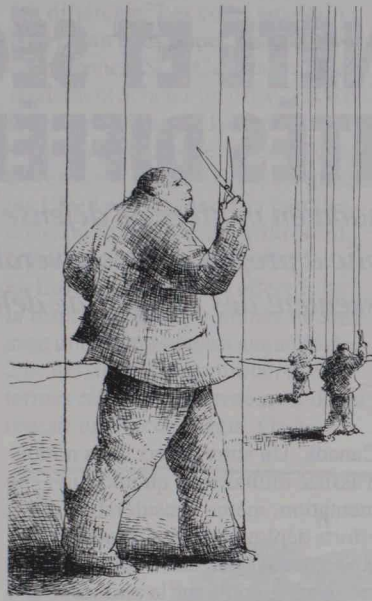
stratégique, la dissuasion, le traité interdisant la défense anti-balistique (ABM) de 1972 et les négociations sur le contrôle des armements. Le «modèle canadien» aurait eu la préférence de Bonn s'il s'était cru autorisé à se dégager de tout engagement pour le moment et à laisser libre cours à l'industrie allemande de rechercher des contrats du Pentagone.

Le gouvernement du chancelier Helmut Kohl a finalement endossé l'IDS au printemps 1985. De plus, les propositions soviétiques de démanteler des missiles à moyenne et à courte portée en Europe, ont été acceptées par les Américains, puis par l'Angleterre et la France après quelques hésitations, et enfin par la République fédérale après de longues hésitations et une querelle ouverte dans la coalition gouvernementale.

Cette dernière épreuve n'a fait que rendre plus animé encore le débat sur la sécurité en Allemagne.

Pour le ministre des Affaires extérieures, Hans-Dietrich Genscher, du parti libéral (FDP), la RFA ne peut se permettre de refuser cette occasion d'amorcer la réduction des armements. Cette politique s'inscrit d'ailleurs pour lui dans la continuité de la politique extérieure allemande et les propositions soviétiques ont de plus le mérite de répondre directement aux exigences exprimées par Bonn depuis la fin des années 70. Enfin, Genscher rappelle que la République fédérale ne peut pas s'isoler ni s'opposer à la volonté des deux superpuissances de modifier la situation militaire en Europe.

Les députés de l'Union chrétienne démocrate (CDU-CSU), ont fait front aux États-Unis pendant plusieurs semaines. Les arguments du ministre de la défense, Manfred Wörner (CDU), peuvent se résumer ainsi. La France et l'Angleterre peuvent se permettre d'être en faveur du «double zéro» car ils produisent eux-mêmes leur propre sécurité. Les Américains, pour leur part, ont un intérêt naturel à retirer toutes les armes à moyenne et à longue portée qui pourraient toucher l'URSS et qui risqueraient de les entraîner presque automatiquement dans une escalade incontrôlable en cas de guerre. Avec la double option zéro il ne subsisterait plus que les missiles d'une portée inférieure à 500 km. En d'autres termes, les responsables de la politique de sécurité de l'Union redoutent que les missiles à courte portée soviétiques qui resteront ne puissent frapper que la République fédérale et en feraient du même coup un des pays les plus menacés d'Europe occidentale. L'un des députés de la CDU, Volker Rühle, a exprimé en



Wojtek Gorczyński

ces termes cette perception de la situation: «Plus la portée des missiles est faible, plus les effets sont allemands».

Cette situation leur paraît d'autant plus inacceptable que la double option zéro ne liquidera que 3 pourcent des armes nucléaires des superpuissances stationnées en Europe occidentale. La majorité des armes nucléaires, qui se trouvent pour la plupart en République fédérale, seront destinées, à cause de leur portée «tactique», à exploser sur le sol allemand. Non seulement les superpuissances conservent pour le moment environ 50 000 têtes nucléaires dans leurs super-arsenaux, mais en éliminant les missiles à moyenne et à courte portée, de 500 à 5 500 km, ils liquident uniquement les systèmes qui grèvent le calcul stratégique d'un risque incalculable et facilitent ainsi la limitation ou le contrôle d'un conflit éventuel aux territoires européens à «protéger». Par rapport aux priorités politico-stratégiques, ce désarmement nucléaire laisse craindre le «découplage» nucléaire des États-Unis et la renonciation à la stratégie de dissuasion en Europe.

LES PARTISANS ALLEMANDS DES options zéro affirment que ces craintes ne se justifient absolument pas. Les Américains et leurs alliés garantissent toujours le «couplage» par leur présence physique et conservent encore 4 600 ogives en Europe avec les pièces d'artillerie, les fusées à faible portée, les avions bombardiers (F-111) et les sous-marins lanceurs de missiles de croisière nécessaires pour assurer la dissuasion.

Les hésitations du gouvernement devant les initiatives des superpuissances sur le contrôle des armements

ont coûté cher à l'Union lors des deux élections régionales tenues le 17 mai 1987 en Rhénanie-Palatinat et à Hambourg. Les reculs sensibles enregistrés par les conservateurs les ont contraints à admettre que les propositions de désarmement sont populaires auprès de la population allemande.

Après avoir rétabli la discipline chancelante du parti, le chancelier Kohl accepta la double option zéro en juin lors d'un débat sur cette question au *Bundestag*. Dans un texte adopté par le *Bundestag*, le gouvernement se prononce «pour une réduction nette et vérifiable en Europe de tous les systèmes nucléaires américains et soviétiques basés au sol et d'une portée de 0 à 1 000 km, en liaison avec l'établissement d'un équilibre conventionnel et avec la suppression planétaire des armes chimiques».

Lors de la crise des euromissiles à la fin des années 70 et au début des années 80 on a pu observer la montée du national-neutralisme sur la gauche. Le rapprochement de la gauche et de la droite sur le thème nationaliste pourrait poser de graves problèmes à l'OTAN et à la CEE s'il était appelé à prendre beaucoup d'ampleur dans l'avenir.

Le ministre président de Bavière et chef du CSU (l'aide droite du CDU en Bavière), Franz Josef Strauss, a été l'un des principaux participants dans le débat politico-historique d'importance qui agite l'Allemagne depuis juillet 1986. Pour lui, la responsabilité de la guerre et de l'holocauste n'a pas à être rappelée de façon obsessionnelle à la nouvelle génération. De plus, il prend ses distances par rapport à la politique de désarmement suivie jusqu'ici et se prononce pour l'exportation des armements en dehors des pays de l'OTAN.

IL EXISTE EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE le sentiment, assez répandu dans les différents partis politiques, que les structures de l'Alliance sont dépassées. La nouvelle génération de politiciens ne s'accommode pas aussi bien que leurs aînés des impératifs traditionnels de modération en politique extérieure et des invocations constantes du poids du passé. Pour Strauss comme pour plusieurs Allemands, on croit que le «découplage» ne sera qu'une question de temps et qu'il n'est pas impossible que les Américains retirent un jour une partie de leurs troupes de l'Europe. Le débat sur la double option zéro a accru la distance entre Allemands et Américains. Comme le soulignait la

journaliste américaine Elizabeth Pond dans l'hebdomadaire *Die Zeit* du 26 juin 1987, «une légende potentiellement très dangereuse est en train de se constituer: celle qui voudrait que les Allemands ont été abandonnés à leur sort. Et rien n'est fait pour étouffer cette légende dans l'oeuf».

Ce sentiment d'avoir été «trahi et vendu» par ses alliés accentue chez plusieurs le repli sur la nation. Les verts et certains éléments du SPD discutent de la meilleure façon d'éloigner la RFA des rivalités provoquées par la politique de force entre l'Est et l'Ouest. C'est dans ce contexte que l'on voit ressurgir, chez les leaders du SPD, l'expression «Europe centrale».

Dans le camp conservateur, le chancelier Kohl exploite une renaissance du sentiment national allemand: ses discours traitent de l'unité, de l'identité allemande et du patriotisme.

Selon des sondages récents, deux-tiers des Allemands souhaitent la réunification, mais seulement 8 pourcent croient que ceci se réalisera d'ici dix ans. Non seulement les Allemands reculeraient présentement devant une telle éventualité, mais l'URSS ne voudrait pas se départir de son allié le plus solide en Europe, la République démocratique allemande. Pour les Occidentaux, la République fédérale demeure l'allié le plus important en Europe et le pivot de l'équilibre stratégique entre les deux blocs. Quoiqu'en rêvent les partisans du national-neutralisme, dans un monde essentiellement bipolaire, l'Allemagne ne peut opter qu'entre l'Est ou l'Ouest.

La politique étrangère joue un rôle déterminant pour les Allemands; il est important que ses alliés occidentaux comprennent cette sensibilité. D'autre part, il faut aussi que les Allemands se rappellent que la sécurité et la liberté de leur pays dépendent de son inclusion avec l'Occident. □

Pour en savoir plus

Y. Boyer, A. Brigot, R. Fritsch-Bournazel et J. Klein. *Sécurité et défense de l'Europe: le dossier allemand*. Paris, Fondation pour les études de défense nationale, Coll. «Les sept épées», no.36, 1985.

F.-G. Dreyfus. *Les Allemands entre l'Est et l'Ouest*. Paris, Albatros, 1987.

K. Kaiser et P. Lellouche (éd.) *Le couple franco-allemand et la défense de l'Europe*. Paris, Institut français des relations internationales, 1986.

P. Létourneau. «Les Allemagnes et la division Est-Ouest: une ambivalence politique», *Études Internationales*, septembre 1985.

SOUVERAINETÉ ET SÉCURITÉ: DEUX RÉALITÉS DIFFÉRENTES

La nouvelle politique du Canada en matière de défense a pour but de canaliser l'inquiétude du public à propos de la souveraineté territoriale en faveur d'un accroissement des budgets de défense.

PAR CHARLES F. DORAN

LE LIVRE BLANC DU GOUVERNEMENT canadien sur la défense est un document à la fois ingénieux et novateur. Sans négliger les axes d'intervention traditionnels du Canada comme le maintien de la paix et la limitation des armements, il s'efforce de canaliser l'angoisse du peuple canadien concernant la souveraineté territoriale et d'amener celui-ci à accorder un soutien renouvelé aux engagements accrus du Canada au chapitre de la défense. Tout en mettant l'accent sur la souveraineté de l'Amérique du Nord, il prône en contrepois un renforcement de la présence canadienne sur le front de l'Europe centrale. Il cherche à exploiter le différend juridique avec les États-Unis à propos du passage du Nord-Ouest afin de mobiliser l'opinion en faveur d'une défense sous-marine active contre l'Union soviétique. Le Livre blanc prouve au moins une chose quant à la conduite des pays membres de l'Alliance lorsqu'il est question de défense : en l'absence d'un rôle bien défini sur le plan de la sécurité, aucun gouvernement ne sera disposé à accroître sensiblement sa contribution à l'effort de défense commun. Et plus ce rôle sera directement lié à la défense du territoire national, plus un gouvernement se risquera à proposer des augmentations du budget militaire à son électorat.

Les Canadiens se demandent peut-être comment tout cela est perçu à Washington. Mais ils devraient plutôt se poser la question de savoir quelle sera l'incidence de cette nouvelle politique sur la capacité des États-Unis d'assurer la dissuasion en Europe, et si les Européens continueront de miser sur cette dissuasion et donc sur l'unité de l'Alliance dont tout dépend.

QUELLE EST DONC LA RÉACTION DES Américains à la nouvelle proposition du Canada ? D'une part, il est sûr que toute augmentation des budgets militaires proposée par le

Canada, pays riche somme toute, est accueillie avec soulagement. À condition que soient respectés certains principes tacitement convenus, les États-Unis peuvent s'accommoder, sur le plan tactique, d'à peu près n'importe quelle politique de défense qu'Ottawa désire mettre en oeuvre. Même si la coordination canado-américaine en matière de défense ne correspond pas forcément à l'image que s'en fait le public, étant donné que la réalité concerne la «sécurité» alors que l'image se fonde sur la «souveraineté», la coordination des tâches suivra au pas l'adoption de la nouvelle politique.

D'autre part, certains Américains se demandent si le Canada confond sécurité et souveraineté. Sous-jacent au concept de la frontière non défendue est la notion du respect accordé par chacun des deux pays aux espaces aériens et sous-marins de l'autre. Mais cette notion de respect mutuel repose, à son tour, sur la confiance dans les moyens de défense communs contre des nations tierces hostiles. Et cette réalité-là demeure, malgré les subtils artifices du Livre blanc. C'est dans cette perspective que les notions de souveraineté et de sécurité se rejoignent, et c'est de là que provient le récent malentendu.

Ainsi, certains Canadiens s'accrochent à l'idée que le Canada n'a pas d'ennemis. Dans le droit fil de ce raisonnement, on peut supposer que les États-Unis soient le seul pays du NORAD à avoir des ennemis, soit parce que la diplomatie américaine est maladroite, soit parce qu'elle pose, en soi, un défi aux intérêts de tierces parties qui, autrement, ne chercheraient noise à personne. Cette façon coutumière de penser est renforcée par une propension, consciente ou non, à une mentalité «d'assisté militaire» selon laquelle les États-Unis, bon gré mal gré, sont bien obligés d'assurer la sécurité stratégique du Canada, car pour se défendre, ils doivent également défendre le

Canada. Un autre aspect de la notion d'assisté militaire est qu'une augmentation, même considérable, des efforts déployés par le Canada au chapitre de la défense n'aura qu'une incidence limitée sur la philosophie de l'Alliance. Dans cette optique, le Canada n'est pas un «meneur», mais un «suiveur».

Pour séduisante que soit la mentalité d'assisté militaire et la notion que «le Canada n'a pas d'ennemis», et pour difficile qu'il soit de composer avec elles, comme en font foi les finesses du Livre blanc, elles favorisent la confusion qui règne quant aux rapports entre la souveraineté et la sécurité. Au sud du 49^e parallèle, ces notions s'inscrivent dans une perspective différente. Aux yeux des États-Unis, les intérêts et les valeurs politiques du Canada s'assimilent aux leurs, et cette convergence est à la base même de l'Alliance. Qui plus est, si le Canada devait assumer le fardeau des responsabilités dont on se décharge volontiers sur les États-Unis, il serait lui aussi en butte à l'hostilité générale. Pourtant, comme le savent les décideurs à Ottawa et à Washington, Toronto constitue une cible des armes nucléaires tout autant que Chicago.

En fait, les Américains estiment que seule une contribution valable aux intérêts collectifs de l'Alliance en matière de défense peut donner voix au chapitre; une conduite «d'assisté» ne s'assortit d'aucun droit. Il s'agit non seulement de consentir des sommes accrues à la défense, mais aussi de dépenser ces sommes le plus efficacement possible, c'est-à-dire dans les domaines où elles favoriseront le plus les objectifs de l'Alliance.

DÈS LORS, L'ORIGINE DE LA CONFUSION entre la souveraineté et la sécurité devient évidente. Sur le plan de la défense, l'espace aérien et les territoires sous-marins s'équivalent. Faute de défendre l'un, impossible de défendre les autres, et vice-versa. Mais tous deux *doivent* être défendus,

soit par des moyens nationaux, soit par les moyens du partenaire au sein de l'Alliance. Dans le passé, le Canada n'a pas voulu déployer d'efforts proportionnés en matière de défense, mais il n'estimait pas non plus qu'il pouvait défendre seul son espace aérien et ses territoires sous-marins. Si le Canada souhaite maintenant assumer une plus grande part de responsabilité à cet égard, les États-Unis n'y verront bien sûr aucun inconvénient. Mais cet effort de défense doit être destiné à répondre aux besoins de la sécurité, et non mis au service d'une conception politique de souveraineté. Parallèlement, cet effort doit être authentique et crédible, et non s'apparenter aux ombres sur les parois de la grotte de Platon. Par ailleurs, les aspects de la défense commune que l'on néglige et les répercussions de cette négligence sur la pensée des alliés européens importent tout autant que n'importe quelle autre dimension du processus décisionnel en matière de défense, car la sécurité de l'Alliance passe d'abord par l'Europe. Or, la confiance des Européens est conditionnée par la volonté qu'ils devinent chez leurs partenaires nord-américains de maintenir des forces d'avant-garde en Europe et par la capacité des États-Unis de soutenir la crédibilité de la dissuasion élargie.

Voilà qui nous amène à l'essentiel des inquiétudes de l'Europe, et donc des États-Unis, en ce qui concerne l'espace sous-marin nord-américain. À cet égard, il faut absolument empêcher toute dissonance entre les impératifs de la sécurité et ceux de la souveraineté. La surveillance, l'identification et la défense en tant que telle sont des activités qui doivent être menées de façon à renforcer plutôt qu'à entraver la dissuasion élargie – dans le cas par exemple du passage de flottes étrangères.

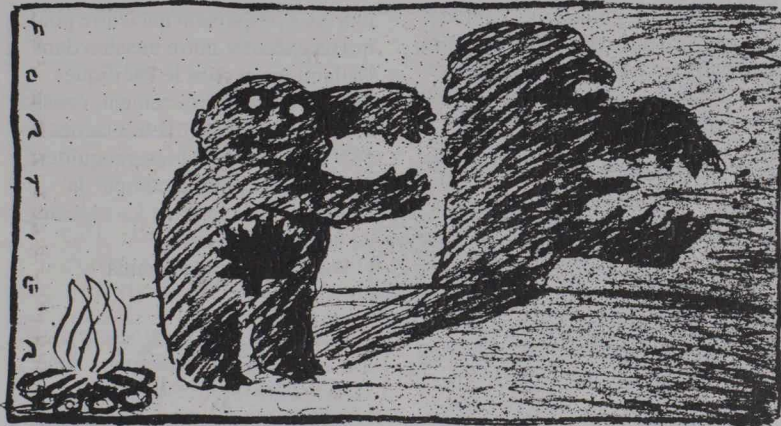
Enfin, pour que l'investissement au chapitre de la défense rapporte un maximum d'avantages politiques, les

dépenses militaires doivent avoir lieu dans les domaines où le besoin s'en fait le plus sentir. Dans la perspective de l'Alliance, les partenaires du Canada demanderont si les crédits affectés à l'achat de sous-marins nucléaires sont de nature à accroître véritablement la sécurité de l'Alliance. En effet, les Européens peuvent fort bien conclure que les choix du Canada sont déterminés par des considérations ayant trait à la souveraineté, que notre pays, ce faisant, non seulement contribue peu à la sécurité de l'Alliance, mais laisse aussi passer une occasion d'accroître la sécurité continentale, et qu'il risque même de la compromettre si les coûts l'obligent à réduire sa présence en Europe, d'abord en Norvège, puis en Allemagne.

COMMENT LES ALLIÉS ONT-IL RÉAGI à la nouvelle politique canadienne en matière de défense ? Quelles que fussent les conditions préalablement convenues pour légitimer le passage du navire de la Garde côtière américaine *Polar Sea* dans l'Arctique, les autorités américaines doivent être en train de se demander si elles avaient bien saisi l'ampleur des répercussions politiques de ce voyage au Canada. Chose certaine, ce voyage a ranimé le débat sur la souveraineté. Toutefois, si la souveraineté se rapporte à des droits juridiques, la sécurité suppose l'aptitude à défendre ces droits par la force si les circonstances l'exigent. Le problème, pour le Canada comme pour les États-Unis, c'est que la frontière à protéger commence sur les rives de l'Elbe, et non sur celles du Saint-Laurent. La présence de sous-marins ne changera pas grand-chose aux revendications de souveraineté dans l'Arctique, car en définitive, cette question sera réglée non pas par une intervention unilatérale, mais plutôt par le recours au droit international. Une question plus pressante est de savoir si ces sous-marins favoriseront la sécurité du Canada d'abord, et celle de l'Alliance ensuite.

Une des inquiétudes exprimées par les Américains est que le Canada s'appête à commettre la même erreur qu'eux. Sous le président Reagan, les États-Unis ont procédé à un accroissement massif de leur matériel, sans toutefois tenir entièrement compte de ce que coûtent le fonctionnement, la maintenance et la logistique. L'achat d'une douzaine de sous-marins nucléaires est une chose. Le maintien du commandement et du contrôle, le soutien logistique, la formation, la modernisation et l'entretien en sont une autre, tout à

fait différente. Les coûts auxiliaires pourraient bien ruiner les Forces canadiennes. Si le Canada compte réellement acheter un brise-glace de la classe 8, financer l'achat de nouvelles frégates, moderniser les destroyers de la classe Tribal, remplacer les CF-18 perdus, payer sa part des coûts du Système d'alerte du Nord, équiper convenablement ses forces en Europe et porter les effectifs de la réserve à 90 000 hommes, le tout avec une augmentation annuelle de 2 p. 100 des budgets militaires en termes réels, le gouvernement devra réussir un tour de magie. Or, la



Bob Fother

magie n'étant pas de ce monde, il devra compter sur ses appuis politiques pour accroître les budgets, et ces appuis, à Ottawa comme à Washington, se font plutôt rares ces jours-ci.

Une deuxième préoccupation est d'ordre essentiellement technologique, bien qu'elle soit également liée au coût. À l'heure actuelle, les sous-marins sont mieux équipés pour esquiver que pour repérer et surveiller. Le danger est que le Canada devra acheter dans le bas de gamme technologique en raison du coût. Vu l'évolution rapide des nouvelles technologies relatives aux sondes passives et actives, aux réseaux de traitement de données et aux systèmes de commandement et de contrôle, le risque d'une désuétude prématurée existe véritablement. Le Canada pourrait se trouver en mesure de déployer ses propres sous-marins nucléaires, sans pour autant être capable de trouver ou d'identifier les sous-marins d'attaque soviétiques.

Une troisième préoccupation concerne la mission précise qui serait dévolue à ces sous-marins. Supposons qu'un sous-marin canadien réussisse à repérer et à identifier un sous-marin soviétique. Que se passe-t-il alors ? Le Canada serait-il prêt à user de la force pour barrer l'accès de ses eaux territoriales à ce sous-marin ? Et en cas d'affrontement, lequel des deux sous-marins

aurait l'avantage : le bâtiment soviétique puissamment armé, ou le défenseur canadien, plus petit ?

En quatrième lieu, on craint que ce déploiement ne soit assorti d'aucune mission. À l'heure actuelle, les sous-marins soviétiques ne s'éloignent guère des bastions tels que la péninsule de Kola. Ils sont capables de naviguer sous la calotte polaire et pourraient devenir plus aventureux à mesure qu'ils deviendront plus silencieux, grâce aux hélices ultra-perfectionnées «obtenues» de l'Occident. Mais les risques pour eux de se faire coincer dans des défilés de

glace sous-marins par des sous-marins américains, lesquels sont guidés par des systèmes de commandement et de contrôle très perfectionnés, en surface et dans l'espace, sont suffisamment élevés, de sorte que la plupart des sous-marins soviétiques préféreront sans doute rester chez eux. Il se pourrait donc que les sous-marins canadiens trouvent peu de gibier.

UNE TENTATION TRÈS DANGEREUSE en planification militaire consiste à échafauder, pour des motifs politiques, une stratégie de défense devant parer à une menace qui n'existe pas, tout en retirant un moyen de défense existant même s'il est marginal – d'un endroit où la menace est réelle. Le Livre blanc propose de «consolider» les forces canadiennes le long du front d'Europe centrale en y intégrant le Groupe-brigade CTAM (canadien transportable par air et par mer) normalement destiné à la Norvège. Or, le groupe-brigade CTAM avait déjà beaucoup de peine à franchir l'Atlantique assez rapidement pour participer à un affrontement quelconque. La consolidation proposée doit donc provoquer un certain étonnement chez les analystes qui, ayant insisté sur les lacunes du groupe CTAM pour qu'on y remédie, découvrent subitement que c'est la mission même du groupe qui est supprimée.

La menace pesant sur le front d'Europe centrale est réelle. Mais celle pesant sur le flanc Nord l'est tout autant. Les mesures que l'Alliance prendra pour répondre aux besoins de la Norvège en matière de défense, sans y baser des troupes permanentes (ce qui provoquerait une levée de boucliers dans les rangs de la gauche norvégienne et serait de toute façon contraire à la politique traditionnelle d'Oslo) auront en Norvège et au Danemark des répercussions qui pourraient bien atteindre la Suède neutre. Il est très facile de tomber dans une spirale débiliteuse lorsqu'un pays membre de l'Alliance refuse une aide extérieure en raison d'une opposition politique locale. À son tour, le pays allié en cause se rend compte que l'insuffisance des appuis accordés par l'Alliance engendre chez l'opinion publique un sentiment de malaise qui étaye encore plus les arguments neutralistes.

La consolidation du déploiement des Forces canadiennes s'impose depuis déjà longtemps, et le gouvernement Mulroney mérite d'être félicité pour avoir relevé le défi. Mais les réalités politiques sont telles que l'établissement d'une force sous-marine crédible pour défendre le continent nord-américain risque de se faire aux dépens de nos engagements envers l'Europe.

Aux États-Unis, on craint que la mise en relief de la défense continentale dans la nouvelle politique canadienne soit perçue en Europe comme le premier pas sur la voie de l'isolement de l'Amérique du Nord. Souveraineté et sécurité ne sont pas identiques. En fait, la recherche de la première peut conduire au déclin de la seconde. La fragmentation éventuelle de l'Alliance, conséquence involontaire des priorités retenues, est la grande préoccupation des Américains. Le Canada devrait aussi la faire sienne. □

Pour en savoir plus

Jocelyn Coulon, «Une autre voie pour le Canada : La politique de défense», *Paix et Sécurité*, vol. 2, numéro 1, printemps 1987.

David Cox, *La défense continentale : analyse des tendances et perspective canadienne*, Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales, Les Cahiers de l'Institut, No. 2, Ottawa, 1986.

Michel Rossignol, «Quelques conséquences du Livre blanc sur la politique de défense», Service de recherche, Bibliothèque du Parlement, Mini-bulletin, No. 7, juin 1987.

Joel Sokolsky, «Changement de Cap: La Marine américaine et la sécurité du Canada», *Paix et Sécurité*, Vol. 2, numéro 1, printemps 1987.

SUBMERGEONS LES SOUS-MARINS NUCLÉAIRES...

Le Canada devrait renoncer à sa promesse inconsidérée d'acheter des sous-marins nucléaires et s'attacher plutôt à établir une version maritime de l'accord Canado-américain de défense aérienne.

PAR JAMES EAYRS

QUELQUES HEURES À PEINE après l'adoption de la *New Zealand Nuclear Free Zone, Disarmament, and Arms Control Act* par la Chambre des représentants de la Nouvelle-Zélande, la Chambre des communes à Ottawa entérinait le premier Livre blanc sur la défense en seize ans, intitulé *Défis et engagements : Une politique de défense pour le Canada*; elle faisait ainsi honneur aux talents de négociateur du ministre de la Défense nationale, M. Perrin Beatty, sous la gouverne de qui on a réussi à élaborer un raisonnement et à dégager un consensus autour de celui-ci. La coïncidence est significative, car on peut difficilement imaginer deux documents reposant sur des doctrines plus différentes.

Pour le gouvernement du Canada, les forces stratégiques nucléaires apportent la solution au problème essentiel de la sécurité, à savoir comment prévenir une attaque nucléaire soviétique contre l'Amérique du Nord. Le gouvernement considère la surviabilité des forces nucléaires stratégiques des États-Unis comme la clé de voûte de la capacité de représailles de l'OTAN. Pour garantir sa propre survie, le Canada est disposé à continuer de fournir du personnel, des armes, de l'argent, de la technologie et des territoires. La structure actuelle de la dissuasion mutuelle est efficace et stable. Le gouvernement est d'avis qu'elle ne doit pas changer.

Pour le gouvernement de la Nouvelle-Zélande, les forces stratégiques nucléaires constituent le problème plutôt que la solution. La doctrine de ce pays est énoncée par le premier ministre David Lange :

Seul un acte de volonté politique permettra de mettre fin à la course aux armements nucléaires. Les gouvernements doivent décider seuls qu'ils n'accepteront plus l'escalade nucléaire et qu'ils prendront plutôt l'engagement d'œuvrer pour la limitation des armes nucléaires.

La Nouvelle-Zélande a pris cet engagement. La Nouvelle-Zélande ne peut être défendue par des armes nucléaires et ne souhaite nullement être défendue par des armes nucléaires. Nous nous sommes dissociés de toute stratégie nucléaire visant à la défense de la Nouvelle-Zélande.

Ainsi, dans la perspective de la Nouvelle-Zélande, où la majorité de la population (73 p. 100 pour être plus précis) rejette l'idée d'un petit réacteur de recherche nucléaire (il ne s'agit même pas d'ogives nucléaires!), qu'elle assimile à un «héritage maudit d'Einstein», l'acquisition (proposée dans le Livre blanc) de dix à douze sous-marins à armement conventionnel mais à propulsion nucléaire (SSN) comporte quelque chose d'irréel, et même d'inepte. Cette décision compte parmi les plus bizarres dans la politique militaire canadienne, depuis que le premier ministre de la Colombie-Britannique a acheté deux sous-marins construits à Seattle et initialement destinés au Chili.

Mais bizarre ne veut pas nécessairement dire inepte. En 1915, la flottille de submersibles du premier ministre a protégé les bacs côtiers de Colombie-Britannique contre les incursions de sous-marins allemands. Comment donc justifier la création d'une flotte de sous-marins au Canada ?

Selon *Défis et engagements*, le Canada a besoin de SSN parce que ces derniers «constituent, aujourd'hui et pour un avenir prévisible, le seul moyen éprouvé de mener des opérations prolongées sous les glaces... Le SSN est le seul bâtiment capable d'assurer surveillance et contrôle dans l'océan Arctique et dans les eaux prises par les glaces dans le Nord canadien.» La dérision immédiate qui accueillait cette justification fit comprendre au Ministre qu'elle était insuffisante. Aussi, quelques jours plus tard, il a informé la Chambre d'un autre desideratum formulé par ses planificateurs de la Marine :

«Nous aimerions disposer de sous-marins à propulsion nucléaire pour mieux exécuter notre mission dans l'Atlantique et dans le Pacifique».

Mais en quoi, exactement, consiste cette mission ? De quelles tâches les SSN pourraient-ils bien s'acquitter dans l'avenir pour le compte du Canada; pourraient-ils les exécuter de façon satisfaisante ?

Voici une demi-douzaine d'hypothèses.

CONTRIBUER À LA DISSUASION GÉNÉRALE. Voici de nombreuses années, Winston Churchill faisait allusion à la vague menace que les gros bâtiments de guerre perfectionnés, dont la position est inconnue, peuvent faire planer sur toute planification navale dans le camp adverse. Le Livre blanc reprend cette notion : «Par leur seule présence, les sous-marins à propulsion nucléaire peuvent empêcher un adversaire d'utiliser les zones maritimes où ils se trouvent.» Comment ? Le Livre blanc n'apporte là-dessus aucune précision; espérons que ce n'est pas en commençant la guerre qu'ils sont censés conjurer. (Dans l'éventualité d'une guerre, ils pourraient s'ajouter aux convois, sauf qu'alors il n'y aurait probablement rien à convoyer.) Il est difficile de concevoir que quelques navires de plus – au maximum trois par océans et trois en radoub – puissent changer grand-chose aux calculs des planificateurs soviétiques au chapitre de la «corrélation des forces».

CONTRIBUER À LA DISSUASION IMMÉDIATE. Lors d'un affrontement grave entre les superpuissances, comme la crise des missiles de Cuba, la principale base navale canadienne est particulièrement vulnérable : Halifax, qui compte peu d'habitants en regard du nombre d'installations qui assumeraient une importance vitale en temps de guerre (chantiers navals, ports de conteneurs, raffineries, installations de

communications, dépôts de munitions), serait une cible tentante pour les stratèges soviétiques qui voudraient mettre à l'épreuve la détermination d'un président américain. Or, même en nombre illimité, les SSN n'ont pas ce qu'il faut pour conjurer cette grave éventualité; en effet, ils n'ont pas les moyens de faire craindre des représailles crédibles à Murmansk ou à Vladivostok. Pour cette raison, la Marine ferait mieux d'acheter des sous-marins d'occasion porteurs de missiles balistiques *Polaris* auprès de la Grande-Bretagne, dont la marine se rééquipe avec des missiles *Trident*.

SURVEILLANCE ET CONTRÔLE. Dans le Livre blanc sur la défense, un lien beaucoup trop facile est établi entre ces deux fonctions séparables. Le Livre blanc prévoit «une marine crédible, capable d'observer ce qui se passe dans les trois océans qui baignent le pays et de dissuader un adversaire éventuel de s'y aventurer». Mais leur présence pourrait tout autant encourager des tentatives hardies de pénétration qu'éloigner d'éventuels intrus. Comment agit le capitaine d'un SSN canadien qui, sous la glace polaire, entend avec son sonar les pulsations d'un sous-marin soviétique porteur de missiles ? Doit-il se faire entendre de l'ennemi et donner en quelque sorte un coup de semonce acoustique ? Et ensuite ? Doit-il ordonner à l'ennemi de faire surface ? Et que faire après, sans risquer le déclenchement d'une Troisième Guerre mondiale – ou encore la propagation d'un nuage radioactif sur toute l'étendue de la «terre de nos aïeux», ce qui causerait un désastre écologique dont l'ampleur dépasserait l'inimaginable. Il faut réfléchir beaucoup plus sérieusement à cette question.

Et que faire à propos des sous-marins porteurs de missiles nucléaires que chaque superpuissance déploie et dont l'actuelle invulnérabilité (parce qu'ils sont indécelables) passe pour une composante essentielle de

la sécurité mutuelle ? Voici quelques années, j'ai tenté sans succès de convaincre les caïds de l'OTAN réunis en conférence que les superpuissances serviraient mieux leurs propres intérêts en préconisant un moratoire sur la recherche et le développement dans le domaine de la guerre anti-sous-marine, puisqu'une politique de dissuasion fondée sur la destruction mutuelle assurée exige, pour chaque camp, une force stratégique nucléaire indestructible.

RECONNAISSANCE. En 1940, le HMS *Regulus* s'est glissé submergé dans la baie de Shibushi pour photographier la flotte japonaise mouillant à cette base. (Les négatifs, qui offraient notamment de précieux renseignements sur les emplacements d'artillerie, n'ont pas été plus loin que Singapour avant que les Japonais s'en emparent.) Mais ce genre d'entreprise est très risqué comme l'ont découvert les membres d'équipage du sous-marin soviétique récemment décelé dans les eaux suédoises. Mieux vaut s'en remettre au travail sûr et efficace des satellites.

ATTAQUE CONTRE LA MARINE MARCHANDE. À l'origine, le sous-marin avait pour rôle d'étouffer le potentiel militaire de l'ennemi en bloquant ou en coulant ses navires marchands de manière à réduire le commerce et l'approvisionnement assurés par voie maritime. Voilà une stratégie qui convient parfaitement aux États continentaux de Mackinder – le Pacte de Varsovie – mais non à l'Empire océanique de Mahan (l'OTAN, en l'occurrence). La vulnérabilité d'un grand cargo ou d'un superpétrolier face à un SSN (ou à tout autre type de sous-marin) est incontestable. Mais dans l'avenir prévisible, si notre SSN prend un tel navire en chasse, il risquera de couler notre trésor, et non celui de l'adversaire.

ATOUTS DE NÉGOCIATIONS. Se doter de nouvelles armes pour s'en servir comme atouts dans le cadre de négociations sur la limitation des armements est une technique qui n'a jamais donné de bons résultats. Car au lieu de mettre leurs atouts sur la table, l'un et l'autre surenchérisent, et c'est ainsi que la course se poursuit.

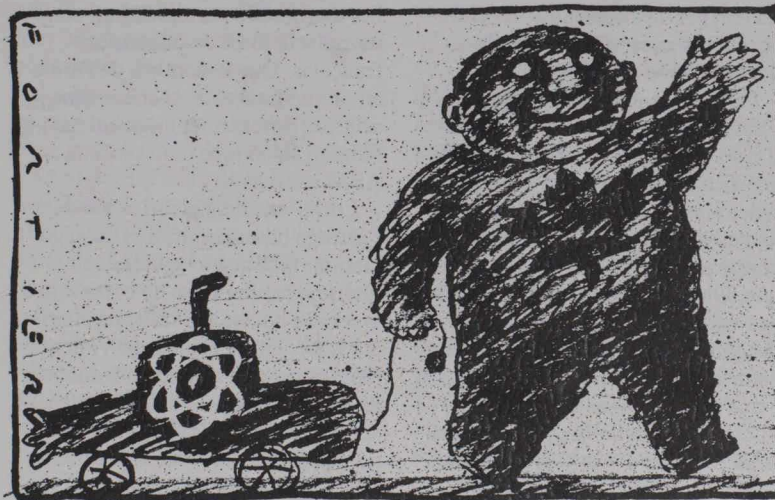
Mais la flotte SSN du Canada, qui pour l'instant reste à l'état de projet, pourrait devenir une exception à cette règle, car l'autre partie aux négociations serait cette fois-ci dans notre camp – il s'agit de l'oncle Sam, et non de l'oncle Ivan. Serait-il possible d'obliger les États-Unis à s'avouer vaincus dans le différend qui les

oppose au Canada quant à savoir si les eaux arctiques de l'Archipel sont de juridiction canadienne, comme le dit Ottawa, ou internationale, comme l'affirme Washington ?

Je crois qu'il y a une solution. La clé d'un accord négocié réside dans le fait que les États-Unis n'ont pas caché leur mécontentement au sujet des sous-marins à propulsion nucléaire que le Canada se propose d'acheter. Les dirigeants américains s'accommodent fort mal de l'idée. Selon le *New York Times*, des dignitaires américains auraient dit : « Il est possible qu'un gouvernement cana-

dien futur profite de l'existence de sa propre flotte de sous-marins pour barrer le passage aux sous-marins américains le long des routes protégées qui traversent l'Archipel... Ces porte-parole ont donné à entendre que la proposition canadienne... soulève plusieurs questions : où le Canada obtiendra-t-il ses sous-marins ? Comment... [la Marine canadienne] apprendra-t-elle à s'en servir ? Le Canada agira-t-il de concert avec les États-Unis ? »

TOUS LES ÉLÉMENTS SONT MAINTENANT RÉUNIS POUR ÉLABORER UNE



Bob Fother

LES RÈGLES DE L'ENGAGEMENT

Quels seront les ordres que les capitaines de nos sous-marins devront suivre si l'on détecte un sous-marin étranger dans des eaux revendiquées par le Canada ?

Devant le Comité permanent de la Chambre des communes sur la défense nationale après le dépôt de son Livre blanc, le ministre de la Défense nationale, M. Perrin Beatty a évoqué ce sujet pour répondre aux questions que lui avaient posées le député libéral, M. Douglas Frith.

M. Beatty : ... Nous donnerons aux équipages de nos sous-marins les mêmes instructions que celles que nous donnons aujourd'hui aux équipages de nos frégates et de nos sous-marins. Nous n'allons pas commencer, en temps de paix, à tirer sur des navires étrangers présents dans nos eaux. Cependant, cela ne nous empêche pas d'y affirmer notre souveraineté. Nous allons faire savoir aux intrus qu'ils sont dans les eaux canadiennes et que nous voulons protéger notre souveraineté. Il est évident que notre réaction changerait considérablement en temps de guerre.

M. Frith : ... Le ministre est-il en train de nous dire que, pour tenir un registre des fois où des sous-marins d'autres pays se trouveront dans nos eaux, il en coûtera aux contribuables canadiens entre 5 et 16 milliards de dollars ?

M. Beatty : Monsieur le président, non, ce n'est pas ce que je dis, loin de là. Nous voulons acheter ces sous-marins nucléaires pour assurer la sécurité de notre pays et défendre le Canada.

Ce faisant, nous exerçons nos droits et nos responsabilités en tant que nation souveraine. Nous protégeons notre souveraineté. Mais les sous-marins à propulsion nucléaire servent à nous protéger, tout comme les CF-18 dont le rôle est d'intercepter les avions étrangers dans l'espace du Canada, de les escorter jusqu'à l'extérieur de la zone canadienne et, en temps de guerre, de défendre le Canada s'il est attaqué. C'est exactement le même principe. Ceux qui prétendent que le Canada ne devrait pas protéger ses eaux, mais qu'il devrait uniquement protéger son espace aérien, font preuve d'un illogisme flagrant.

solution à ce que les planificateurs canadiens tiennent à considérer comme étant leur problème de sécurité dans l'Arctique. Cette solution consiste à établir une version maritime de l'Accord canado-américain sur la défense aérienne conclu en 1958. Au NORAD correspondrait donc l'ASEA (Accord sur la souveraineté des eaux arctiques). En vertu d'un tel accord, les États-Unis feraient droit aux revendications du Canada et reconnaîtraient sa souveraineté sur les eaux de l'Archipel Arctique, en échange de quoi notre pays accorderait aux sous-marins américains l'accès réglementé à ses eaux (ils y ont déjà accès de toute façon, avec ou sans notre permission) et renoncerait à acquérir sa propre flotte de SSN.

Un accord de ce genre serait avantageux pour le Canada à trois égards. D'abord, il ferait disparaître un contentieux nuisible et dangereux dans les rapports entre nos deux pays. Il permettrait au Canada de se dépêtrer sans honte d'un engagement inconsidéré. Enfin, il serait un exemple à suivre pour d'autres pays, comme l'Inde, dont les milieux militaires chantent les mérites des sous-marins à propulsion nucléaire comparativement aux sous-marins diesels, auprès de gouvernements qui peuvent difficilement se payer les uns ou les autres.

Défis et engagements porte à trois le nombre des Livres blanc sur la défense déposés dans les quatre derniers mois par des gouvernements de pays éloignés géographiquement, mais proches idéologiquement, dont les forces armées ont combattu côte à côte dans quatre guerres au cours du présent siècle. Trois pays, de surcroît, qui sont tous (ou du moins qui l'étaient tous jusqu'à récemment) alliés des États-Unis et dont deux sont alliés l'un à l'autre. Enfin, tous trois sont des démocraties libérales qui comptent parmi les pays fondateurs du Commonwealth et qui se trouvent dans des circonstances économiques difficiles. À comparer aux documents néo-zélandais et australien, le Livre blanc canadien fait figure de geai-bleu entre deux moineaux. Sa présentation et son esthétique sont très réussies. Il a été réalisé à grand renfort de cartes et de photographies en couleurs et il pourrait servir de manuel de recrutement pour les Forces armées. Sous des dehors tape-à-l'œil, il présente cependant des raisonnements problématiques. Encore une fois donc, il faudra se méfier des apparences. □



De la mi-avril à la mi-juin, un froid mordant, une pluie quotidienne et l'impression, récurrente, d'avoir pénétré dans une zone grise ont affecté toutes les couches de la société française et bien sûr ses institutions.

Du simple badaud à l'homme politique, en passant par le stratège et l'industriel, tous, dans une communion assez rare en France, ont manifesté leur mécontentement. Après avoir déserté les rues de Paris pendant la grande vague terroriste de l'automne dernier, les touristes ont boudé les Champs-Élysées, détrempés et figés dans le froid. Puis, les industriels et les personnalités politiques se sont lancés dans un débat sur le déclin de la France, qui n'était fondé sur rien d'autre que des rumeurs. Quelques esprits éclairés sont venus, avec raison d'ailleurs, ridiculiser cette nouvelle tendance en dénonçant le caractère partisan. Mais, depuis le début du siècle, le déclin est un sujet bien à la mode dans ce pays et, comme dans bien d'autres contrées, il sert de programme politique lorsqu'on n'a plus rien à dire.

Enfin, stratèges et militaires, douillettement repliés sur leur politique de défense indépendante depuis la venue au pouvoir du général de Gaulle en 1958, ont vu l'orage éclater, quand les deux Grands se sont mis récemment d'accord sur la sécurité du Vieux continent. Ils s'y attendaient un peu. Depuis quelques années, ils voyaient Moscou et Washington s'escrimer à relancer le processus du contrôle des armements. Et ils soupçonnaient avec raison que les Américains étaient las de dépenser des sommes faramineuses pour la défense de l'Europe occidentale.

Les mauvaises nouvelles sont arrivées le 14 avril dernier, lorsque le secrétaire d'État américain, M. George Shultz, sortant d'un entretien avec le numéro un soviétique, Mikhaïl Gorbatchev, a annoncé aux alliés que les deux superpuissances s'étaient entendues non seulement sur le retrait des missiles de portée intermédiaire (Pershing 2, de croisière et SS-20) mais aussi sur celui des missiles de courte portée, c'est-à-dire de 500 à 1,000 kilomètres. Washington a donné quinze jours à l'OTAN pour répondre. Deux mois

plus tard, le 12 juin, à Reykjavik, là même où Reagan et Gorbatchev avaient pris ces décisions, les Européens, résignés, ont dit oui à la double option zéro.

Paradoxalement, ce sont les Français qui ont réagi le plus mal. Il n'y a pourtant pas un seul missile américain sur leur sol et la France, grâce à sa force nucléaire indépendante, voit son territoire sanctuarisé contre une éventuelle attaque soviétique. On pouvait s'attendre à la colère des Allemands de l'Ouest face à l'accord américano-soviétique, car celui-ci laissera en place les missiles à très courte portée (moins de 500 kilomètres) qui ne frapperont que la RFA en cas de conflit; mais seuls les Français ont crié à la trahison et au désengagement américain.

Le ministre français de la Défense, M. André Giraud, a parlé de «Munich nucléaire», tandis que cer-

de fortes pressions politico-militaires, qui pourraient amener l'éclatement de l'Europe. Londres et Paris conserveraient leur indépendance, mais le Danemark, l'Allemagne de l'Ouest et les pays du Benelux s'engageraient dans une dérive neutraliste incompatible avec les intérêts occidentaux.

D'autre part, la sanctuarisation des territoires des grandes puissances et leur programme de bouclier antimissile porteraient un coup mortel à la force de dissuasion française. Que resterait-il de l'arme atomique française, si chèrement acquise, après le déploiement par l'Union soviétique d'un système ABM complet?

Enfin, une dénucléarisation de l'Europe entraînerait, lors de négociations américano-soviétiques ultérieures, une prise en compte des arsenaux nucléaires français et britannique. Or, la France est violemment opposée à ce que l'on touche à sa force de frappe. Paris suggère aux superpuissances de réduire considérablement leur force nucléaire stratégique avant de commencer à donner des leçons aux autres puissances atomiques. Le président François Mitterrand rappelait il y a quelques mois que «si les grandes

il a décidé de faire de la France une puissance nucléaire et de la retirer de l'OTAN. Tout en appuyant cette dernière mesure, la gauche avait raillé la «bombinette» pour se raviser quelques années plus tard. Fait étonnant, le Parti communiste a adhéré à la doctrine de la dissuasion nucléaire en 1977, cimentant ainsi l'union nationale sur la force de frappe. Depuis quelques mois cependant ses dirigeants ont changé d'avis et le PCF ne sait plus trop où il va.

Peu de pays peuvent se targuer de maintenir, contre vents et marées, un tel consensus sur les problèmes militaires. Contrairement aux États-Unis, à la Grande-Bretagne, à l'Allemagne de l'Ouest et au Japon, la France n'a pas de mouvement pacifiste bien organisé. Elle a été très peu frappée par la contestation anti-nucléaire du débat de la décennie et aucun des grands partis politiques ne préconise un désarmement unilatéral «à la travailliste» où un virage neutraliste «à la social-démocrate allemande.»

Cette position exceptionnelle sur l'échiquier international attire bien des jalousies, et permet à la France d'être maintenant considérée comme une puissance mondiale, sur laquelle l'Alliance atlantique et, en premier lieu les États-Unis, peut compter. Les Américains ont particulièrement apprécié l'intervention de Paris auprès de Bonn lors de la crise des euromissiles en 1983. Le président Mitterrand, fort de l'appui du peuple et des politiciens, a recommandé aux Allemands d'accepter le déploiement des missiles allemands, rappelant le slogan «Les pacifistes sont à l'Ouest, les missiles à l'Est».

La France à ses humeurs et certaines ne sont pas toujours plaisantes à supporter. Consciente de la place centrale qu'elle occupe sur le Vieux continent, alliée fidèle des États-Unis dans les moments les plus difficiles et appuyée intérieurement par un vaste consensus sur la défense, la France s'interroge non plus sur son destin mais sur celui de l'Europe entière. Elle cherche patiemment une voie pour préserver la sécurité du continent qui est devenue une charge de plus en plus lourde pour l'Amérique. □

Jocelyn Coulon est responsable des pages internationales au journal Le Devoir et responsable de la rubrique Livres de Paix et Sécurité.

Cette fermeté de la position française sur la question des armes nucléaires trouve sa source dans l'extraordinaire consensus des élites politiques et de la population sur la défense.

tains membres de la presse évoquaient une résurgence du défaitisme et du neutralisme semblable à celle des années 30. Un des plus célèbres stratèges, Pierre Lellouche, écrivait même que «les deux superpuissances avaient passé un contrat de sanctuarisation mutuelle sur le dos des Européens» qui ouvrait la porte à un découplage complet au sein de l'Alliance atlantique et au retrait des troupes américaines d'ici peu.

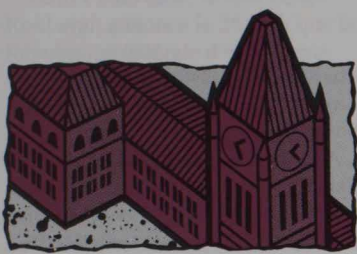
Ce tollé, face à ce que l'on qualifie dans les milieux français de «curieux dialogues entre les États-Unis et l'Union soviétique», est dicté par trois considérations.

D'une part, Paris ne croit pas que l'élimination des armes nucléaires en Europe renforcera la sécurité du continent. Bien au contraire. La garantie américaine disparue, l'Union soviétique serait en mesure d'exercer

puissances élimineraient leurs armes nucléaires et posaient des gestes pour réduire la menace conventionnelle et chimique en Europe, alors peut-être...» que son pays ferait quelque chose. Ce programme est d'une telle envergure qu'il ne verra jamais le jour et les Français le savent très bien.

Cette fermeté de la position française sur la question des armes nucléaires trouve sa source dans l'extraordinaire consensus des élites politiques et de la population sur la défense. Les grands principes stratégiques élaborés par le général de Gaulle, dans les années 60, ont survécu lorsque le gouvernement socialiste a dirigé le pays entre 1981 et 1986. Le général avait réussi à rallier à lui une partie de la droite et de la population en général au moment où

EN DIRECT DE LA COLLINE PARLEMENTAIRE



Les réactions de la presse aux questions de défense

■ Avec le dépôt du Livre blanc sur la défense intitulé «*Défis et engagements*», que le gouvernement a présenté à la Chambre des communes le 5 juin 1987, et après la publication, au début du mois d'août, du document «*Souveraineté canadienne, sécurité et défense*», dans lequel le Nouveau Parti démocratique répondait au Livre blanc, les médias ont eu fort à faire cet été pour couvrir les questions d'actualité relatives à la défense. Voici un aperçu des commentaires parus dans la presse en réaction aux changements survenus dans ce domaine de la politique gouvernementale.

C'est la question des sous-marins qui a le plus retenu l'attention des médias. Dans un article paru le 10 juin dans *La Presse* de Montréal, Guy Cormier se posait la question de savoir dans quelle mesure les libertés du Canada étaient réellement menacées dans l'Arctique, et il poursuivait en disant que le Canada devrait faire pression sur les super-puissances pour les inciter «à rechercher en commun les moyens de garantir à ces eaux une vocation vraiment pacifique». La réaction du *Toronto Star* a été positive, puisque le document y a été qualifié de «sérieux, mais prudent» (édition du 6 juin); le journal a toutefois reproché au gouvernement d'avoir donné trop peu de précisions sur les dépenses.

La *Montreal Gazette* (11 juin) et l'*Ottawa Citizen* (6 juin) ont tous deux fait au Livre blanc un accueil dans une large mesure favorable. Toutefois, le quotidien d'Ottawa s'est montré légèrement plus critique, reprochant au gouvernement de n'avoir pas accordé suffisamment d'attention à la limitation des armements et l'invitant à veiller soigneusement à ce que ses programmes militaires soient conformes à ses positions en la matière. L'auteur de l'éditorial paru dans le *Globe and Mail* du 6 juin à la suite de la publication du Livre blanc s'est inquiété du déséquilibre que risquait de créer dans la marine l'acquisition de sous-

marins à propulsion nucléaire. En revanche, l'édition du 6 juin du *Halifax Chronicle-Herald* a fait l'éloge de la nouvelle politique. Seul point négatif soulevé dans l'éditorial, le fait que le Livre blanc ait passé sous silence «le dévouement des membres des Forces armées, qui, pendant les années de disette, avaient fait pour le pays tant de sacrifices, avaient travaillé, planifié et s'étaient entraînés, dans l'espoir déçu qu'un jour un gouvernement prendrait conscience de la réalité».

La plupart des journaux ont approuvé la décision du gouvernement de ne plus déployer le Groupe-brigade CTAM dans le nord de la Norvège, pour consolider plutôt ses forces affectées à l'OTAN, en République fédérale d'Allemagne. Quelques exceptions cependant, notamment celle du *Devoir*, dont un éditorial signé intitulé «*Mission impossible ?*», posait la question de savoir comment le Canada allait bien pouvoir défendre le Nord de son territoire alors qu'il avait déjà du mal à défendre la Norvège. Aux yeux du reporter, le Livre blanc était «un long aveu de la faiblesse du pays et de son incapacité à défendre ses frontières». Autre exception à signaler, celle du *Winnipeg Free Press*, pour qui la décision du Canada de ne plus déployer le groupe CTAM en Norvège équivalait à abandonner l'OTAN. L'auteur de l'éditorial du 9 juin poursuivait en disant : «Rien ne porte à croire que le Canada ait l'intention de s'interroger pour savoir s'il a davantage les moyens d'envoyer des troupes en Allemagne» qu'en Norvège.

Si la plupart des commentateurs se sont entendus pour dire que M. Perrin Beatty, ministre de la Défense nationale, s'était bien défendu sur le plan politique, M. Jonathan Manthorpe, de l'agence *Southam News*, a indiqué dans l'édition du 6 juin de l'*Ottawa Citizen* que la rédaction du Livre blanc avait représenté pour le Ministre une importante victoire politique et bureaucratique remportée sur M. Joe Clark, ministre des Affaires étrangères. Dans l'édition du 9 juin de l'*Ottawa Citizen*, la journaliste Marjorie Nichols faisait observer que les prévisions de dépenses avancées par la Défense nationale se situeraient en-deçà des niveaux établis sous le régime Trudeau, si l'on considère le «pourcentage des dépenses budgé-

taires, la part du produit national brut ou les augmentations annuelles après inflation». Enfin, M. Jocelyn Coulon a laissé entendre dans *Le Devoir* du 10 juin que le désengagement en Norvège laissait présager un éventuel retrait total des Forces canadiennes d'Europe. Les Européens allaient devoir comprendre que le Canada pourrait bien être forcé, d'ici quelques années, de rompre tous ses engagements pris à l'égard du Front central, à cause de l'augmentation des coûts de la défense nationale.

L'attention suscitée dans les médias par la déclaration du NPD sur la politique de défense témoigne de la hausse de popularité du parti (si l'on en croit les résultats des sondages et ceux des élections partielles). Toutefois, si l'on en juge d'après le ton général de la réponse des médias face à la déclaration, il semble que la prédiction avancée par l'historien Desmond Morton dans un commentaire paru dans l'édition du 20 juillet du *Toronto Star* («Attendez voir que les médias s'en prennent au NPD») ait été confirmée par les événements.

Les réactions de la presse à cette déclaration ont été variées, certains journaux ayant brandi des accusations de «défaitisme» (*Regina Leader-Post*, 4 août), d'autres ayant parlé de «neutralité» (*Toronto Star*, 2 août), de «naïveté» (*Le Devoir*, 4 août) et de «canado-centrisme dans le meilleur des cas, d'inconscience et d'isolationnisme dans le pire des cas» (*Globe and Mail*, 3 août). Un certain nombre de commentateurs ont tout de même souligné le fait que M. Derek Blackburn, critique néo-démocrate pour la Défense et auteur du document, semblait déterminé à tout faire pour assurer l'état de préparation militaire du Canada. D'autres ont évoqué le problème des frictions possibles entre M. Blackburn et l'aile pro-désarmement de son parti.

Le Canada «expert-conseil» pour le maintien de la paix en Amérique centrale

■ Après l'annonce le 7 août dernier d'un plan de paix signé par le Guatemala, le Nicaragua, le Salvador, le Costa Rica et le Honduras, le ministre des Affaires étrangères, M. Joe Clark, a chargé deux de ses représentants de rendre visite aux ministres des Affaires étrangères de ces cinq pays pour leur confirmer que le Canada appuyait ce plan et pour

leur répéter que notre pays restait à leur disposition pour leur fournir des conseils techniques sur les mécanismes de maintien de la paix, en matière notamment de vérification et de contrôle.

Il est probable que le Canada fournirait ses conseils par l'intermédiaire de la commission internationale de vérification, créée lors d'une réunion tenue à Caracas les 22 et 23 août derniers; les ministres des Affaires étrangères ont assisté à cette réunion de treize États (les cinq pays d'Amérique centrale, les pays membres du groupe de Contadora, soit le Mexique, le Venezuela, la Colombie et Panama, et ceux appartenant au groupe de Lima, à savoir l'Argentine, le Brésil, le Pérou et l'Uruguay) et des représentants des Nations-Unies et de l'Organisation des États américains.

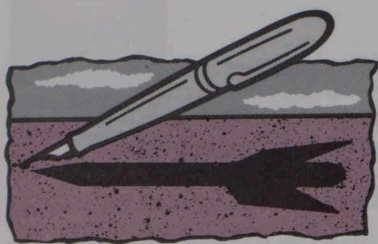
Visite en Afrique du Sud

■ À la mi-août, le ministre des Affaires étrangères, M. Joe Clark, a effectué un voyage de cinq jours en Afrique, plus précisément en Côte d'Ivoire, en Zambie, au Mozambique et en Afrique du Sud, en prévision des deux prochains sommets canadiens, l'un à Québec, qui a réuni les pays francophones en septembre, et l'autre auquel participeront les chefs d'État du Commonwealth à Vancouver en octobre prochain. L'*Apartheid* devrait dans les deux cas figurer parmi les principaux thèmes de discussion à l'ordre du jour. M. Clark s'est réuni avec les dirigeants de tous les pays où il s'est rendu, sauf dans le cas de l'Afrique du Sud, où il s'est entretenu avec son homologue, le ministre des Affaires étrangères, M. Roelof (Pik) Botha. Il s'est également entretenu avec des représentants de l'*African National Congress* (ANC), dans ses quartiers généraux en exil, à Lusaka (Zambie), et avec des dirigeants de la principale organisation légale de lutte contre l'*apartheid* en Afrique du Sud, soit le *United Democratic Front*.

Peu après le voyage de M. Clark, M. Oliver Tambo, président de l'ANC est arrivé le 26 août dernier au Canada, pour entreprendre une visite au cours de laquelle il s'est entretenu avec M. Clark, le premier ministre Brian Mulroney et d'autres chefs politiques. □

- GREGORY WIRICK

CONDENSÉ SUR LA LIMITATION DES ARMEMENTS



Pourparlers sur les armes nucléaires et spatiales (NST)

■ L'Union soviétique a présenté le 29 juillet dernier une proposition écrite détaillée portant sur la mise à l'essai de systèmes de défense antimissiles dans l'espace. Elle réitérait ainsi une proposition qu'elle avait exprimée à maintes reprises et selon laquelle les deux parties s'engageraient à respecter pendant dix ans les dispositions du Traité ABM. Le négociateur soviétique, M. Aleksei Obukhov, a déclaré que les recherches sur la défense stratégique ne se feraient que dans l'enceinte de laboratoires et d'institutions, «tant dans le cas des recherches menées à l'intérieur qu'à l'extérieur». Et surtout, le texte propose d'amorcer des négociations bilatérales en vue de déterminer quels engins devraient être interdits dans l'espace, et il contient une liste de ces derniers. C'est la première fois que les Soviétiques exposent officiellement et en détail le type d'objets qu'ils aimeraient voir interdire. Certains observateurs pensent pouvoir déduire de cette proposition que certains essais limités dans l'espace seraient peut-être acceptables aux yeux des Soviétiques.

Les négociateurs américains se sont dits déçus de la proposition de l'URSS, et ils ont déclaré que celle-ci n'avait aucunement modifié sa position. Le président Reagan a précisé qu'il était hors de question d'entamer une quelconque négociation sur l'interprétation du Traité ABM et sur les activités ou objets à autoriser dans l'espace.

Deux jours plus tard, soit le 31 juillet, les Soviétiques présentaient un projet de traité sur la réduction des armements nucléaires stratégiques. Les réductions sur ce plan restent toutefois liées à la question de la restriction des activités dans l'espace. Élément nouveau dans le projet de traité, une proposition visant à limiter à 400 le nombre des missiles de croisière lancés d'un navire ou d'un sous-marin (SLCM) et ayant une portée supérieure à 600 km. En juin 1986, les Soviétiques

avaient suggéré que les SLCM soient pris en compte dans le calcul du plafond proposé pour le nombre d'ogives, soit 6 000, mais les négociateurs américains ont jusqu'à présent refusé de limiter le nombre des SLCM tant que les Soviétiques ne seront pas en mesure de faire des propositions concrètes en matière de vérification.

Les États-Unis et l'Union soviétique sont dans l'ensemble toujours d'accord pour réduire de moitié leurs armements stratégiques. Les deux pays ont convenu de ramener à 1 600 le nombre de leurs bombardiers ainsi que de leurs missiles intercontinentaux et de leurs missiles balistiques lancés à partir de sous-marins, et de fixer à 6 000 le nombre maximum d'ogives nucléaires. On devra également assimiler chaque bombardier à une ogive dans le calcul des ogives nucléaires, afin de prendre en compte les bombes et les missiles de croisière qu'il est capable de transporter. L'Union soviétique a également accepté de réduire de moitié le nombre de ses missiles intercontinentaux lourds (comme, par exemple, les SS-18).

Forces nucléaires à portée intermédiaire (INF)

■ Le 4 juin dernier, le Parlement ouest-allemand a sanctionné la décision prise par le Chancelier Kohl de souscrire à ce qu'on appelle l'option «double zéro», soit l'élimination complète de tous les missiles nucléaires à moyenne portée (INF) et des forces nucléaires de théâtre à courte portée (SRINF) basés en Europe. Cette position a par la suite été reprise par les ministres de l'OTAN réunis le 12 juin dernier à Reykjavik, en Islande.

Malgré cet important pas en avant, il semble que les négociations se soient mises à piétiner lorsque, se servant des pages éditoriales du *New York Times*, les négociateurs américains et soviétiques ont échangé des lettres dans lesquelles ils s'accusaient mutuellement de faire preuve de mauvaise volonté. Même si les États-Unis n'ont jamais présenté de proposition officielle dans ce sens, les représentants américains ont déclaré publiquement favoriser l'élimination totale et à l'échelle mondiale de tous les missiles INF et SRINF. Le travail de vérification serait en effet rendu plus simple, puisque la possession ne serait-ce que d'un seul missile constituerait une violation.

Le 22 juillet dernier, le Secrétaire général Gorbatchev reconnaissait, dans une entrevue accordée à la presse indonésienne, comprendre la préoccupation des États-Unis à ce sujet, et il a déclaré que l'Union soviétique serait disposée à accepter la suppression de tous les INF et SRINF dans le monde entier. Il restait à cette date quatre questions en suspens :

Le calendrier de démantèlement des missiles – les États-Unis veulent que les Soviétiques réduisent le nombre de leurs missiles (pour le ramener à un nombre équivalent à celui des États-Unis) avant de commencer à démanteler leurs engins; les Soviétiques, en revanche, souhaitent que les deux parties amorcent le démantèlement de façon proportionnelle.

La vérification – les États-Unis exigent la tenue d'inspections permanentes dans les usines de montage de missiles.

La conversion ou la transformation des missiles – les États-Unis se réservent le droit de convertir les Pershing II en missiles Pershing à plus courte portée, et de transformer les missiles de croisière basés au sol en missiles de croisière lancés à partir d'un sous-marin ou d'un navire. Or, les Soviétiques ne sont pas disposés à autoriser ces opérations.

Les missiles ouest-allemands Pershing IA – l'Union soviétique insiste pour que l'on inclue dans le traité une clause prévoyant le démantèlement des 72 missiles Pershing IA déployés en Allemagne de l'Ouest, compte tenu du fait que leurs ogives appartiennent aux États-Unis. Les États-Unis rétorquent en disant qu'il s'agit de missiles d'un pays tiers qui ne tombent par conséquent pas sous le coup du traité.

À la suite de l'annonce faite par M. Gorbatchev, les porte-parole du gouvernement américain ont indiqué que leur pays était prêt à transiger sur trois des quatre questions en suspens. Les États-Unis ont commencé à préciser leurs requêtes en matière de vérification et à modifier dans leur projet de traité les clauses relatives au calendrier de démantèlement. L'objectif étant désormais l'élimination totale des INF et des SRINF, la question de la conversion des missiles Pershing II en engins à

plus courte portée ne se poserait plus, puisque ces derniers seraient interdits eux aussi.

À la fin du mois de juillet, la principale question en suspens était celle des missiles ouest-allemands Pershing IA. En mai, les concessions accordées par les Soviétiques avaient causé des problèmes au gouvernement de coalition d'Allemagne de l'Ouest, divisé sur la question. La pression s'est encore accrue le 28 juillet quand les États-Unis ont convenu que tous les missiles et lanceurs tombant sous le coup du traité seraient détruits et quand les Soviétiques ont accepté que leur ministre des Affaires étrangères, M. Chevardnadze, se rende en visite à Washington à la mi-septembre. Au début du mois d'août, certains propos rapportés par le négociateur en chef soviétique, M. Obukhov, ont laissé croire que les Soviétiques pourraient envisager un compromis dans la mesure où les États-Unis s'engageaient officiellement à ne pas remplacer ni moderniser les missiles Pershing déployés en Allemagne de l'Ouest au début des années 1990, au moment où ces engins seraient désuets. Mais le 6 août dernier, M. Chevardnadze a prononcé, devant la Conférence du désarmement à Genève, un véhément discours dans lequel il a précisé que la question des missiles constituait désormais l'unique obstacle à un accord, et il a indiqué qu'il n'y avait aucun compromis possible. Il a poursuivi en disant que, si ces missiles étaient effectivement les missiles d'un pays tiers, il fallait en conclure que l'Allemagne de l'Ouest enfreignait le Traité sur la non-prolifération.

Le 26 août, le *New York Times* a fait savoir que les États-Unis avaient proposé un nouveau plan de vérification relatif à l'application d'un éventuel accord sur les INF/SRINF. Le plan suggérait notamment de réduire le nombre des inspections impromptues menées sur place. Par ailleurs, le texte constituait une évolution par rapport à une proposition faite antérieurement, dans laquelle il était prévu d'effectuer des inspections surprises, après un très bref préavis. Aux termes de la dernière proposition, on ne procéderait à ces inspections «par mise en demeure» que dans les installations dont on savait qu'elles abritaient les missiles à moyenne et à courte portée. D'après le *Times*, certains fonctionnaires américains haut placés

auraient déclaré qu'il restait encore à négocier certains détails délicats sur la question de la vérification.

Dans l'intervalle, le chancelier Kohl avait annoncé le 26 août que la République fédérale d'Allemagne se débarrasserait de ses missiles Pershing IA à condition que les États-Unis et l'Union soviétique rédigent, ratifient et mettent en vigueur un accord prévoyant le démantèlement de tous leurs missiles à moyenne et à courte portée. Les Soviétiques ont réagi avec circonspection, exprimant des réserves sur les «conditions préliminaires» imposées par les Allemands de l'Ouest relativement à la mise au rancart des missiles. Par la suite, l'Agence TASS a publié un rapport plus détaillé qui décrivait les conditions énoncées par le chancelier Kohl, sans préciser dans quelle mesure l'Union soviétique les jugeait acceptables.

La prochaine grande étape de ces négociations sur les INF, dont il faut dire qu'elles évoluent rapidement, est la réunion très attendue qui doit se tenir à Washington du 15 au 17 septembre prochain entre le ministre soviétique des Affaires étrangères, M. Chevardnadze et le secrétaire d'État américain, M. George Shultz. Au moment de mettre sous presse le présent numéro de *Paix et Sécurité*, le bruit courait que les deux ministres des Affaires étrangères vont profiter de cette occasion pour fixer la date d'un sommet entre MM. Reagan et Gorbatchev, à la fin de l'automne, sommet au cours duquel on pense que les deux dirigeants vont signer un traité sur les missiles à courte et à moyenne portée.

Interdiction totale des essais nucléaires (ITEN)

■ Au début du mois de juin 1987, des porte-parole de Washington ont révélé que M. Andronik Petrosyants, le négociateur en chef de l'Union soviétique pour l'interdiction totale des essais avait accepté, lors de pourparlers bilatéraux sur cette question, que les États-Unis utilisent leur méthode du câble sur place (CORTEX) pour mesurer les essais nucléaires des Soviétiques. Cette concession ferait partie d'un accord plus global sur la surveillance, en vertu duquel chacune des deux parties serait autorisée à procéder à des essais sur le territoire de l'autre. Les Soviétiques ont précisé qu'ils n'autoriseraient les États-Unis à se servir de cette méthode que s'ils acceptaient d'amorcer des pourparlers visant à limiter l'ampleur et le nombre des essais. Les Américains ont répondu

qu'ils accepteraient d'entreprendre ces pourparlers quand on aura pris des dispositions supplémentaires en matière de surveillance et que le Sénat américain aura ratifié le Traité sur les explosions nucléaires à buts pacifiques et le Traité sur la limitation des essais nucléaires.

Dans le cadre de la Conférence du désarmement à Genève, les pays socialistes ont présenté le 9 juin dernier un projet de traité sur l'ITEN intitulé «Dispositions fondamentales d'un traité visant l'interdiction générale et complète des essais d'armes nucléaires». Le projet de traité prévoit la création d'un institut des

mes de vérification, advenant la conclusion d'un traité sur l'interdiction des essais nucléaires.

Armes chimiques

■ Dans un discours prononcé devant la Conférence du désarmement le 6 août dernier, le ministre soviétique des Affaires étrangères, M. Chevardnadze, a annoncé que son pays était disposé à accepter le «principe des inspections obligatoires par mise en demeure sans droit de refus». M. Chevardnadze a également fait savoir que l'Union soviétique ouvrirait ses portes aux pays étrangers désirant visiter l'usine

Calendrier

Automne	Conférence de révision du Traité ABM, Genève
Décembre	Réunion de l'OTAN, Bruxelles

inspecteurs internationaux, ainsi que la mise sur pied d'un réseau international de stations sismographiques et l'exécution d'inspections obligatoires sur place.

L'Académie soviétique des sciences et le *Natural Resources Defense Council* (NRDC), un institut privé ayant son siège à Washington, ont renouvelé pour une période de quatorze mois leur accord sur la surveillance par des moyens sismographiques. En vertu de cet accord signé à l'origine au cours de l'été de 1986, des scientifiques américains ont été autorisés à installer des stations de surveillance sismographique près d'un polygone d'essai soviétique, et des scientifiques d'URSS ont pu faire de même aux États-Unis. Lorsque le moratoire soviétique sur les essais nucléaires a pris fin au mois de février dernier, les savants américains ont été informés que les stations sismographiques devaient être débranchées pendant les essais soviétiques. En vertu du nouvel accord, les Américains pourront continuer de suivre les tests soviétiques mais les stations sismiques ne pourront pas être placées à moins de 600 milles de l'emplacement des essais (soit environ cinq fois plus loin qu'auparavant).

Le 1^{er} septembre dernier, l'agence *Associated Press* signalait qu'un représentant du ministère soviétique de la Défense avait, pendant un discours prononcé à Washington, invité les États-Unis à mettre à l'essai un de leurs engins nucléaires en territoire soviétique. En échange, l'URSS voudrait être autorisée à faire exploser un de ses propres engins en territoire américain. Ces échanges permettraient de calibrer le matériel de surveillance des essais et ils contribueraient à renforcer les mécanis-

secrets de fabrication d'armes chimiques, située à Shikhandy. On estime que cette usine est le plus important centre de fabrication d'armes chimiques au monde. Les pays occidentaux siégeant à la CD ont favorablement accueilli cette invitation, qu'ils ont assimilée à un geste de bonne volonté de la part de l'URSS, et ils ont déclaré que la décision de ce pays d'accepter les inspections obligatoires constituait un important pas en avant. Les négociateurs continuent de croire à la conclusion d'un traité sur les armes chimiques en 1988.

Réduction des armes classiques

■ L'OTAN et le Pacte de Varsovie ont entrepris en février 1987 des discussions en vue de définir un nouveau mandat pour les négociations sur les armes et les forces classiques. Le 10 juillet, l'OTAN a proposé à la CSCE de créer un nouveau forum pour les négociations sur la réduction de ces armes. Les pays de l'OTAN n'avaient pas été en mesure jusqu'alors de s'entendre sur une quelconque proposition. En effet, la France voulait que les 35 pays de la CSCE, y compris les pays neutres et les pays non alignés, participent aux pourparlers. Les États-Unis avaient désapprouvé cette solution et avaient indiqué vouloir restreindre les discussions aux seuls membres des alliances de l'OTAN et du Pacte de Varsovie.

On est finalement parvenu à un compromis, et l'OTAN a proposé une double formule. Selon cette dernière, les 35 pays de la CSCE participeraient aux négociations quand elles se rapporteraient à la vérification, à l'échange d'informa-

tions militaires et à l'observation de manoeuvres militaires. Par contre, les négociations portant plus précisément sur les réductions d'armes classiques et de troupes ne feraient intervenir que les deux alliances. Les discussions entreprises entre les deux alliances sur la création d'un nouveau forum ont été interrompues à la fin de juillet et reprendront en septembre 1987.

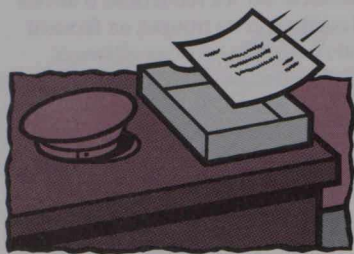
Conférence sur les rapports existant entre le désarmement et le développement

■ Le dirigeant soviétique Mikhail Gorbatchev a proposé que les quinze membres du Conseil de sécurité des Nations-Unies organisent une réunion au sommet en vue de discuter de la façon dont les sommes économisées grâce au désarmement pourraient être affectées au développement économique. Il a par ailleurs proposé que l'ONU crée un fonds international dans lequel seraient déposées ces sommes, qui seraient par la suite distribuées aux pays en développement. Cette proposition a été faite le 25 août dans un message prononcé par M. Vladimir Petrovsky, un sous-ministre soviétique, à l'occasion de la Conférence internationale des Nations-Unies sur les rapports existant entre le désarmement et le développement. Le département d'État américain a rejeté la proposition soviétique, prétendant que le développement du tiers-monde et le désarmement étaient deux problèmes distincts. Les États-Unis n'ont pas participé à la Conférence.

Le ministre canadien des Affaires extérieures, M. Joe Clark, a prononcé un discours lors de la session inaugurale de la Conférence internationale. Tout en se disant favorable à la réduction des armements et à l'accroissement de l'aide aux pays en développement, M. Clark s'est montré sceptique quant à l'utilité du fonds de développement international proposé. À une conférence de presse tenue le 25 août dernier (*Canadian Press*), avant son discours devant les Nations-Unies, M. Clark a déclaré que le nouveau fonds «ne ferait rien de plus pour le développement... il entraînerait plutôt un accroissement du nombre de bureaucrates s'occupant du développement». M. Clark a poursuivi en disant : «Nous devons comprendre qu'il n'y a pas de raison de croire que les gouvernements consentiront à transférer les sommes investies pour ce qu'ils considèrent la sécurité au profit du développement.» □

- JANE BOULDEN

CHRONIQUE DE LA DÉFENSE



La politique de défense du NPD

■ Le Nouveau Parti démocratique a présenté le 31 juillet dernier sa réponse au Livre blanc du gouvernement sur la défense. Le NPD ne nie pas qu'il existe effectivement un «écart entre les engagements et les ressources», et à l'instar du gouvernement, il se déclare très favorable à un renforcement de la Marine. Comme on pouvait s'y attendre cependant, on constate d'importantes divergences sur d'autres questions.

Si les auteurs du Livre blanc attachent énormément d'importance au rôle du Canada en Europe, le NPD, en revanche, déclare que le Canada est désormais en mesure de contribuer de façon plus efficace au maintien de la paix et de la sécurité en se retirant de l'OTAN. Il n'y a plus aucune justification militaire à la présence des Forces canadiennes en Europe. Il conviendrait de rapatrier ces troupes, de les moderniser et de les équiper afin qu'elles soient transportables par air et qu'elles puissent réagir rapidement et efficacement en cas de nécessité. Le NPD ne précise pas cependant les circonstances où l'on aurait recours à cette armée mobile.

Le NPD estime que le Canada ne devrait pas permettre que son territoire soit utilisé que ce soit par les États-Unis, pour la mise à l'essai de leurs missiles de croisière, par les forces aériennes de ses alliés de l'OTAN, pour des vols d'exercice à basse altitude, ou pour une quelconque manœuvre liée à l'Initiative de défense stratégique des États-Unis (IDS). Enfin, le Canada devrait refuser toute participation à l'IDS ou à l'IDA américaine (Initiative de défense aérienne).

Même si le NPD voudrait que notre pays se retire du NORAD, il avance par ailleurs que le Canada devrait négocier avec les États-Unis un nouvel accord qui aurait en apparence le même objectif, mais en vertu duquel il assumerait l'entière responsabilité de «la défense classique de sa partie de la moitié septentrionale du continent nord-américain».

Ainsi, le Canada aurait la «maîtrise» du nouveau Système d'alerte du Nord (il a déjà été décidé que les stations seraient exploitées par les Canadiens, mais la proposition du NPD ne dit pas si le Canada devrait acheter les stations aux États-Unis, contrôler les informations qu'elles permettent d'obtenir, ou les deux). Le Système d'alerte du Nord serait alors complété par des avions AWACS (systèmes aéroportés d'alerte et de contrôle) et des CF-18 relevant du Canada.

Si l'on en croit le NPD, la Marine canadienne devrait être équipée d'un deuxième groupe de frégates de patrouille, si ce n'est d'un troisième. Il faudrait également acheter de nouveaux hélicoptères de lutte anti-sous-marin, ainsi que de nouveaux avions de patrouille à long rayon d'action et des dragueurs de mines. Dans l'Arctique, il conviendrait d'installer des capteurs fixés dont l'action se combinerait à celle des brise-glaces et des aéronefs pour assurer la surveillance. Au lieu des sous-marins nucléaires proposés par le gouvernement, le NPD pense que le Canada devrait acheter douze sous-marins à propulsion classique à la fine pointe du progrès, lesquels permettraient d'assurer dans l'Arctique une surveillance appropriée et de détecter la présence d'intrus dans les «corridors d'accès stratégiques».

Calendrier de mise en oeuvre du Livre blanc

■ Dans une entrevue accordée à M. David Cox, ancien Directeur de la recherche à l'Institut, M. Perrin Beatty, ministre de la Défense nationale, a précisé que la décision quant au type de sous-marin nucléaire dont le Canada allait se doter ne serait prise que plus tard dans le courant de l'année ou au début de l'année prochaine; le choix de l'entrepreneur principal sera fait dans les douze mois qui suivront l'annonce de cette décision.

Le Groupe-brigade canadien transportable par air et par mer (CTAM) devrait en principe rester en Norvège tant que l'OTAN n'aura pas trouvé d'unité de remplacement. Le Ministère a indiqué que l'OTAN attendait une recommandation portant sur une éventuelle brigade de remplacement d'ici la fin de l'année.

Les CF-18 : une vie utile moins longue ?

■ Si l'on en croit un article paru le

17 août dernier dans *Aviation Week and Space Technology*, la vie utile des avions de combat canadiens CF-18 fait actuellement l'objet de controverses. L'article précise que les données recueillies lors de l'essai de l'un de ces avions ont révélé l'existence de certains problèmes structurels liés à la «cloison de fixation de l'aile arrière». Cet élément sert à faire contrepoids aux pressions exercées sur les ailes pendant le vol. En mettant les choses au pire, ce problème pourrait raccourcir d'environ un tiers la vie utile de l'avion, qui ne serait plus dans ce cas de vingt ans, mais de douze. En outre, l'auteur de l'article précise que les pales d'hélice de la turbine et

du compresseur se trouvant dans les moteurs de l'avion devront être remplacées beaucoup plus tôt que prévu (la vie utile en serait écourtée de 20 p. 100). L'article précise que des fonctionnaires haut placés du MDN avaient qualifié les essais et les conclusions qu'on en avait tirées «d'entièrement théoriques, et dans le meilleur des cas, de prématurés».

Si l'on en croit un rapport de la *Canadian Press* daté du 18 août dernier, un officier supérieur du Commandement aérien de Winnipeg aurait déclaré que les pilotes des CF-18 avaient reçu l'ordre de manier les appareils avec précaution afin d'allonger leur durée de vie. Toujours d'après le rapport, ces instructions

NOUVELLES DE L'OTAN

Réunion ministérielle

■ La réunion ministérielle du Conseil de l'Atlantique Nord a eu lieu les 11 et 12 juin dernier à Reykjavik. La déclaration publiée à l'issue de la réunion évoquait la possibilité que de véritables progrès s'accomplissent dans les relations Est-Ouest, et en particulier, dans le domaine de la limitation des armements. Les ministres se sont une fois de plus déclarés en faveur d'une élimination totale de tous les missiles INF soviétiques et américains à longue portée et ils ont appuyé l'idée d'inclure les missiles INF à courte portée (500-1 000 km) à tout accord qui porterait sur les INF. On pouvait lire par ailleurs dans le communiqué que la conclusion d'un accord aisément vérifiable sur les INF serait considérée comme un élément important d'une «stratégie cohérente et globale de limitation des armements et de désarmement». Au nombre des autres éléments d'un accord plus complet de limitation des armements, mentionnons une réduction de 50 p. 100 des arsenaux stratégiques nucléaires américain et soviétique, l'élimination totale des armes chimiques et enfin, la fixation de «niveaux stables et sûrs en ce qui concerne les forces classiques» en Europe.

Lord Carrington prend sa retraite

■ Lord Carrington, secrétaire général de l'OTAN, a annoncé qu'il quitterait son poste en juin 1988. M. Carrington occupe ces fonctions depuis 1984. Jusqu'à présent, deux candidats ont été officiellement proposés par leurs gouvernements respectifs soit l'ancien premier ministre norvégien, M. Kaare Willoch, et le ministre de la Défense ouest-allemand, M. Manfred Wörner. Dans un reportage paru le 2 juillet dans le *New York Times*, on signalait que le ministre belge des Affaires étrangères, M. Léo Tindemans, pourrait lui aussi poser sa candidature.

L'article indiquait par ailleurs que le choix dont dispose l'Alliance pour assurer le remplacement de M. Carrington semble restreint. Compte tenu des tensions perpétuelles existant entre la Grèce et la Turquie, aucun de ces deux pays ne peut accepter qu'un citoyen du camp adverse soit nommé; par ailleurs, il n'est guère possible à la Grande-Bretagne et aux Pays-Bas de proposer un candidat, puisque deux ressortissants de chacun de ces pays ont déjà été secrétaire général de l'OTAN.

Un nouveau chef militaire de l'OTAN prend son commandement

■ Le général de l'Armée américaine John R. Galvin a pris la relève du général Bernard W. Rogers à la tête du Commandement suprême des forces alliées en Europe (SACEUR), le 26 juin dernier. Le général Rogers a occupé ce poste pendant huit ans. Le général Galvin était jusqu'à présent chef du Commandement sud des États-Unis, dont le quartier général est à Panama. Si l'on en croit le *Washington Post* du 31 juillet, le général Galvin aurait déclaré qu'il avait très peu de réserves à exprimer relativement aux pourparlers actuels sur

auraient été données aux officiers en même temps que les directives normales d'entretien, et elles n'avaient rien à voir avec les essais cités dans le reportage d'*Aviation Week*. Le directeur du programme d'acquisition des *CF-18* a indiqué à la *Canadian Press* que les doutes exprimés dans *Aviation Week* étaient purement et simplement «des conjectures... Il n'est pas question d'annuler notre commande pour autant».

Inquiétudes en matière de sécurité et transferts de technologie

■ Comme les Soviétiques ont récemment réussi à améliorer leur techniques de construction de sous-marins, les Américains s'inquiètent une fois de plus des répercussions possibles sur leur sécurité et sur celle de l'OTAN des transferts de technologie faits en faveur des pays de l'Est. Cette question a été soulevée dans un rapport du Pentagone où

il était précisé que les Soviétiques étaient désormais en mesure de construire des hélices améliorées. Ces engins permettent à leurs sous-marins de circuler beaucoup plus silencieusement, ce qui les rend plus difficiles à repérer. Des porte-parole des services de renseignement ont signalé que, si les Soviétiques étaient désormais capables de fabriquer ces hélices, ils le devaient aux fraiseuses que leur avait vendues la *Toshiba Machine Co.*, du Japon. Le 12 juin, le *New York Times* faisait savoir que la Marine américaine avait estimé à plus d'un milliard de dollars la somme que les États-Unis devraient dépenser pour rattraper les Soviétiques dans le domaine de la technologie des sous-marins.

On a enregistré deux transactions entre Toshiba et les Soviétiques, l'une en 1981 et l'autre en 1984-1985. Les deux ventes ont violé les restrictions imposées par le Comité coord-

donnateur pour la réglementation des exportations (COCOM) relativement à la vente de ces machines aux pays communistes. Le COCOM, qui a son siège à Paris, est chargé de surveiller les technologies que les pays de l'OTAN et le Japon exportent à destination des pays du bloc de l'Est. Les ventes en question ont également fait intervenir la Norvège, puisque la société *Kongsberg Vaapenfabrikk* (KV) a livré à Toshiba des systèmes de commande devant être intégrés aux fraiseuses.

Si l'on en croit l'article paru le 30 juin dans le *New York Times*, le secrétaire d'État américain à la Défense, M. Weinberger, s'est réuni à la fin de juin avec des représentants du gouvernement japonais. À cette occasion, il a été convenu que les États-Unis et le Japon intensifieraient leurs efforts dans le domaine de la lutte anti-sous-marine en vue d'amortir l'incidence de cette violation des règles de sécurité en matière technologique.

Le Canada et la Guerre des étoiles

■ L'agence CP et l'*Ottawa Citizen* (14 juillet) ont annoncé que la société Énergie atomique du Canada Ltée (EACL) avait reçu à l'automne 1986 un contrat lié à l'IDS, et cela a relancé le débat sur la participation du Canada aux recherches de l'IDS. Le contrat américain d'une valeur de 200 000 \$ accordé par le *Los Alamos National Laboratory* porte sur les faisceaux de particules; c'est là un des secteurs technologiques dits «exotiques» qui intéressent actuellement les chercheurs américains de l'IDS. L'EACL (une société de la Couronne), soutient que ces recherches ne sont pas directement reliées à la Guerre des étoiles et qu'elles sont tout à fait comparables aux travaux que la société mène de façon indépendante depuis plus de vingt ans.

Les détracteurs du contrat accordé à l'EACL ont rappelé la décision prise en septembre 1985 par le premier ministre Mulroney de ne pas faire participer le gouvernement à des recherches dans le cadre de l'IDS. Dans son éditorial du 17 juillet, le *Toronto Star* soutenait que l'affaire de l'EACL avait mis en évidence la nécessité pour le gouvernement de rédiger à l'intention des organismes conservant leur autonomie par rapport à lui des lignes directrices claires quant à la façon dont ils devaient traiter les contrats liés à l'IDS.

La recherche en matière de défense dans les universités canadiennes

■ Conformément à des instructions qui lui ont été remises à l'été 1986 par le Cabinet fédéral, le ministère de la Défense nationale (MDN) a

accru les sommes qu'il affecte à la recherche en milieu universitaire. Cette décision survient à un moment où les fonds consacrés à la recherche par d'autres secteurs du gouvernement ont été réduits.

L'édition du 2 juillet du *Globe and Mail* signalait que vingt-huit universités avaient signé au cours des deux dernières années des contrats visant en tout plus d'une centaine de projets de défense. C'est à l'université de Toronto que le MDN a versé les sommes les plus importantes.

Certains projets du MDN suscitent parmi les étudiants et les professeurs quelques malaises. À l'Université McGill de Montréal, des étudiants ont organisé en mars dernier une manifestation pour dénoncer les travaux de recherche sur les explosifs combustibles. On pouvait lire dans le journal montréalais *The Gazette* (17 mars) que le conseil d'administration de l'Université avait réagi en décidant de réexaminer les lignes directrices portant sur les activités liées à la défense.

Du nouveau dans le haut commandement soviétique

■ Le 28 mai dernier, un Cessna ouest-allemand a atterri sur la Place rouge à Moscou, ce qui a provoqué un vaste remaniement dans le haut commandement militaire soviétique. Deux officiers supérieurs ont été remplacés, soit le ministre de la Défense, le maréchal Sergei Sokolov, et le maréchal-chef des forces de défense aérienne, Alexander Koldunov. Si l'on en croit le *Jane's Defence Weekly* (13 juin), le Politburo soviétique tient ces deux hommes directement responsables de l'incident. Le remplaçant du maréchal Sokolov au poste de ministre de la Défense est le général Dimitri Yazov, qui occupait jusqu'à présent le poste de sous-ministre de la Défense chargé du personnel et des cadres. Il est désormais membre non votant du Politburo. Quant à lui, M. Koldunov a été remplacé par le général Ivan Tretyak. Ce dernier était jusqu'à présent à la tête des Forces soviétiques d'Extrême-Orient, et il a accédé au rang de sous-ministre de la Défense en août 1986. On a assisté récemment à un troisième changement lié à l'incident du mois de mai, puisque le maréchal A. Konstantinov, chef du district de défense aérienne de Moscou, a été remplacé par le colonel-général V.G. Tsarkov. On ne sait cependant pas si cette nomination a eu lieu avant ou après l'incident du Cessna. □

la limitation des armements INF et à la possibilité d'un accord : «Personnellement, je n'ai rien contre l'évolution actuelle de l'équation nucléaire en Europe. Nous allons continuer d'appliquer la stratégie de la riposte graduée de l'OTAN, même s'il va nous falloir étayer les moyens mis en oeuvre. Si nous ne le faisons pas, le risque pour l'Occident dépassera le seuil que nous pouvons accepter.» Dans le même article, on pouvait lire que le général Rogers était violemment opposé à l'éventualité d'un accord sur les INF et que le général devait en fait son «remplacement» à cette prise de position.

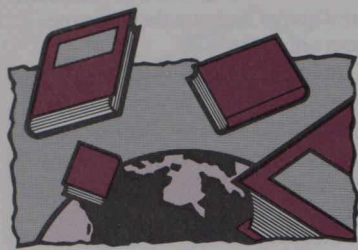
Le Golfe persique

■ Les États-Unis ayant tout au long de l'été intensifié leurs activités de protection des navires de commerce circulant dans la région du Golfe persique, les Américains auraient entrepris, si l'on en croit le *Jane's Defence Weekly* (6 juin), de s'adresser à leurs alliés de l'OTAN pour leur demander une aide militaire. À la fin du mois de juillet, les États-Unis avaient présenté des requêtes officielles aux gouvernements de Grande-Bretagne, de France, d'Allemagne de l'Ouest, d'Italie et des Pays-Bas, afin d'accroître les capacités en matière de dragage de mines à l'intérieur et aux abords du Golfe. Comme l'a indiqué un reportage paru dans le *New York Times* (5 août), tous les gouvernements sollicités ont décliné la requête, telle qu'elle leur a été présentée à l'origine. Toutefois, ces derniers ont laissé entendre qu'ils pourraient, à un moment ou l'autre dans l'avenir, être amenés à fournir aux États-Unis une aide directe ou indirecte.

Il ne faut pas en conclure pour autant que les États-Unis sont seuls à assurer une présence militaire dans la région. L'*Armilla Patrol* britannique y est affectée en permanence; elle compte deux frégates, un destroyer et un navire auxiliaire. Les Français, quant à eux, ont envoyé dans la région cinq navires de guerre, depuis l'attaque lancée le 13 juillet dernier par des canonnières iraniennes contre un de leurs navires de commerce, le *Ville D'Anvers*. Les forces britanniques et françaises ont pour mission d'escorter les navires de commerce battant pavillon de leur pays et circulant dans la région. En vertu de leur Constitution, les Allemands de l'Ouest ne peuvent recourir à leurs forces armées que pour assurer la défense nationale; par conséquent, la question de leur participation aux opérations menées dans la région du Golfe n'a même pas été soulevée.

Le 11 août cependant, la Grande-Bretagne et la France sont toutes deux revenues sur leur décision initiale et ont entrepris des préparatifs en vue d'expédier des renforts dans la région, y compris des dragueurs de mines. Le *New York Times* signalait entretemps (édition du 5 août) que la République fédérale d'Allemagne, l'Italie et les Pays-Bas envisageaient d'accroître leurs engagements maritimes dans la région européenne afin de permettre aux États-Unis une plus grande souplesse dans le redéploiement de leurs propres vaisseaux.

LIVRES



L'engrenage de la violence

Jeanne Henriette Louis

Payot, Paris, 1987.
342 pages, 43,50 \$

«La guerre psychologique aux États-Unis pendant la Deuxième Guerre mondiale» est le sous-titre du livre de Mme Jeanne Henriette Louis. L'auteur s'est proposé de rendre compte des modalités de la propagande de la guerre psychologique et de la dynamique qui l'a produite.

Lors du premier conflit mondial (1914-1918), la propagande avait été orchestrée d'abord à partir de l'Angleterre, et les Américains y avaient répondu par un rejet global à partir de 1920. L'auteur recherche la source de ce refus dans l'histoire de la tradition anglosaxonne. La colonisation du nouveau continent fut l'oeuvre des réalistes de la Nouvelle-Angleterre et d'utopistes religieux qui, dans la lignée de W. Penn et des Quakers voulurent bâtir une autre société. À la fin du XVIII^{ème} siècle, cette Pennsylvanie «banalisée» s'intègre dans l'Union, mais il subsiste une alternative idéaliste dans la tradition américaine. Le président Wilson en est-il représentant, demande l'auteur? La société américaine refuse de s'y reconnaître et répond plutôt à l'absurdité des massacres européens par l'isolationnisme des années 20 et 30.

Selon Mme Louis, c'est la politique «d'apaisement» d'Hitler qui a fait resurgir la question. Contre les isolationnistes, mais en dissidence vis-à-vis l'administration Roosevelt qui prône l'intervention, un discours «non-violent» tente de se faire entendre. La thèse de l'auteur consiste à l'identifier et à l'utiliser comme révélateur de la «violence» de fait du discours officiel.

La notion de guerre psychologique, officiellement employée à partir de

1939 a deux significations. Pour les politiciens, elle est la défense contre l'agressivité des dictatures. Pour les «non-violents», elle est l'alternative qui permet à la fois de dénoncer Hitler et de refuser l'usage propagandiste tel que l'Angleterre l'a pratiqué en 1914-1918. Selon cette seconde vision, la guerre psychologique consiste en l'usage des moyens de propagande pour informer le public américain de façon authentique et pour aider les Européens, quel que soit leur camp, à identifier d'abord les causes de leur «crise spirituelle», puis à lui trouver un remède. Le *Committee for National Morale*, créé lors de l'été 1940, est secrètement «patronné pas trois membres du gouvernement». À l'automne de 1941, un *Office of the Coordinator of Information* est mis en place pour informer les opinions étrangères. Cet organisme est déjà un compromis entre les buts du gouvernement et les aspirations des «non-violents».

Pearl Harbor a fait basculer les ambiguïtés. À partir du printemps de 1942, avec la création de l'*Office of Strategic Services* (OSS) et de l'*Office of War Information* (OWI), les énergies sont canalisées, l'auteur dirait «forcées», pour ne plus servir que d'annexe à l'effort de guerre général. Les centaines d'écrivains qui s'étaient engagés depuis 1940 dans le *Writer's War Board* sont intégrés à l'OWI au début de 1943 et cessent peu à peu d'être actifs pour échapper à la tâche de purs propagandistes qu'on leur assigne. Alors débute ce que Mme Louis appelle l'âge d'or de la propagande. Le cinéma apporte sa contribution et remanie sur demande les scénarios de films : l'auto-censure rend inutile ou presque une censure. Tel est «l'engrenage de la violence» qui est utilisé comme titre du présent ouvrage.

L'argumentation de l'auteur est convainquante et la solidité de sa documentation fait de l'ouvrage une étude remarquable. Il est regrettable que la documentation utilisée consiste presque exclusivement en sources imprimées et que les ressources de l'OWI et de l'OSS maintenant accessibles et en abondance aux Archives Nationales à Washington n'aient pas été utilisées. Mme Louis termine son ouvrage par une étude sur l'usage

de la bombe atomique. Elle aurait gagné à utiliser les recherches de M. Sherwin et G. Herken qui ont étudié les modalités, complexités et contradictions du processus qui mène à la décision d'utiliser la bombe comme une arme nouvelle. Mais il s'agit ici d'une nuance sur la conclusion d'un ouvrage qui dans son propos et dans son exposé est tout à fait acceptable.

— Jean-René Chotard

M. Jean-René Chotard est professeur d'histoire à l'Université de Sherbrooke.

Sur la guerre

David Rousset

Ramsay, Paris, 1987.
478 pages, 39,95 \$

David Rousset ouvre les hostilités: «... ces enclaves de supranationalité limitées et déséquilibrées, où se heurtent des souverainetés nationales amputées, amplifient les disparités et discontinuités du marché mondial, et contrecarrent, autant que l'agitation des États, l'émergence d'une rationalité planétaire.» Ce court passage tiré de la première partie de l'ouvrage de Rousset nous éclaire beaucoup sur la direction qu'il entend prendre. Selon lui, la société se trouve dans un état de crise et c'est là que se situe le danger de guerre nucléaire.

Tout au long de ce qu'il appelle un «entretien», l'auteur s'efforce de démontrer l'importance de l'émergence d'une société planétaire et les nombreuses contestations du système capitaliste (qu'il soit privé ou d'État). La méthode utilisée aux fins de la démonstration risque cependant de nous laisser perplexe tant elle paraît sinieuse et parfois même décousue.

La première partie, trop longue pour ce qui semble être une introduction, est écrite dans un style qui n'incite pas à poursuivre la lecture. Néanmoins, on peut y discerner les principaux éléments qui seront utilisés par la suite. De l'impact technologique nous retiendrons qu'il est puissamment impulsé par l'exigence militaire et spatiale, qu'il serait l'élément privilégié pour résoudre les problèmes de notre société et qu'il

devrait mener à de nouvelles techniques de gestion. La dimension planétaire sera définitivement le concept dominant de tout l'entretien. Entretien que Rousset entend justifier par la nécessité de substituer un choix conscient au choix du hasard.

Sommes-nous en danger de guerre nucléaire? Sur cette question cruciale, l'auteur soulignera, et avec raison, la nuance entre «faire la guerre» et l'appréciation de la «possibilité de guerre.» Ses propos sur les raisonnements militaire et politique sont pertinents et des plus réalistes. Sa démarche l'amène à affirmer que ce n'est pas la qualité et la quantité des arsenaux nucléaires qui cause les dangers de guerre puisque la décision de faire la guerre est toujours politique. C'est donc sur la base de cette affirmation qu'il entreprendra une revue des principales composantes de notre société. Revue qui est très longue et superficielle. Nous nous retrouvons davantage devant un constat des faits de l'histoire que devant une analyse qui pourrait servir à bâtir une théorie solide.

C'est la sixième partie du livre qui contient le plus d'éléments susceptibles de répondre à la question sur l'existence d'un danger de guerre nucléaire. En effet, dans cette section, l'auteur touche à des sujets comme la presse, les objectifs stratégiques, la technologie et la technique nucléaire, etc. Il y a même une brève révision de la théorie de l'hiver nucléaire. Tout cela pour en arriver à une constatation peu originale certes mais fondamentale : l'incertitude face au phénomène nucléaire. Incertitude dans les stratégies, les techniques, les conséquences, que même l'émergence d'une «bureaucratie nucléaire mondiale» ne peut réduire. Ce qui conduit Rousset à se demander s'il y a un enjeu qui justifie la prise de si grands risques et si un jour un pouvoir politique sera prêt à accepter de courir le risque nucléaire.

Un autre aspect intéressant de la réflexion de Rousset porte sur l'Initiative de défense stratégique américaine. On y voit les «à côté» du programme du président Reagan. En effet, il démontre bien les avantages

qu'apportent des recherches scientifiques et techniques planifiées centralement. La manière dont fût conçu l'IDS est aussi expliquée. Enfin, il relève les principales conséquences de l'IDS à savoir :

- que la mise en oeuvre du programme porte en elle-même une accélération et une amplification de la course aux armements;
- que l'IDS vient compliquer les négociations déjà ardues sur le désarmement;
- et qu'elle affecte les principes stratégiques de l'initiative et de la surprise.

Selon Rousset, il y a eu méprise face à l'avènement du nucléaire de la part de ses premiers adversaires. L'ambiguïté de l'armement nucléaire n'a pas été comprise ainsi que l'association, du nucléaire civil et militaire. D'où erreur sur l'objectif qui devrait être d'enrayer la faisabilité croissante d'une guerre nucléaire. Et toujours la dimension planétaire chère à l'auteur qui préconise une prise de conscience et des actions coordonnées à l'échelle mondiale.

L'auteur constate l'échec de la politique américaine au début de 1987. Les États-Unis sont dans une impasse complète mais l'Union soviétique ne peut en profiter en raison de la crise sociale et institutionnelle à laquelle elle est confrontée. D'autres sociétés ne peuvent non plus émerger à cause de plusieurs facteurs dont le moindre n'est certes pas l'économie américaine.

Le livre de Rousset comprend une foule de données techniques et historiques fort intéressantes mais qui auraient pu être mieux exploitées dans un cadre d'analyse plus rigide. Sans compter que l'auteur fait, consciemment, de graves entorses à la grammaire ce qui est inexcusable peu importe les raisons invoquées.

- Jean Labrie

M. Labrie est adjoint au Directeur du département de science politique à l'Université Laval.

Le couple franco-allemand et la défense de l'Europe

Sous la direction de Karl Kaiser et Pierre Lellouche

*Economica, Paris, 1986.
353 pages, 48,95 \$*

Les Européens, après avoir construit la coopération économique et cheminé lentement vers une certaine unité politique, se penchent maintenant sur la défense de leur continent, à un moment où les problèmes

de sécurité sont au premier plan de l'actualité.

Ce n'est pas un hasard si depuis quelques mois, les leaders européens, presque toutes tendances politiques confondues, appellent à une plus grande concertation des politiques de défense entre pays européens membres de l'OTAN. Les résultats du sommet de Reykjavik, les propositions de Gorbatchev sur les euro-missiles, la dérive isolationniste américaine, sont quelques-unes des raisons qui poussent les Européens à se regrouper pour discuter de leur avenir, qu'ils ne voudraient pas voir réglé par-dessus leur tête lors d'un sommet américano-soviétique.

Ce premier volume sur la défense de l'Europe (l'Institut français des relations internationales en prévoit quatre) se concentre uniquement sur la coopération franco-allemande. En effet, en 1963, l'axe franco-allemand est devenu une réalité bien tangible quand le général de Gaulle et le chancelier Adenauer ont signé le traité de l'Élysée et, lorsqu'en 1983, le président Mitterrand décidait d'en réactiver les clauses militaires. L'IFRI a réuni des signatures prestigieuses, des deux côtés du Rhin, pour traiter des relations politiques, militaires et industrielles qui unissent les deux pays. Loin de magnifier cette collaboration, les auteurs sont souvent très critiques quant aux résultats concrets de vingt années d'interrelations et s'interrogent sur les enjeux fondamentaux qu'impliqueraient un élargissement du parapluie nucléaire français ou une redéfinition de la politique de défense des deux pays.

Ainsi, Lothar Rühl demande-t-il à la France de «veiller à la sécurité de la RFA comme à la sienne propre et de toujours chercher des solutions communes aux problèmes de défense». Mais son compatriote, Kurt Becker, reconnaît le caractère inconciliable des priorités militaires des deux pays : «la France prévoit, jusqu'au milieu de la prochaine décennie, un énorme développement de sa dissuasion nucléaire, tandis que la République fédérale souhaiterait voir renforcer, au sein de l'Alliance, la défense conventionnelle de l'avant afin de relever le seuil nucléaire». Le couple franco-allemand a des limites dont la plus importante est le refus de la France de réintégrer la structure militaire de l'OTAN. «Tout projet bilatéral se

heurtera donc toujours aux limites de l'intégration de l'OTAN, refusée par la France», rappelle, judicieusement, Ingo Kolboom. Enfin, l'Allemagne de l'Ouest ne semble pas encore déterminée à échanger la protection offerte par les troupes et les armes nucléaires américaines contre «la promesse» que la France viendrait à son secours en cas de conflit. Certes, la garantie nucléaire américaine n'est pas absolue, tout comme serait celle de la France dont la politique de dissuasion a comme principe que le nucléaire ne se partage pas. Toutefois, quarante ans de dépendance militaire et politique envers les États-Unis ont façonné des habitudes et des réflexes qu'il est très difficile de changer.

À noter, les articles de François Heisbourg, Gustav Bittner et Michel Guionnet sur les problèmes en matière d'armements et la coopération dans l'espace. Ce sont là des domaines où les relations franco-allemandes éprouvent le plus de difficultés mais où l'union peut le mieux se réaliser si la volonté politique existe. Le directeur de l'Institut international d'études stratégiques, ancien cadre chez la firme française Thomson International, M. Heisbourg, note ironiquement que «rien n'est jamais acquis» en matière d'armements. C'est un domaine toujours sujet aux compromis et aux influences des industries nationales qui n'hésitent pas à faire pression pour bloquer des projets qui pourraient leur causer du tort. L'exemple de l'avion de combat européen, où les deux pays se retrouvent dans des camps opposés, illustre bien les difficultés à surmonter. Un ouvrage bien fait, clair et facile d'accès pour le néophyte.

- Jocelyn Coulon

Iran-Irak, la diplomatie du conflit

*Politique étrangère
numéro 2, été 1987, 250 pages.*

La guerre sanglante qui se déroule entre l'Irak et l'Iran depuis maintenant sept ans est entrée dans une phase extrêmement délicate et capitale pour les gouvernements occidentaux et pour la stabilité du Golfe persique. Tout au long du printemps et de l'été, alors que des combats acharnés se poursuivaient le long des deux frontières, les affrontements se sont

déplacés dans les mers chaudes du Proche-Orient et dans les grandes capitales européennes.

Des dizaines de pétroliers ont été attaqués; l'Irak a frappé mortellement un navire de guerre américain; des exaltés ont provoqué un massacre de pèlerins à La Mecque et la sécurité de différents moyens de transport est encore sérieusement menacée par les intimidations du régime islamique iranien. Mais plus encore, une grave crise diplomatique a éclaté entre Paris et Téhéran qui, au moment où nous écrivons ces lignes, n'est pas encore résolue.

Les réactions de différents pays ne se sont pas fait attendre. Les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne ont envoyé des navires de guerre pour protéger les convois commerciaux, mais aussi pour bien faire comprendre qu'ils ne se laisseront pas intimider. L'Union soviétique a tenté de s'insérer dans le jeu tandis que pour la première fois, le Conseil de sécurité des Nations-Unies a voté, à l'unanimité, une résolution demandant la fin du conflit et l'adoption de sanctions si la guerre ne cesse pas. Le Golfe est devenu une poudrière et la revue de l'Institut français des relations internationales a décidé d'y consacrer un numéro presque entier.

Des spécialistes chevronnés analysent les dimensions internationales du conflit irano-irakien. Jean Gueyras et Olivier Roy y décèlent, pour le premier, une grande fragilité et l'influence grandissante de l'armée, et pour le deuxième une stabilité du régime et une propension à vouloir exporter sa révolution pour la substituer à un nationalisme arabe, «accusé de trahir l'universalité du monde musulman». José Garçon dans un article pour le moins prémonitoire, décrit les contradictions de la politique française dans ce conflit et l'échec du rapprochement avec l'Iran. La bonne entente entre Téhéran et Damas ne semble plus aussi solide qu'auparavant et Charles Caret démontre les limites de cette «alliance contre nature». Enfin, Fouad Ajami, se penche sur la crise d'identité que traverse le monde arabe depuis 1973. Il conclut à l'impasse totale de la pensée politique arabe, bousculée par l'intégrisme iranien.

- Jocelyn Coulon □

Voir l'analyse sommaire d'ouvrages publiés en anglais dans la rubrique Reviews de Peace&Security.

NOUVELLES DE L'INSTITUT



■ Au cours de la première semaine du mois de septembre, l'ICPSI et l'Institut des affaires canado-américaines à l'Académie des sciences de l'URSS ont organisé à Moscou un symposium sur des questions touchant la paix internationale et la sécurité. Parmi les Canadiens présents à cette manifestation, mentionnons notamment M. **Timothy Colton**, Directeur du Centre des études russes et est-européennes à l'Université de Toronto, M. **John Holmes**, consultant pour le *Canadian Institute of International Affairs*, M. **Robert Matthews**, professeur adjoint de sciences politiques de l'Université de Toronto, M. **Geoffrey Pearson**, Directeur général de l'ICPSI, M. **Ernest Regehr**, Directeur de recherche du Projet Ploughshares et au Collège Conrad Grebel, et M. **Bernard Wood**, Directeur général de l'Institut Nord-Sud. Le symposium constituait la première étape dans l'établissement d'une relation entre l'Institut des affaires canado-américaines de Moscou, d'une part, et l'ICPSI, d'autre part. Des universitaires soviétiques viendront au Canada au printemps de 1988.

Au nombre des sujets évoqués dans le cadre du symposium, mentionnons la prévention de la guerre nucléaire, la limitation des armements et le désarmement, les conflits régionaux, le système international, l'économie mondiale et diverses questions humanitaires.

■ M. **David Cox** a été l'un des trois Canadiens à faire un exposé à la deuxième *Harvard Nordic Conference* qui s'est tenue en Islande du 7 au 10 août dernier. Ont également présenté des mémoires M. **Robert Fowler**, sous-ministre adjoint de la Défense nationale et le professeur **Franklyn Griffiths**, de l'Université de Toronto. La politique navale du Canada dans l'Arctique a suscité un intérêt considérable, dans le cadre des discussions menées par les participants des pays scandinaves et d'Amérique du Nord sur l'importance

militaire croissante du Grand-Nord et sur la réaction des pays septentrionaux face à cette évolution.

■ Les 1^{er} et 2 septembre dernier, l'Institut finlandais des affaires internationales a organisé à Helsinki une table ronde sur les formules et les politiques adoptées par le Canada et les pays nordiques en matière de sécurité et de coopération dans l'Arctique. M. **David Cox**, Directeur de la recherche, Mme **Harriet Critchley**, de l'Université de Calgary, M. **John Merritt**, du *Canadian Arctic Resources Committee*, M. **Geoffrey Pearson** et enfin, M. **Ron Purver**, chargé de recherche, étaient quelques-uns des membres de la délégation de l'ICPSI. Des représentants du Danemark, de la Finlande, de l'Islande, de la Norvège et de la Suède ont participé aux discussions sur les exposés consacrés aux thèmes suivants : les politiques nationales de sécurité et l'évolution de la situation dans l'Arctique, les perspectives d'avenir en matière de limitation des armements et le renforcement de la confiance dans l'Arctique, et enfin, les perspectives de coopération régionale dans cette région.

■ En septembre dernier, M. **David Cox** a quitté son poste de Directeur

de la recherche à l'Institut pour reprendre ses fonctions de professeur de sciences politiques à l'Université Queen's. Mlle **Jane Boulden**, auxiliaire de recherche à l'Institut depuis l'été 1985, entreprendra à l'automne des études en vue d'obtenir une maîtrise en relations internationales à l'Université Queen's. M. **Michael Tucker**, qui était l'année dernière membre associé de l'Institut, est retourné à l'Université Mount Allison, à Sackville, au Nouveau-Brunswick.

M. **Roger Hill** a pris en septembre le poste de Directeur de la recherche. Il était jusqu'à présent sous-Directeur adjoint au Centre parlementaire pour les affaires étrangères et le commerce extérieur. M. **Michael Holmes** s'est joint en août dernier au personnel de l'Institut, en qualité d'auxiliaire de recherche. M. Holmes, qui a étudié à l'Université de l'Alberta et à l'Université de Dalhousie, travaillait jusqu'ici pour le gouvernement de l'Alberta en qualité d'économiste. M. **Carl Jacobsen**, un Canadien employé depuis trois ans par l'Institut de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), est rentré au pays, et il a accepté de travailler simultanément pour l'Institut et l'Université Carleton. M. Jacobsen sera chercheur adjoint à l'ICPSI, et il se spécialisera dans les relations Est-Ouest. M. **Robert Mitchell**, un colonel des Forces

canadiennes, sera membre associé (Recherche) de l'Institut pour l'année prochaine. Le colonel Mitchell a fait carrière dans l'artillerie et il servait au Quartier général de la Force mobile à Saint-Hubert, au Québec, avant de prendre son affectation à l'Institut.

■ La *Commonwealth Conference for Young Leaders* s'est déroulée à Ottawa du 6 au 12 septembre dernier. En tout, quatre vingts jeunes adultes (âgés de 25 à 35 ans), originaires de quarante pays du Commonwealth, se sont retrouvés sur la Colline parlementaire et dans les collines de la Gatineau pour parler ensemble de leadership, des affaires étrangères, de la paix et de la sécurité. Le programme portait essentiellement sur le développement des qualités de chef, sur les communications interculturelles, sur le règlement des conflits et sur l'éventualité d'une coopération entre les secteurs privé et public en faveur du développement économique et social. Les idées formulées par les membres du groupe ont été présentées aux chefs de gouvernement des pays du Commonwealth, à la veille du sommet qui doit les réunir à Vancouver en octobre prochain. Les principaux commanditaires de la conférence étaient la *Royal Commonwealth Society*, l'ICPSI, le *Paterson Centre for International Programs*, l'ACDI et Magna International. Sur la liste des orateurs figuraient notamment MM. **Joe Clark**, **Ernest Corea**, **John Harker**, **Gerald Helleiner**, Mme **Huguette Labelle**, MM. **Robert Moore**, **Indar Rikhye** et **Michael Rosberg**, l'archevêque **Edward Scott**, MM. **John Sigler**, **Frank Stronach** et **Maurice Strong**.

■ Le 8 septembre, M. **Geoffrey Pearson** s'est rendu à Varsovie, à l'Institut polonais des affaires internationales, où il a donné une conférence sur de nouvelles conceptions de la sécurité internationale. À la fin du même mois, il s'est également adressé au Groupe Projet Ploughshares à Calgary et au Conseil consultatif des relations civiques et multiculturelles de l'Ontario à Ottawa. □

Publications nouvelles de l'Institut

DEUXIÈME ÉDITION DU GUIDE

Introduction aux politiques canadiennes relatives à la limitation des armements, à la défense et à la solution des conflits, 1986-1987, 300 pages.

RAPPORT DE CONFÉRENCE

4. Paix, développement et sécurité dans le Bassin des Caraïbes : Perspectives d'évolution d'ici l'an 2000, délibérations d'une conférence, Kingston (Jamaïque) 22 au 25 mars 1987, par Lloyd Searwar.

EXPOSÉS

14. Le document de Stockholm : Historique, raison d'être et répercussions politiques par C.A. Namiesniowski, octobre 1987.

15. Le maintien de la paix et la gestion des conflits internationaux par Henry Wiseman, octobre 1987.

DOCUMENT DE TRAVAIL

5. «Conference on Militarization in the Third World» – Exposés de Paul Rogers, Michael Klare et Dan O'Meara, présentés à l'Université Queen's, à Kingston (Ontario) janvier 1987.

On peut également se procurer le Rapport annuel de l'ICPSI pour l'exercice 1986-1987.

Programme de bourses de l'ICPSI

L'Institut invite les personnes intéressées à lui faire parvenir des demandes dans le cadre de son programme de bourses, qui en est à sa deuxième année d'existence. Le programme est ouvert tant aux universitaires qu'aux non-universitaires qui désirent entreprendre ou continuer des travaux dans les domaines de la paix et de la sécurité internationales. Par ce programme, l'ICPSI vise à encourager la recherche et l'approfondissement des connaissances dans les domaines de la paix et de la sécurité internationales, et à favoriser l'établissement de contacts avec la collectivité internationale, en appuyant des Canadiens et des Canadiennes qui veulent poursuivre leurs études dans des institutions étrangères, ou exceptionnellement, au Canada.

Les candidat(e)s doivent être citoyens(nes) canadiens(nes) et détenir au minimum un diplôme universitaire de premier cycle ou montrer qu'ils possèdent une expérience équivalente.

L'Institut a constitué un fonds de 120 000 \$ devant servir à attribuer sept bourses, soit deux d'une valeur maximale de 25 000 \$ et cinq d'une valeur maximale de 14 000 \$. Les demandes seront étudiées par un comité de sélection indépendant, dont les décisions seront annoncées en mai 1988.

Ce programme est administré au nom de l'Institut par l'Association des universités et collèges du Canada. La date limite de réception des demandes pour l'année universitaire 1987-1988 a été fixée au 1^{er} février 1988.

Pour obtenir de plus amples détails, ainsi que des formules de demande, prière d'écrire à l'adresse suivante :

Les services d'administration des bourses d'étude, Association des universités et collèges du Canada
151, rue Slater
Ottawa (Ontario) K1P 5V1

Bourses accordées par l'Institut

L'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales a récemment attribué sept bourses, d'une valeur totale de 120 000 \$, à des Canadiens désireux de poursuivre leurs études dans les domaines de la paix et de la sécurité inter-

nationales. Ces bourses sont accordées chaque année dans le cadre du programme des bourses de l'ICPSI.

Les sept boursiers appartiennent à différentes disciplines, et ils comptent entreprendre des études diverses.

Walter Dorn se penchera sur des aspects du contrôle et de la vérification dans le contexte des armes chimiques et biologiques. Il travaillera sous l'égide de l'Université de Toronto et effectuera une partie de ses recherches en Suède.

Allan Hertz compte préparer un manuscrit sur l'histoire des aspects juridiques de la paix et de la sécurité internationales. Il travaillera à l'Université de Toronto.

Kevin Leppmann va entreprendre des études en vue d'obtenir un doctorat de sciences politiques qui portera plus particulièrement sur la psychologie sociale et la théorie des conflits internationaux. Il étudiera au *Massachusetts Institute of Technology*.

Doug Mohr compte entreprendre des études à l'Université de Waterloo sur la psychologie sociale de l'activisme dans les domaines de la paix et de la sécurité internationales.

James Rochlin va poursuivre ses études de doctorat sur l'Amérique centrale à l'Université de l'Alberta, et il se rendra sur place pour effectuer une partie de ses recherches.

Erika Simpson compte s'inscrire à l'Institut des études sur la paix à l'Université Cornell, puis à la *Philipps Universität*, en République fédérale d'Allemagne. Elle va étudier diverses formules de défense.

Brian Stevenson va poursuivre des recherches sur l'Amérique centrale à l'Université Queen's et au Mexique.

Attribution des subventions en 1988 - Modalités et dates limites

À partir de janvier 1988, l'Institut statuera sur les demandes de subventions deux fois par année, et non plus quatre, comme il l'a fait jusqu'ici. On est prié de noter les dates limites suivantes :

6 novembre 1987 - décision prise en décembre 1987

31 décembre 1987 - décision prise en mars 1988

30 juin 1988 - décision prise en octobre 1988

SUBVENTIONS À LA RECHERCHE -

Premier Trimestre 1987-88

Canadian Centre for Arms Control and Disarmament , Ottawa Implementing a Chemical Weapons Convention	10 000 \$
David Charters , University of New Brunswick, Fredericton The Democratic Response to International Terrorism	10 000
Harold Coward , University of Calgary, Calgary Civilization and Rapid Climate Change	6 000
Canadian Institute of Strategic Studies , Toronto Static Analysis of Combat Power	9 500
International Institute for Strategic Studies , London The Cyprus Dispute and Its Impact on the Western Allies	8 500
Robert Reford , Reford-McCandless Int'l Consultants and York University, Toronto Canada's National Security Interests in the Pacific	10 000
Timothy M. Shaw , Dalhousie University, Halifax Liberation, Security and Development in Southern Africa	8 000
TOTAL	62 000 \$

SUBVENTIONS AUX PROGRAMMES PUBLICS -

Premier Trimestre 1987-88

Canadian Centre for Arms Control and Disarmament , Ottawa Public Speaking Programme	5 500 \$
Canadian Disarmament Information Service (CANDIS) , Toronto PEACE Magazine	6 000
Carleton University , Ottawa Lecture series "Social Psychological Contributions to the Understanding and Resolution of Conflict"	4 500
Centre d'information et de documentation sur le Mozambique et l'Afrique australe (CIDMAA) , Montréal Séminaire Namibie et Angola, la guerre oubliée en Afrique australe	5 000
Cinéfort Inc. , Montréal Film "An Unholy Alliance: Low Intensity Warfare and Humanitarian Aid"	6 500
Conference of Defence Associations , Ottawa Forum Magazine	10 000
Educating for Peace , Ottawa Teacher In-Service Training Project	6 000
Educators for Peace , Torbay, Nfld. Infusion Technique Workshops (October 18-24, 1987)	3 000
Inuit Circumpolar Conference , Ottawa Arctic Nuclear-Weapon-Free Zone	10 000
NGO Committee on Disarmament , New York Publication of <i>Disarmament Times</i>	2 000
Operation Dismantle and The Foundation for Global Peace , Ottawa Publication of syndicated column "The Peace Race"	5 000
Project Ploughshares , Corner Brook, Nfld. Conference "Canada and the Arms Race: Is Atlantic Canada Concerned?" (October 30 - November 1, 1987)	4 000
Project Ploughshares , Waterloo Conference "Common Security and Defence Alternatives" (September 18-19, 1987)	5 000
University of Manitoba , Continuing Education Division, Winnipeg Lecture/discussion series "Perspective on Conflict and Peace" (October - November 1987)	2 000
University of Toronto , Emmanuel College, Toronto Symposium "Theology and Peace" (November 6-7, 1987)	3 000
TOTAL	77 500 \$

RÉPERTOIRE DES PUBLICATIONS DE L'INSTITUT

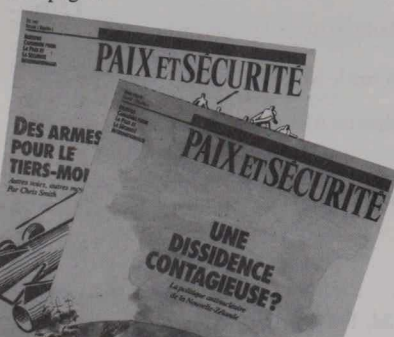
Pour obtenir l'une ou l'autre de ces publications, veuillez utiliser la carte-réponse que vous trouverez au centre du présent numéro de Paix et Sécurité.

GUIDE ANNUEL

Le guide est publié une fois par année, et il a pour objectif de fournir aux lecteurs canadiens de l'information générale et aisément accessible sur les politiques canadiennes en matière de paix et de sécurité. Il vise à cerner les principales questions d'actualité auxquelles le Canada a réagi dans le courant de l'année, à les situer dans leur contexte et, le cas échéant, à donner un certain nombre de commentaires formulés sur ces sujets dans le cadre du débat parlementaire.

Introduction aux politiques canadiennes relatives à la limitation des armements, au désarmement, à la défense et à la solution des conflits, 1985-86, 300 pages

Introduction aux politiques canadiennes relatives à la limitation des armements, au désarmement, à la défense et à la solution des conflits, 1986-87, 300 pages.

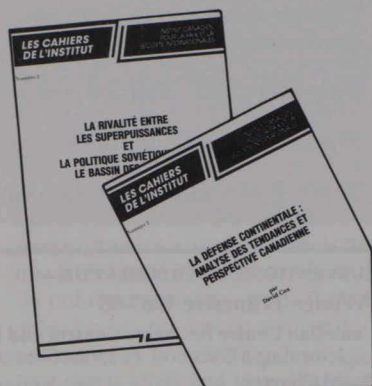


PAIX ET SÉCURITÉ

Paix et Sécurité est une revue trimestrielle publiée depuis le printemps 1986; elle vise à informer la population canadienne et d'autres lecteurs sur les activités de l'Institut et à favoriser l'expression de toutes les opinions ayant cours au pays sur les questions intéressant la paix et la sécurité.

LES CAHIERS DE L'INSTITUT

L'ICPSI compte publier entre six et huit Cahiers chaque année. Ces monographies, qui se veulent à la fois des documents d'érudition et des études sur des sujets d'actualité, aborderont des thèmes relevant des domaines définis dans le mandat de



l'Institut : la limitation des armements, le désarmement, la défense et la solution des conflits.

1. La rivalité entre les superpuissances et la politique soviétique dans le bassin des Caraïbes, par S. Neil MacFarlane, juin 1986, 74 pages.

2. La défense continentale: analyse des tendances et perspective canadienne par David Cox, décembre 1986, 64 pages.

RAPPORTS DE CONFÉRENCE

L'une des manières dont l'ICPSI s'efforce de favoriser la discussion publique sur les questions de la paix et de la sécurité consiste à commander et, à l'occasion, à organiser des conférences portant précisément sur ces sujets. De temps en temps, l'Institut publie un compte rendu des délibérations d'une conférence donnée, en vue d'informer le grand public sur les sujets qui y ont été évoqués.

1. Négociations pour la paix en Amérique centrale, Compte rendu de la Table ronde sur les négociations pour la paix en Amérique centrale, Ottawa, les 27 et 28 septembre 1985, par Liisa North.

2. La dissuasion remise en question: Doctrines, technologies et questions d'intérêt public, Compte rendu de la Table ronde sur la dissuasion remise en question, Ottawa, les 17, 18 et 19 octobre 1985, par Dianne DeMille.

3. Les risques de guerre nucléaire accidentelle, Compte rendu de la Conférence sur les risques de guerre nucléaire accidentelle, Vancouver, du 26 au 30 mai 1986, par Andrea Demchuk.

4. Paix, développement et sécurité dans le Bassin des Caraïbes: Perspectives d'évolution d'ici l'an 2000, délibérations d'une conférence, Kingston (Jamaïque) 22 au 25 mars 1987, par Lloyd Searwar.

EXPOSÉS

Ces publications s'adressent aux lecteurs qui s'intéressent aux questions de la paix et de la sécurité, mais qui n'ont ni le temps, ni les connaissances nécessaires pour lire de longs écrits à ce sujet. Il s'agit à la fois d'aborder des aspects fondamentaux de la paix, des conflits et des

relations internationales et d'analyser, au fil de l'actualité, les principaux événements et tendances nouvelles se rapportant au mandat de l'ICPSI.

1. L'Initiative de défense stratégique: Qu'en pense le Canada? par Gregory Wirick, octobre 1985.

2. Un gel nucléaire? par David Cox, janvier 1986.

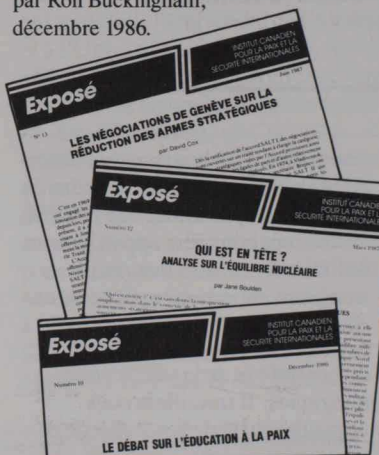
3. L'hiver nucléaire par Leonard Bertin mars 1986.

4. La non-prolifération des armes nucléaires par William Epstein, mai 1986.

5. Négociations sur la limitation des armes classiques en Europe par John Toogood, juin 1986.

6. Les origines de l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales par Gilles Grondin, août 1986.

7. La surveillance par satellite et les capacités du Canada dans ce domaine par Ron Buckingham, décembre 1986.



8. La paix est-elle possible en Amérique centrale? par Steven Baranyi, octobre 1986.

9. Le scénario du non-recours à la première frappe nucléaire remise en question et hypothèses par Fen Osler Hampson, novembre 1986.

10. Le débat sur l'éducation à la paix par Elizabeth Richards, décembre 1986.

11. Le désarmement nucléaire et l'initiative Gorbatchev par John R. Walker, janvier 1987.

12. Qui est en tête? Analyse sur l'équilibre nucléaire par Jane Boulden, mars 1987.

13. Les Négociations de Genève sur la réduction des armes stratégiques par David Cox, juin 1987.

14. Le document de Stockholm: Historique, raison d'être et répercussions politiques par C.A. Namiesniowski, octobre 1987.

15. Le maintien de la paix et la gestion des conflits internationaux par Henry Wiseman, octobre 1987.

auteurs, tous experts en leur domaine, sont invités à rédiger une dissertation personnelle, et non pas seulement une description factuelle.

1. Les relations est-ouest: valeurs, intérêts et perceptions par Geoffrey Pearson, mai 1986.

2. Éviter la guerre à l'heure du péril nucléaire par Robert Malcolmson, novembre 1986.

3. La limitation des armements et le désarmement dans les médias canadiens par John R. Walker, mars 1987.

4. Sauvegarder la paix et la liberté: la dissuasion nucléaire et la limitation des armements par Lorne Green, mars 1987.

LES DOCUMENTS DE TRAVAIL

Les Documents de travail rendent compte de travaux de recherche en cours, et ils sont souvent destinés à être publiés par la suite soit par l'Institut, soit par un autre organisme; l'ICPSI considère qu'il est intéressant d'en diffuser immédiatement des exemplaires en nombre restreint, essentiellement aux spécialistes des domaines en question. Contrairement à toutes les autres publications de l'Institut, ces documents ne sont publiés que dans leur langue originale.

1. «Nuclear Weapons, Counter-Force, and Arms Reduction Proposals: A Guide to Information Sources and Force Calculations», 57 pages. (non disponible)

2. «A Survey of Peace Education in Canada», par Wytze Brouwer, 71 pages. (non disponible)

3. «Strategic Stability and Mutual Security in the Year 2000: Getting There From Here», compte rendu d'une conférence, Erice, Italie, avril 1986, 113 pages. (non disponible)

4. La France et l'Initiative de défense stratégique par Charles-Philippe David, janvier 1987, 87 pages.

5. «Conference on Militarization in the Third World», exposés de Paul Rogers, Michael Klare et Dan O'Meara, présentés à l'Université Queen's, à Kingston (Ontario) janvier 1987, 95 pages.

RAPPORT ANNUEL

Le rapport annuel expose, à l'intention du Parlement et de la population canadienne, l'ensemble des réalisations de l'Institut au cours du précédent exercice.

Premier Rapport Annuel 1984-85

Rapport Annuel 1985-1986

Rapport Annuel 1986-1987 □

OPINIONS

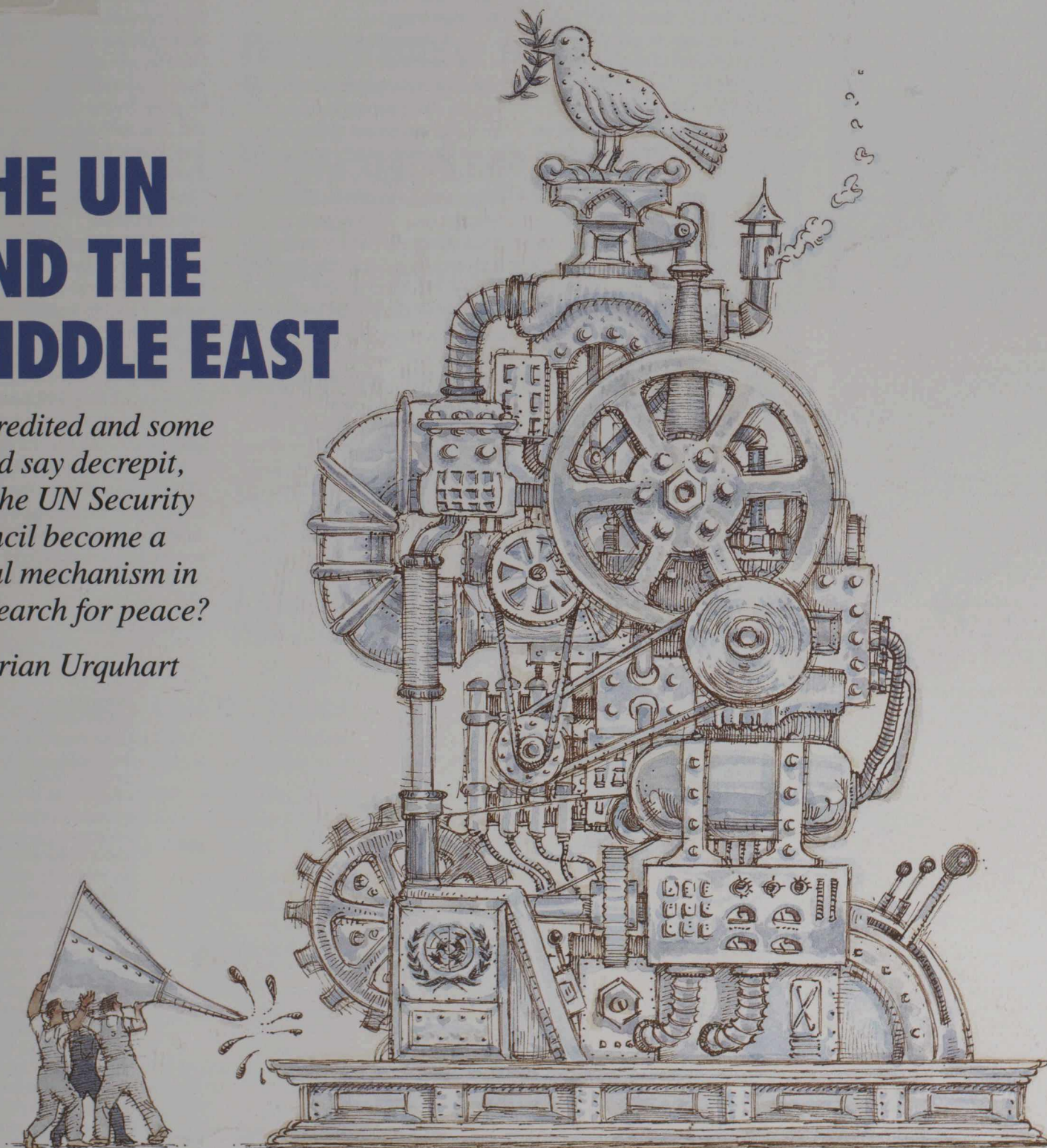
Ces documents ont la même longueur que les *Exposés*, mais les

PEACE & SECURITY

THE UN AND THE MIDDLE EAST

Discredited and some would say decrepit, can the UN Security Council become a useful mechanism in the search for peace?

By Brian Urquhart



Robert Malcolmson

The American tendency to moralize questions of international relations has undermined the long-term security of the West.

Paul Létourneau

West Germany's debate about defence policy takes on renewed vigour with the possibility of a Soviet-American missile treaty.

Charles Doran

Canada's defence policy seeks to use the dispute with the US over the Arctic to drum up support for increased defence spending.

James Eayrs

The Defence White Paper looks pretty, but the commitment to build nuclear-powered submarines is unsound and unnecessary.

Also in this issue:

Institute Publications 1986-87

OCCASIONAL PAPERS

1. **Superpower Rivalry and Soviet Policy in the Caribbean Basin**, by Neil MacFarlane, June 1986, 70 pages.

2. **Trends in Continental Defence: A Canadian Perspective**, by David Cox, December 1986, 50 pages.

ANNUAL REVIEW

A Guide to Canadian Policies on Arms Control, Disarmament, Defence and Conflict Resolution 1986-87, 270 pages.

BACKGROUND PAPERS

8. **Peace in Central America?**, by Steven Baranyi, October 1986.

9. **A Second Look at No First Use**, by Fen Osler Hampson, November 1986.

10. **The Debate About Peace Education**, by Elizabeth Richards, December 1986.

11. **Nuclear Disarmament: The Gorbachev Initiative**, by John R. Walker, January 1987.

12. **Who's Ahead: Examining the Nuclear Balance**, by Jane Boulden, March 1987.

13. **Review of the Geneva Negotiations on Strategic Arms Reductions**, by David Cox, June 1987.

14. **The Stockholm Agreement: An Exercise in Confidence Building**, by C. A. Namiesniowski, August 1987.

15. **Peacekeeping and the Management of International Conflict**, by Henry Wiseman, September 1987.

POINTS OF VIEW

1. **East/West Relations: Values, Interests, Perceptions**, by Geoffrey Pearson, March 1986.

2. **Nuclear Weapons and the Averting of War**, by Robert Malcolmson, October 1986.

3. **Canadian Press Coverage of Arms Control and Disarmament Issues**, by John R. Walker, March 1987.

4. **Maintaining Peace With Freedom: Nuclear Deterrence and Arms Control**, by Lorne Green, March 1987.

CONFERENCE REPORTS

3. **The Risk of Accidental Nuclear War**, Proceedings of Conference, Vancouver 26-30 May 1986, by Andrea Demchuk.

4. **Peace, Development and Security in the Caribbean: Perspectives to the Year 2000**, Proceedings of a Conference, Kingston, Jamaica, 22-25 March 1987, by Lloyd Searwar.

NOTE FROM THE EDITOR

■ UN bashing is a perennially favourite pastime among just about any group one cares to name. In high school we used to hold earnest debates for which a typical resolution went something like, "we resolve that the since the UN accomplishes nothing and solves no problems it should be abolished." More recently, a new category of criticism has arisen that is ideological in nature and purposeful in tone – from people and organizations who don't like the idea of a UN and never did. However, most antipathy to the UN is the old-fashioned variety born of cynicism and disappointment. In this setting, our cover article by an ex-UN Under-Secretary General on the UN's role in finding a solution to the Middle East dispute would seem to be fatuous in the extreme.

Yet there is an alternative operating assumption that is helpful to consider when reading this piece by **Brian Urquhart**. That is the idea that the Arab-Israeli conflict is so dangerous there is no way efforts to solve it can *not* be made using whatever tools are handy and potentially useful. In Urquhart's view the Security Council is such a tool, and while not sanguine about solving the problem he is

certain about the need to try, precise in defining the minimum conditions needed to find a solution and persuasive in showing how a revitalized Security Council can meet those conditions better than any other arena.

The Security Council is on a bit of roll these past weeks. For the first time since anyone can remember, the five permanent members agreed in resolution 598 passed by the Council in July to threaten a mandatory arms embargo on belligerents – in this instance, Iran and Iraq. As this issue of *Peace&Security* went to press UN Secretary General Javier Pérez de Cuéllar was off to Teheran and Baghdad to discuss the implementation of a cease fire. He will probably not succeed, but then again maybe he will. In any event, he went because nobody has any better ideas on how to end a seven-year war that threatens international peace, which, as Urquhart points out, is why the Security Council was created in the first place. Of course, the Security Council only gets the power the five permanent members choose to give it. In the case of Iran-Iraq they have given a lot. What are they now prepared to

give in order to begin to resolve the other Middle East dispute?

In other articles for this issue of *Peace&Security* two authors comment on the new Canadian defence policy tabled in the House of Commons this past June. Both are writing from outside the country. **Charles Doran** runs the Canadian Studies programme at Johns Hopkins University in Washington, D.C. and until September of this year **James Eayrs** was Visiting Professor of Political Science at the University of Otago in Dunedin, New Zealand.

Paul Létourneau's article looks at the roots of the West German security dilemma and also gives a roster of parties and personalities prominent in that nation's debate over its role in the Western alliance. Mr. Létourneau teaches strategic studies at Collège Militaire Saint-Jean and is currently on a research sabbatical in the Federal Republic.

Finally, historian **Robert Malcolmson** reflects on what he perceives as moralizing traits in American political culture and how these have prejudiced both the United States' and its allies' understanding of how nuclear weapons can be used.

Michael Bryans

CANADIAN INSTITUTE
FOR INTERNATIONAL
PEACE AND SECURITY

307 Gilmour Street
Ottawa, Ontario K2P 0P7
(613) 990-1593

Executive Director:
Geoffrey Pearson

Board of Directors:
William Barton, *Chairman*
Christoph Bertram
Lise Bissonnette
David Braide
Ann Gertler
Kal Holsti
Richard Mercier
Geoffrey Pearson
John Sigler
Brian Urquhart
Jean-Guy Vaillancourt
Paul Warnke
Lois Wilson

The Canadian Institute for International Peace and Security was created by an act of the Parliament of Canada in 1984 to increase knowledge and understanding of the issues relating to international peace and security from a Canadian perspective. The Institute does not advocate policy positions, nor is it part of the government decision-making apparatus. The Institute is a Crown Corporation. Members of its Board of Directors were appointed by the Government of Canada after consultation with all recognized parties in the House of Commons. These provisions help to ensure the independence of the Institute.

PEACE&SECURITY

Editorial Board:

Nancy Gordon
David Cox
Dianne DeMille
Mary Taylor
John Walker

Editor:

Michael Bryans

Associate Editor:

Hélène Samson

French Review Page Editor:

Jocelyn Coulon

Design and Production:

The Spencer Francey Group,
Ottawa/Toronto

Translation:

(except where otherwise indicated)

Denis Bastien,
Sogestran Inc.

Second Class Mail
Registration Pending.
Postage paid in Ottawa.

ISSN 0831-1846

Peace&Security is published quarterly to let Canadians know what the Institute is doing and to provide a forum for the full range of Canadian viewpoints on these issues. Opinions expressed in each article are the sole responsibility of the author and do not necessarily represent those of the Institute and its Board of Directors. Your letters are welcome.

Text material from this quarterly may be reproduced, although we ask that the Institute be cited as the source. Illustrations, cartoons, graphics and other accompanying artwork are copyright and may not be reproduced without written consent of the Institute and the artist.

CONTENTS

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures
OTTAWA

NOV 20 1987

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTRE

-
- 2 **THE UN'S ROLE IN THE MIDDLE EAST** BY BRIAN URQUHART
What is the Security Council good for?
-
- 4 **MORAL VIRTUE AND NUCLEAR STRATEGY** BY R. W. MALCOLMSON
Assessing the cost of undisciplined nationalist pride.
-
- 6 **WHERE IS WEST GERMANY GOING?** BY PAUL LÉTOURNEAU
Germans debate their nation's future within the Western alliance.
-
- 8 **SOVEREIGNTY DOES NOT EQUAL SECURITY** BY CHARLES F. DORAN
Canada's NATO allies will not be impressed by a fleet of nuclear submarines.
-
- 10 **ASSESSING THE ICE-PACK RATIONALE** BY JAMES EAYRS
As yet unbought and unbuilt, Canada's nuclear subs should stay that way.
-
- 12 **LETTER FROM PARIS** BY JOCELYN COULON
Observations on France's unique national consensus on defence policy.
-
- 13 **REPORT FROM THE HILL**
-
- 14 **ARMS CONTROL DIGEST**
-
- 16 **DEFENCE NOTES**
-
- 18 **REVIEWS**
-
- 20 **NEWS FROM THE INSTITUTE**
-
- 22 **DIRECTORY TO CIIPS PUBLICATIONS**
-

■ **Brian Urquhart** is former Under-Secretary General for Special Political Affairs at the United Nations. He is currently a Scholar in Residence at the Ford Foundation in New York; **Robert Malcolmson** is Professor of History at Queen's University; **Paul Létourneau** is Professeur of International and Strategic Studies at Collège Militaire Royal de Saint-Jean; **Charles Doran** is Professor of International Relations and Director of the Center of Canadian Studies at the Johns Hopkins University School of Advanced International Studies; **James Eayrs** is Professor of Political Science at Dalhousie University; **Jocelyn Coulon** is international affairs editor for *Le Devoir* and French Review Page Editor for *Peace&Security*.

BY BRIAN URQUHART

THE UN'S ROLE IN THE MIDDLE EAST

The Arab-Israeli dispute is a standing threat to international peace and security. Existing United Nations machinery, created over forty years ago, should be used in the search for a solution.

IN THE MIDDLE EAST, 1987 IS A year of poignant anniversaries. It is the 90th anniversary of Theodor Herzl's first Zionist Congress, the 70th anniversary of the Balfour Declaration, the 50th anniversary of the Peel Report suggesting separate Arab and Jewish States in Palestine, the 40th anniversary of the UN partition plan, the 20th anniversary of the Six Day War and Resolution 242, the 10th anniversary of Sadat's visit to Jerusalem, and the 5th anniversary of Israel's invasion of Lebanon.

This list give a mere glimpse of the tangled skein of history which constitutes the Arab-Israeli or, as it used to be called, the Palestine problem. So far, none of the many efforts, violent or peaceful, to disentangle this skein have been effective, and a mood of resignation, fatigue, or even of fatalism, seems prevalent, while strong partisanship in the outside world – always the bane of efforts to resolve the Arab-Israeli problem – persists.

Once again there is talk of a Middle East peace conference. It seems to be assumed, in the West at any rate, that this conference will take place outside the UN framework, although it may include the permanent members of the Security Council. There have been many recent exchanges on this subject – two years ago between Jordan and the PLO, more recently between Israel and the US, and, apparently, clandestinely between Israel and Jordan. The majority of the members of the UN are in favour of a Middle East peace conference *within* the UN framework, but this is of little relevance if Israel and the US are determined that it should be *outside* the UN framework. The conference is also a controversial question in Israel itself, Prime Minister Shamir opposing it, while Foreign Minister Peres supports it. This fact alone renders the idea, at least for the time being, moot.

A new Middle East conference is an uncertain and controversial

proposition. Even if the preliminary organizational and procedural questions were resolved and the conference convened, the subject matter remains as disputed and intractable as ever. The purpose of this article is to suggest a more modest and unfashionable course: to use existing UN machinery, as it was originally intended, to solve the Arab-Israeli problem.

THE ESSENCE OF THE PALESTINE problem is relatively simple; its implications immensely complex. Historical fate has made the Palestinians and the Israelis compete for the same, small, precious homeland. Their struggle is dramatized and made more tragic by the disasters which have befallen both peoples. It is possible to make a powerful argument for the claims and aspirations of both, and both believe passionately in the justice of their cause. Since neither can avoid the other, and neither will abandon their aspirations or go away, they must eventually learn to live together in peace. That is, and must be, the main objective of the peace process.

The deep historical roots and high emotional content of the Arab-Israeli conflict are not the only reasons for the obligation of the international community to help in its solution. The UN has

been intimately involved in this matter since 1947, when it voted the partition plan. Throughout the history of the problem the world community has given undertakings to both sides – obligations which, on the Palestinian side in particular, have never been fulfilled. In addition, this is a conflict where a few mistakes, miscalculations or misunderstandings can very easily and rapidly lead to a confrontation of the nuclear superpowers.

Nor can Israel or the Arabs afford to abandon the negotiation process. The problem will not solve itself. With its present occupied territories, Israel is faced with a demographic time bomb which every year becomes more threatening and also constitutes an intolerable situation for the Palestinian inhabitants.

The issues involved are well known. Broadly speaking they involve Israeli withdrawal from occupied territories; the evolution of a permanent peace which includes the recognition of the right of Israel, as well as the other states of the region, to live in peace within recognized borders; the practical recognition of the legitimate rights and aspirations of the Palestinians; and the future of Jerusalem.

No lasting solution to these complex and interlocking problems can be totally satisfactory to

any of the parties concerned. Compromise, concessions and some degree of mutual understanding and tolerance will be necessary if progress is to be made. Unfortunately these elements are notably lacking on the Middle East scene. Instead, rigid positions, frustration and strong rhetoric breed extremism and violence on all sides, while the forces of moderation are steadily undermined. This tendency is particularly notable when no negotiating process is being attempted.

For this reason, if for no other, it is vital to maintain the effort to negotiate a solution. It has long been evident that the parties directly concerned will not be able to make progress towards a negotiated solution without outside help and pressure. Negotiating skill is not enough, as the experiences of Gunnar Jarring, the UN representative under Resolution 242, among many others, have indicated. What is required is a benevolent framework of pressure, assurance and encouragement which can offer tangible benefits for concessions and compromises. The 1973 Middle East Peace Conference, short though its only formal session was, is a good example of such a framework – presided over, incidentally by the United States and the Soviet Union. At that time, superpower sponsorship of the conference and the unanimous support of the world community, made it easier for the conflicting parties to negotiate a cease fire and disengagement agreement without loss of face, and to agree to UN peacekeeping and conflict-control mechanisms. The Camp David negotiations between Egypt and Israel, presided over by the United States, were another example on a more limited scale.

A FRAMEWORK IS NOW DESPERATELY required to encompass the remaining elements of the problem – the other occupied territories, and the future of the Palestinians and of Jerusalem. If Syria, Jordan, the Palestinian leadership, Lebanon

and Israel are to be drawn into a practical and effective process of negotiation, a wider more comprehensive framework of negotiation will obviously be required.

In theory the obvious core of such a framework would be the Security Council of the United Nations. Indeed this kind of task, the peaceful solution of a dispute which is also a threat to international peace, was precisely what the Security Council was set up to do. Unfortunately the Council's credit is sadly depleted. East-West rivalry and distrust have deprived it of that unanimity of its permanent members which was to have been its main driving force and authority.

In recent years the Council has tended to be divided seriously in most matters related to the Palestine problem. On the other hand its recent unanimity on a resolution designed to bring an end to the Iran-Iraq War may indicate a new dawn of perception among the permanent members that there are some international conflicts which are simply too dangerous for them *not* to cooperate on. The Arab-Israeli problem certainly qualifies for this category. In fact the Security Council embodies most of the prerequisites for a framework to deal with the Arab-Israel question. It has a well-defined mandate, and broad geographical representation. It has recognised rules of procedure and ways of conducting business. It is – or can be – a relatively flexible body – able to set up sub-organs to do particular jobs. It has a permanent staff and high level executive officer, the Secretary General.

For all its frustrations, the Security Council has sometimes managed, in times of crisis, to reach a vital consensus. It has shown a capacity to improvise and innovate – in mediation, conciliation efforts, good offices, fact-finding, observation and peacekeeping. Its permanent members, and those closely associated with them, are protected from runaway majorities by the veto, or unanimity rule. Thus Israel would be protected, as it often has been in the past, by the US veto and, Syria and perhaps others as well by the Soviet veto.

For all its shortcomings and checkered history it is not to be

dismissed as a serious crisis-management mechanism. In fact there is nothing else like it. It is the more regrettable that in the Western world the Security Council has become unfashionable as a vehicle for seeking a Middle East solution, for it has more of the essential prerequisites than any other mechanism.

WHAT ARE THOSE PREREQUISITES?

First, there is the balanced representation of the main powers without whose active and constructive involvement it is unlikely that a peaceful settlement of the Arab-Israeli problem can be evolved. This particularly applies to the US and the USSR. Although in recent years there has been an insistence, in the United States and in some quarters in Israel, that the Soviet Union be excluded from serious dealings about the Middle East problem, its exclusion is not only unrealistic but goes against the lessons of historical experience. When the Soviet Union *has* been actively involved, in 1948 during the establishment of the State of Israel, or in 1967 for Resolution 242, or in 1973 after the October War when the USSR and the US were co-chairmen of the Middle East Peace Conference, the best basis for some constructive work on a settlement existed. Refusal to take account of Soviet views or the legitimate interests of the Soviet Union in the Middle East and as a permanent member of the Security Council, as for example, in the period during and after the 1982 Israeli invasion of Lebanon, have tended to have at best negative, and at worst disastrous, consequences.

All the parties to the Arab-Israeli problem must be represented in a form which is acceptable to them. The problem here, of course, is Palestinian representation and, specifically, the participation of the PLO. It was this which eventually aborted the initially promising 1973 Middle East Peace Conference, and goes to the heart of the negotiating dilemma. In recent years more energy has been expended on this question than on any other part of the Palestine dilemma but a solution remains elusive.

The problem resides not only in the PLO's stated aim to establish in Palestine a secular state for Muslims, Christians and Jews and in the factions of the PLO which stress armed struggle, which some maintain is the PLO's only means of being taken seriously at all. An equally important difficulty is that the recognition of Israel's right to exist – regarded in Israel and in the West as a pre-requisite for the PLO's participation – is also the main negotiating card available to the PLO. Thus, the argument goes, it would be foolish for the PLO to play this card *before* negotiations start. On the other hand the PLO will not be admitted to the negotiating table before it plays it.

It will take an extraordinary degree of consensus, persuasion and cooperative effort in the outside world to break this vicious circle. Here again the Security Council might provide the essential framework. The Council is, incidentally, the only forum in the world where Israel and the PLO from time to time sit at the same table.

The negotiating framework must take account of both the Arab states' determination to negotiate the problem as a whole and Israel's insistence on separate negotiations with the states involved. The United Nations, an organization of independent sovereign states, is especially designed to be acutely sensitive to the preeminence of national sovereignty. Indeed, this is one of the grounds on which it is most often criticized in public debate. Any fear that the Council could engage in undesirable coercion on the Arab-Israeli problem is belied by its entire historical record. On the other hand, the Security Council has a great potential capacity for persuasion, conciliation and face-saving. It has provided an acceptable pretext for cease fires, withdrawals and changes of policy on numerous occasions in the past, not only in the Middle East, but on the Indian subcontinent, Africa and elsewhere. If the Council approaches problems in a spirit of unanimity it can help conflicting parties to be reasonable without appearing to be weak.

BECAUSE THE STAKES ON THE table in the Middle East negotiations are so high – security and survival for the states involved – there should be international assurance behind any arrangements that may be agreed. Collective guarantees of security were one of the main objectives of the Charter system. In the Middle East, bilateral guarantees, even if powerful governments were prepared to give them, would be far less satisfactory and could even pose a hazard to international peace.

It would certainly be an extraordinary step for the five permanent members to guarantee a Middle East settlement, but is such a development totally inconceivable? A Middle East negotiation framework *outside* the UN, will have to overcome most of the same difficulties that arise *inside* the UN. It would be easier to try to use the UN Security Council as it was originally intended to be used. Is it idle to ask whether, on an international question of such importance, the great powers might, after forty years, be prepared to consider such a revolutionary step? □

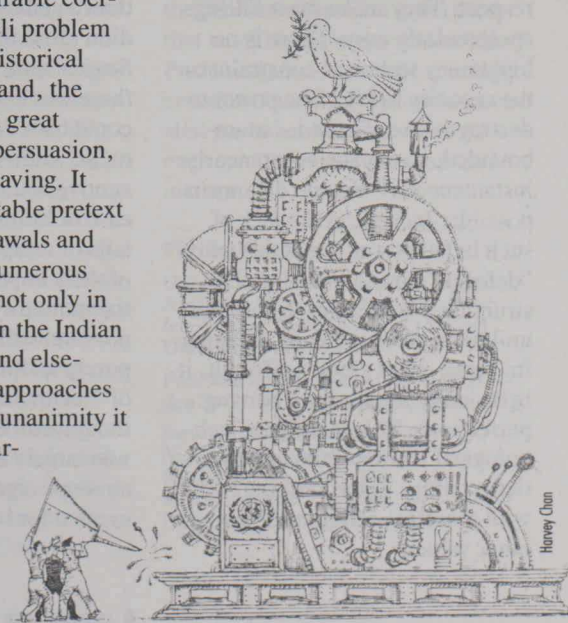
Further Reading

Inis Claude. *Swords Into Ploughshares*, Fourth Edition, New York: Random House, 1971.

John Holmes. *No Other Way: Canada and International Security Institutions*, Toronto: University of Toronto Press/Centre for International Studies, 1986.

Eduardo Jimenez de Arechaga. *Voting and the Handling of Disputes in the Security Council*, New York: Carnegie Endowment for International Peace, 1978.

Davidson Nicol. *Paths to Peace: The UN Security Council and Its Presidency*, New York: Pergamon Press, 1981.



MORAL VIRTUE AND NUCLEAR STRATEGY

The American disposition to moralize nuclear politics at the expense of realistic analysis has undermined the security of the West.

BY ROBERT W. MALCOLMSON

AT THE HEIGHT OF THE Cold War, in the early 1950s, the distinguished political scientist and exponent of "realism," Hans Morgenthau, pointed to a crucial dimension of US foreign policy. He said of his government: "We have acted on the international scene, as all nations must, in power-political terms; but we have tended to conceive of our actions in non-political, moralistic terms." This has not been simply a matter of treating one's own intentions kindly, an understandable and virtually universal conceit. Rather, it has involved a persistent inclination to *moralize* relations of power at the expense of realistic analysis. This moralizing, however comforting in the short term, has not served the West well.

Weapons of destruction are inherently amoral. They acquire "moral" significance only contextually and as instruments of political purpose. This has always been so. Nuclear weapons are novel in only one fundamental respect: They make mass killing spectacularly easy. There is no longer any technical constraint on the capacity to kill. The power to destroy is so unlimited – so unbounded, so expansive, so nearly instantaneous – that no defence is possible. Indeed, in the face of such lethal power the notion of "defence" has no meaning. Destruction has become so easy that unilateral defence in any meaningful sense is not simply difficult, it is logically impossible (barring perfection). This is the new technological reality of the late twentieth century. It has nothing to do with morality, religion, or any other values.

The West got a head start in the possession of weapons of mass destruction. Air power was a traditional Anglo-American strength and saturation bombing was central to the Western Allies' conduct of the Second World War. The USSR and (for a while) Germany had strength on the ground, but overwhelming air-superiority was enjoyed by the West. The atomic bomb reinforced this American commitment to a security policy premised on the pre-eminence of air power. Given the mailed fist of postwar Stalinism, the policy of containment primarily through air-atomic supremacy seemed to most citizens in the United States and the rest of the West to be warranted, convenient (it was relatively cheap), coherent, and in the light of Stalin's tyranny, at least adequately moral.

Serious problems only arose when, as scientists and a few others had predicted in 1945, the capacity for massive destruction spread quickly from West to East. Air-atomic supremacy lasted for less than a generation. The Americans didn't lose this supremacy; the Soviets took it from them, and there was nothing that Washington could have done about this development, aside from launching a preventive war. The newly-discovered ease of killing meant that the details of weapons systems lost much of their importance, for the essential mutuality of vulnerability was not (and still is not) amenable to purely technical change. The goal of "technological superiority," though still espoused rhetorically, was largely drained of political-strategic significance. The USSR created for itself essentially the

same destructive capacities as the United States had. On this level it became an equal. But in most other respects, in American eyes, it remained unequal and inferior, especially in terms of its intentions and "morality."

HERE, THEN, WAS THE SOURCE OF much befuddlement. The Soviet Union had once been seen as inferior in both intentions and capabilities. This congruence served to simplify policy-formation. But how should Washington deal with a rival great power that had overcome the latter liability but was still perceived by many Americans as being beyond the moral pale?

In response to the emerging reality of Soviet nuclear might there was a kind of bifurcation in American thinking. One tradition took shape that accepted Soviet nuclear capability as a fact of life. This capability was seen as a given that could be neither wished away, nor defeated, nor in any meaningful sense overcome; it could only be offset. Whatever America's views of the men in the Kremlin and their domestic agenda, it was argued, the state they ruled possessed the power to command political respect abroad. Moral preferences were, for the most part, irrelevant to one's understanding of this relationship of power between mighty states. The point was to manage the relationship prudently and to prevent it from degenerating into the sort of cataclysmic war that now loomed large as an ever-present possibility. The nuclear threat (known as "our deterrent"), according to this view, was inescapable but insufficient; this weaponry would have to be supplemented by arms control, agreements for mutual restraint,

and other strategies of collaboration for survival. Moreover, there were signs, it was said, that Moscow had come to similar conclusions and was shedding crude Stalinism in favour of policies of peaceful (though still competitive) coexistence.

The other dominant outlook rejected or at least depreciated these conclusions. In most respects it was a continuation of the Cold War thinking that had flourished during the early 1950s and which embraced a deeply Manichaean view of the world. The starting point for these thinkers and their followers was not power but morality. Their political arguments were normally framed primarily in terms of values, and "freedom" was the value most often mentioned. Values – or at least certain values – were and are at the centre of world politics, not material interests or self-centred ambitions or embodiments of physical power. The world, according to this view, is the arena for a kind of moral struggle, a contest between incompatible value-systems. Nuclear weapons are seen to derive their political meaning, not so much from their intrinsic lethality, but rather from the presumed moral purposes of their possessors.

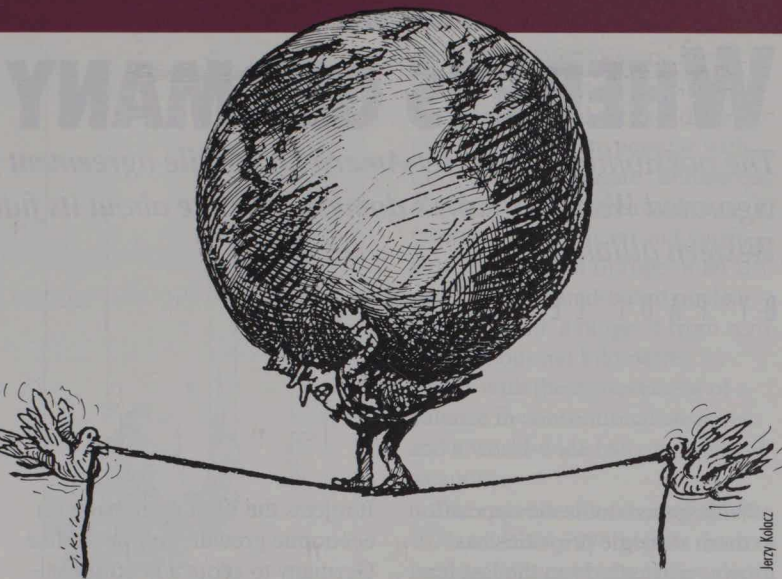
THIS MORALIZED CONCEPTION OF nuclear weaponry was enunciated before World War II had even ended. On 9 August 1945 President Truman, in a radio address, said to his countrymen: "We must constitute ourselves trustees of this new force – to prevent its misuse, and to turn it into the channels of service to mankind. It is an awful responsibility which has come to us. We thank God that it

has come to us, instead of to our enemies; and we pray that He may guide us to use it in His ways and for His purposes." Such extraordinary power was, in some sense, frightening, but at least it was in good hands. As Truman put it in his Navy Day speech of 27 October 1945 "In our possession of this weapon, as in our possession of other new weapons, there is no threat to any nation . . . (Our) possession . . . of this new power of destruction we regard as a sacred trust. Because of our love of peace, the thoughtful people of the world know that trust will not be violated, that it will be faithfully executed."

These were early assertions of themes and presumptions that have become commonplace in American thinking about nuclear weapons. There is the notion that the United States has both the right and the duty to act in the interest of *all* mankind. American state power, unlike the power of other states, should not be distrusted. Since US intentions are benign, its military capabilities pose no problems – except for "aggressors." Only "evil" powers have any grounds for fearing American strength. Nuclear weapons, according to this view, are unobjectionable when held by a strictly defensive power, such as the United States.

It is even claimed sometimes that the non-threatening nature of the American arsenal is acknowledged by adversaries. Eugene Rostow, a former Director of the US Arms Control and Disarmament Agency, wrote in 1984: "The Soviet government has long understood that it does not face the risk of armed attack." "We can be sure," asserted the authors of *A Forward Strategy for America*, a strategic text published by the Foreign Policy Research Institute in 1961, "that Soviet strategists understand full well that the US overseas base structure is a defensive-retaliatory instrument and not an offensive-preemptive one. They can properly estimate our strategic intentions."* (Preemption, in fact,

*Robert Strausz-Hupé, William R. Kintmen, Stefan T. Possony, *A Forward Strategy for America*, New York: Harper, 1961.



as David Alan Rosenberg and others have shown, was a crucial component of US strategy.) The essential notion in such thinking was that foreigners ought to understand America in the same way that America understands itself. As former President Richard Nixon remarked in 1984, "I know the Russians. We don't have to convince them that we are for peace. They know that." He concluded from these propositions (as have many others) that American military superiority was in the interest of world peace.

THIS PERVERSIVE MORALIZING OF superpower relations has had several consequences. First, it has discouraged a realistic and judicious examination of both Soviet intentions and likely Soviet responses to US initiatives. The other side of the coin of presumed American righteousness is the image of an incorrigibly aggressive and sinister USSR. One stark image demands the other. Conceptual opposites have fed on each other. The result is a profusion of worst-case assumptions about the Soviets and an indifference to studying actual Soviet policy and objectives. If one already knows what drives Moscow (e.g., the quest for world domination), there is no need for laborious enquiries into the complexities of Soviet politics. Moreover, these moral presumptions lead to recurrent misanticipations of Soviet responses to American "defensive" nuclear buildups. There has been a tendency, rooted in moral presumption, to treat Soviet culture with contempt and to depreciate or

be indifferent to what it can or is likely to accomplish. Moscow, however, has not only declined to be tamed or morally cowed; it has always matched Washington's upping of the nuclear ante, thereby undermining further Western security.

Second, moralizing has militated against diplomacy. It has deflected attention from the possibility of collaboration based on mutual interests (such as the prevention and management of regional crises) by its stress on the alleged incompatibility of fundamental values. It has made it difficult to reach any accord that fails to enshrine American predominance: After all, can one really expect a moral superior to be content with parity? And the consequence of such moralizing has been a number of missed opportunities – opportunities that have arisen to reduce tensions and restrain the military rivalry. One of the major missed opportunities occurred in the later 1950s, when a reformist and de-Stalinizing Nikita Khrushchev was in charge in Moscow and making a variety of promising overtures. Moralism inhibited the sort of positive US responses which, in the long run, would almost certainly have enhanced American security.

Finally, presumptions of moral superiority encourage a confusion of ends and means. If one's purposes are inherently good (e.g., the defence and extension of "freedom"), the military means chosen to achieve these ends will likely be considered more legitimate than the same means in the hands of other states. Only the

adversary's nuclear arsenal is truly threatening, for on "our side" the honourable ends justify the lethal means. There is a deep reluctance in America to view the superpower relationship in terms of self-interest and the reciprocity of threats and counter-threats – that is, in classically power-political terms. Moreover, this disposition to moralize politics has led to ironic results. For while the United States prides itself on its "reverence for life" and high estimation of human rights, it is Washington and most of its allied capitals that have highlighted the utility of nuclear threats and championed the political value of technologies of mass destruction. The civilized West has been in the forefront in promoting remarkably uncivilized means of waging war.

IN THE SAME SPEECH IN WHICH HE spoke of the atomic bomb as a "sacred trust," President Truman also offered an admonition. "For our own part," he said, "we must seek to understand the special problems of other nations. We must seek to understand their own legitimate urge toward security as they see it." This was an observation that was both politically wise and a precondition for effective American diplomacy. Unfortunately, it was a seed that fell on hostile soil. Ideological righteousness and chauvinist dogmas continued to flourish, and they were not confined to Bolsheviks. In their American populist expressions, reinforced by a pronounced technological hubris, we find some of the roots of a frenzied arms race that is still largely out of control. Pride may, in a sense, be a healthy emotion; but undisciplined nationalist pride has been a persistent enemy of the American national interest. □

Further Reading

- Gordon Craig and Alexander George. *Force and Statecraft: Diplomatic Problems of Our Time*, New York: Oxford University Press, 1983.
- Fred Kaplan. *The Wizards of Armageddon*, New York: Simon & Schuster, 1983.
- Steven E. Miller, editor. *Strategy and Nuclear Deterrence*, essays by Bernard Brodie, Robert Jervis, David Alan Rosenberg et al, Princeton, New Jersey: Princeton University Press, 1984.

WHERE IS GERMANY GOING?

The possibility of a Soviet-American missile agreement has reinvigorated West Germany's domestic debate about its future within the Western alliance.

BY PAUL LÉTOURNEAU

THE ONGOING SECURITY debate in West Germany has been given an added dimension with Mikhail Gorbachev's proposals on arms control and the US reaction to them. Germany is concerned that Washington and Moscow might go over its head to settle the problem of European security. The Germans clearly think they must act decisively to avert this scenario, but how? Should they withdraw into the nationalistic neutral stance which seems to be gaining support? Where is Germany going?

SINCE ITS CREATION IN 1949 THE German Federal Republic has chosen to align itself with the West. Situated where East meets West and lacking nuclear weapons, West Germany is unable to defend its territory and freedom without the help of its NATO allies. Until now Bonn has been a strong supporter of strategic unity and allied solidarity. Although it has opted for closer ties with France in order to balance American ascendancy, it is well aware that French nuclear protection cannot replace the US nuclear umbrella.

Since 1969, successive West German governments have attempted to reduce tensions in central Europe, encourage East-West détente, develop links between the two Germanies, and promote arms control. Moreover within NATO, of which Germany has been a member since 1955, they have attached importance to strengthening the deterrent and sharing the nuclear risk with their allies by ensuring that nuclear weapons are not deployed exclusively on German territory.

Widespread domestic opposition to these strategic priorities has grown, particularly in the last few years. Germans are particularly conscious – more than North Americans or other Europeans – of the dangers inherent in nuclear war. They have on their territory, in the armies of half a dozen allied countries, a military force whose size is unprecedented for a democracy in peace time. To this impressive military presence can be added approximately 4,600 nuclear warheads, all under foreign control, sixty percent of which have a range of less than thirty kilometres. West Germans are aware that this is the greatest concentration of military force anywhere in the world and that they are potential targets for an imposing array of Soviet nuclear and conventional weapons across the river Elbe and just inside the Czechoslovak frontier.

The NATO doctrine of “flexible response” also gives West Germans cause for alarm, since it threatens the early use of nuclear weapons in the event of hostilities. In a war with the USSR, NATO may be forced to destroy Germany in order to defend itself against Soviet forces. This fear of nuclear weapons strengthens the pacifist movement and provides ammunition for other political parties.

BETWEEN 1983 AND 1987 THE GREEN party – which includes pacifists and ecologists from across the political spectrum – increased its share of the vote in Federal elections from 5.6 to 8.3 percent. The Greens' platform calls for Germany's withdrawal from NATO, the rejection of nuclear deterrence, the renunciation of nuclear arms, and the withdrawal of US forces.

It rejects the West's emphasis on economic growth, and would like Germany to adopt a neutral position while actively exploring the possibility of reconciliation between the two Germanies. The Greens are the most open supporters of nationalistic neutralism; a typical supporter is young, urban, well-educated and dissatisfied with the indecision of the social-democratic party, the SPD.

Since returning to opposition in the fall of 1982, the SPD quickly disassociated itself from the positions held by its most recent representative in the Chancellor's office, Helmut Schmidt. In August 1986, the SPD put forward a defence policy which included the withdrawal of Pershing II and cruise missiles from Germany, revoking agreements with the United States over SDI, a cut-back in defence expenditure, and a long-term restructuring of the *Bundeswehr* (armed forces) aimed at creating a purely defensive force. The SPD has also adopted what its opponents characterize as a “parallel” foreign policy – a unique procedure for a Western democratic party. It has concluded several draft treaties with communist parties of Eastern Europe, (thus effectively with the governments of these countries), which envisage the creation of nuclear and chemical weapon-free zones in both Germanies and beyond. The SPD has thus committed itself in advance to concrete measures to reduce the nuclear threat. These agreements are not binding; if the SPD were to come to power it would have to discuss these matters with its partners in a coalition government.

The leader of the SPD, Willy Brandt, retired in 1987 and was replaced by a moderate, Hans-

Jochen Vogel. At the same time, however, the minister-president of the Saar, Oskar Lafontaine, was elected by a large majority to the party's three-man directorate. Lafontaine has spoken openly of West Germany's gradual withdrawal from NATO and of the need for Germany to act as a bridge between East and West. The left wing, which holds nationalist neutralist ideas very close to these, is increasingly influential in the SPD.

When the Liberal-Conservative coalition (FDP and CDU-CSU) came to power in the autumn of 1982, it identified two new priorities in defence and foreign policy; to persuade the *Bundestag* (Parliament) to confirm the deployment of the euromissiles unless the Soviet Union accepted the so-called zero option; and to re-establish good relations with Washington. By accepting the euromissiles it brought to an end a debate of unprecedented intensity. The second objective was more difficult; the government wanted to appear conciliatory in its dealings with the Reagan Administration. Thus while the government found it very difficult to be openly critical of the Strategic Defence Initiative (SDI), they were afraid that SDI would compromise various elements of the strategic balance, particularly strategic parity, deterrence, the 1972 Anti-Ballistic Missile Treaty (ABM) and the arms control negotiations. Bonn would have preferred to imitate the Canadian model, and allow German industry to pursue contracts with the Pentagon as it saw fit without the direct involvement of the government.

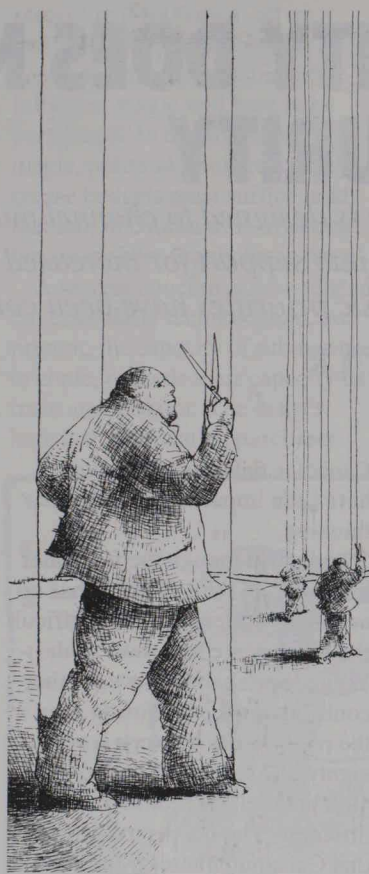
This dilemma was finally resolved in the spring of 1985 when

Chancellor Kohl's government expressed its support for SDI. Then a further difficulty arose. Soviet proposals to dismantle medium- and short-range missiles in Europe were accepted in principle by the Americans, and after some hesitation, by the British and French as well. After a great deal of wavering and an open split within the coalition government, the Federal Republic followed suit, but this only intensified the debate.

For the Foreign Minister Hans-Dietrich Genscher, a member of the Liberal party (FDP), the Federal Republic could not decline this opportunity to take a step towards arms reduction, a move consistent with longstanding German foreign policy. The Soviet proposals had the additional merit of meeting the demands which Bonn had consistently put forward since the end of the 1970s. Genscher also emphasized that Germany could not isolate itself or oppose the desire of the two superpowers to change the military configuration of Europe.

On the other hand, the Minister of Defence and Christian Democrat, Manfred Wörner, argued against the American proposals. His arguments and those of the right wing of the CDU may be summarized as follows: France and Britain can afford to favour the double-zero option because they can provide for their own security. The Americans have a natural interest in the withdrawal of all medium- and long-range weapons which can penetrate the Soviet Union and risk embroiling them in uncontrollable nuclear escalation. With the double-zero option the only missiles left would have a range of less than five hundred kilometres. In other words, the Soviet short-range missiles remaining could be used only against West Germany. One of the CDU deputies in the *Bundestag*, Volker Ruhe, expressed it this way: "The more feeble the range of the missiles, the greater their affect on Germany."

To Christian Democrats this situation seems all the more unacceptable because the double-zero option will see the dismantling of only three percent of the super-



Wojtek Gorczynski

power nuclear weapons in Western Europe. The great majority of nuclear weapons are short-range tactical weapons intended for use on German soil. Not only do the superpowers retain some 50,000 nuclear warheads in their arsenals, but by eliminating the medium and short-range weapons they are simply getting rid of the systems which burden their strategy with incalculable risks. Double zero makes it easier to control any future conflict and confine it to the European territories which the superpowers "protect." In strategic terms this form of nuclear disarmament leads to fears that the US will abandon the strategy of nuclear deterrence it now extends to Europe. Germans who support the double-zero option maintain that these fears are not justified. According to them the US and its allies continue their commitment to Europe by their physical presence and by the vast number of warheads and other weapons they keep there.

THE CDU PAID A HEAVY PRICE IN the regional elections which took place in the Rhine-Palatinate and in Hamburg in May of this year for the government's hesitation con-

cerning the superpowers' arms control proposals. The results forced them to admit that disarmament proposals are popular with the German electorate. In June the *Bundestag* adopted a resolution in favour of a significant and verifiable reduction in Europe of all US and Soviet ground-based nuclear weapons with a range of from zero to one thousand kilometres, together with the achievement of a balance in conventional weapons and a world-wide ban on chemical weapons.

The euromissile crisis of the late 1970s and early 1980s gave rise to increasing support for nationalistic neutralism on the part of the left. A meeting of minds from left and right in support of nationalism could pose serious problems for NATO and for the European Economic Community if it gained momentum.

The leader of the CSU (the Christian Socialist Union – essentially the right-wing of the CDU based in the state of Bavaria) Franz Josef Strauss, has been one of the chief participants in this important political debate. He believes there is no need to be obsessive in reminding the new generation of Germany's responsibility for the last war and the Holocaust. In addition, he keeps his distance from the government's disarmament policy and supports German arms exports to non-NATO countries.

THERE IS A CONVICTION IN Germany, which is quite widespread in the various political parties, that the structure of NATO is out of date. Strauss, like many Germans, believes that US nuclear "decoupling" from Europe is only a matter of time and that the day may come when it will withdraw part of its forces from the Continent. The debate over the double-zero option has increased the distance between Americans and Germans. As the American journalist, Elizabeth Pond, pointed out in the weekly magazine, *Die Zeit* (June 1986) a dangerous myth is arising according to which the West Germans have been abandoned to their fate. Nothing, she says, is being done to nip this notion in the bud.

This feeling of betrayal by its allies leads many West Germans to embrace nationalism. The Greens and certain elements in the SPD are discussing the ways in which Germany can best keep its distance from the East-West rivalry, and leaders of the SPD have begun to revive the expression "Central Europe." In the conservative camp Chancellor Kohl has taken advantage of this nationalist revival; in his speeches he talks of unity and patriotism and of the German identity. In July of this year one often heard in Germany the question: What will happen if Gorbachev decides to offer reunification of the two Germanies in exchange for neutrality (In 1952 Stalin made such a proposition to the three occupying powers – the US, Britain and France)? The conservatives devoutly hope that such a situation does not arise.

Recent polls show that two-thirds of West Germans would like to see reunification, but only eight percent believe that this will come about in less than ten years. They are wary of such an outcome because most of them remain profoundly western in outlook. And the Soviet Union, for its part, has no wish to lose its most dependable ally in Europe, the German Democratic Republic. For the West, the Federal Republic remains the most important ally in Europe and the keystone of the strategic balance between the two blocs. It is important that its allies understand German sensibilities. On the other hand, Germans must not forget that their country's freedom and security depend on remaining part of the West. □

translation by Mary Taylor

Further Reading

Fen Osler Hampson. *A Second Look At No First Use*, Canadian Institute for International Peace and Security, Background Paper #9, November 1986.

Paul Létourneau. "Les Allemagnes et la division Est-Ouest: une ambivalence politique", *Études Internationales*, september 1985.

Harald Mueller and Thomas Risse-Kappen. "Origins of Estrangement: The Peace Movement and the Changed Image of America in West Germany", *International Security*, Vol. 12, No. 1, Summer 1987, pages 52-88.

Gregory F. Treverton. *Making the Alliance Work: The United States and Western Europe*, Ithaca, N.Y.: Cornell University Press, 1985.

SOVEREIGNTY DOES NOT EQUAL SECURITY

Canada's new defence policy is designed to channel public anxiety about territorial sovereignty into support for increased defence spending. In the process, basic priorities have been confused.

BY CHARLES F. DORAN

THE CANADIAN GOVERNMENT'S White Paper on defence is artful and innovative. While not neglecting traditional Canadian concerns such as peacekeeping and arms control, it attempts to channel the anxieties of the Canadian people regarding territorial sovereignty into new support for increased Canadian commitment for defence. It tries to balance the emphasis on North American sovereignty by reinforcing the Canadian presence on the European Central Front. It seeks to use the legal ruckus with the United States over the North West Passage to drum up support for an active submarine defence against the Soviet Union. The White Paper also proves at least one thing about defence behaviour in the Alliance. The more immediate and territory-related the role, the more ready a government is to face its own electorate with plans for a greater defence effort.

Canadians may wonder about how all of this plays in Washington. But the real Canadian concern ought to be how these actions affect the American capacity to extend deterrence to Europe, and whether the Europeans continue to place confidence in this deterrence and therefore in the unity of the Alliance upon which all depend.

SO WHAT IS THE AMERICAN REACTION to the new Canadian proposal? On the one hand, almost any increase in defence spending by wealthy Canada is welcome and greeted with relief. Provided that generally understood principles are observed, the US can accommodate itself at the tactical

level to virtually any defence policy that Ottawa chooses to implement. Although actual US-Canada defence coordination may not correspond to the public image, because the reality of it concerns "security" while the image has to do with "sovereignty," coordination of tasks will follow the new policy quickly.

On the other hand, without asking themselves a subsidiary question, "how much are we ourselves responsible for the Canadian confusion," some Americans ask, "Is Canada confusing security with sovereignty?" Underlying the concept of the undefended border is a notion of mutual respect for the airspace and under-sea space of both polities. But parallel to the notion of mutual respect is a confidence in the common defence against hostile third parties. Although the White Paper skates over this issue with finesse, it is an issue that will not go away. This is the area where sovereignty and security come together and where recent misunderstanding has arisen.

Some Canadians, for example, cling to the idea that Canada has no enemies. Presumably, in that view, the US is the only member of NORAD that has enemies either because of a lack of skill in its diplomacy or because of innate challenge to interests of otherwise benign third parties. This habit of thought is further reinforced by a conscious or unconscious propensity toward a free-rider mentality which assumes that the United States will involuntarily supply strategic security to Canada because in defending itself it must also defend Canada. The other aspect of the free-rider notion is that even a substantial increase in

Canadian defensive effort will have little impact upon Alliance thinking.

Seductive though the free-rider mentality and the "Canada has no enemies" notions are, and difficult though they are to answer as the White Paper gamely reveals, they contribute to the confusion over the relationship between sovereignty and security. South of the 49th parallel, these notions look different. The US perspective is that Canadian interests and political values are pretty much the same as the American and that together they help provide the basis for the Atlantic Alliance. Moreover, if Canada had the leadership responsibilities the US is expected to assume, it too would be the focal point for hostilities. Yet as policy-makers in Ottawa and Washington are aware, Toronto is as much a nuclear target as Chicago.

As far as the free-rider idea goes, the American perspective is that real defence contributions in the collective interest of the Alliance purchase a genuine seat at the table; free-riderism does not. The key is not only to spend defence dollars, but to pick the areas where those dollars will count, namely where the contribution is most indispensable to the Alliance as a whole.

THE ORIGIN OF CONFUSION BETWEEN sovereignty and security is now clear. Each airspace and under-sea space is equivalent to the other in terms of defensive value. One cannot be defended in the absence of a defence of the other. But each *must* be defended, either by indigenous capability or by the capability of the Alliance partner. In the past, Canada has neither wanted to make a propor-

tionate defence effort nor felt that its air-space and under-sea space could be adequately defended alone. If it now wants to assume more of this defensive responsibility, that is fine with the US. But the defence effort ought to be designed to meet the needs of security, not the political imagery of sovereignty. And the defence effort must be high-grade and credible, not shadows on the walls of Plato's cave. Moreover, the question of what kind of effort is foregone, and what impact the foregone effort will have on the thinking of European Alliance partners, is as grave as any other aspect of defence decision-making, since Alliance security begins and ends in Europe. European confidence in turn is shaped by the perceived willingness of both North American partners to retain their trigger forces in Europe on the one hand, and by the capacity of the US to sustain the credibility of extended deterrence on the other.

This brings us to the crux of the European concern, and therefore of the American concern, regarding the North American under-sea space. Here claims to sovereignty and security must not be allowed to clash. Monitoring, identification, and defence functions ought to be carried out in such a way as to reinforce, not impede, extended deterrence – for example the transit of fleets.

Finally, for a maximum political return on investment, defence spending ought to occur where it is most needed. From the Alliance perspective, Canada's partners will therefore ask whether expenditures on a nuclear submarine force are of the sort that will enhance Alliance security overall to

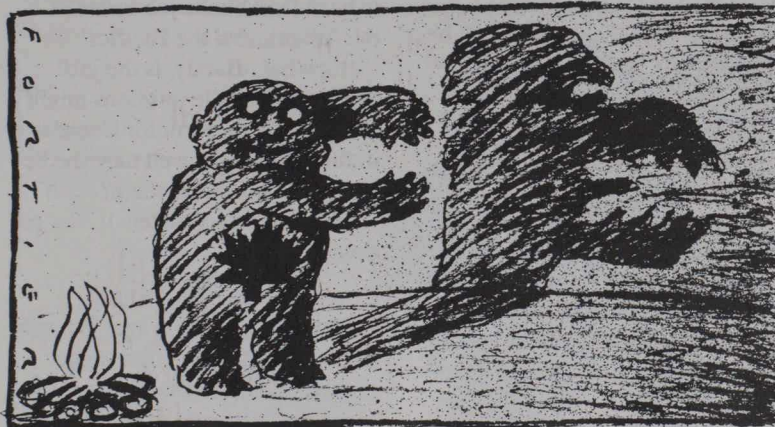
the greatest extent. The European viewpoint may well be that Canada is making choices on the grounds of sovereignty that not only do not contribute much to Alliance security, but fail to maximize continental security, and may indeed at some future date become a deficit if costs force Canada to reduce its presence in Europe, first in Norway, subsequently in Germany.

WHAT IS THE RESPONSE OF ALLIES to the new Canadian defence paper? Whatever the terms that had been worked out in advance to legitimize the transit of the US Coast Guard vessel *Polar Sea* through the Arctic, American officials must now be asking themselves whether they fully understood the domestic political implications in Canada of making this trip. Certainly the voyage gave a boost to the sovereignty debate. However, whereas sovereignty deals with legal rights, security involves the capacity to defend those rights through the use of force if necessary. The problem for Canada is that security begins, as it does for the US on the Elbe, not on the St. Lawrence. Submarines will not make much difference to the determination of Arctic sovereignty. This will ultimately be determined not by unilateral action but by international law as has been true in North America at least since the 1816 Rush-Bagot Agreement between Britain and the US which limited naval forces on the Great Lakes.

One US concern is that Canada is imitating American mistakes. Under the Reagan build-up, the US has committed itself to a substantial increase in hardware while forgetting to some extent about the costs of operation, maintenance and logistics. Purchase of a dozen nuclear submarines is one thing. Maintenance of command and control, logistical support, training, modernization, and upkeep is quite another. Auxiliary costs could bankrupt the Canadian armed forces. If Canada really is going to buy a Class 8 Icebreaker, finance new frigates, update Tribal Class destroyers, provide replacements for lost CF-18s, assume its share of the costs of the North Warning System, properly equip its European forces, increase its

reserve to 90,000 men, all on a budgeted two percent annual increase in defence spending after inflation, magic will have to be performed. In the absence of magic, political leverage to increase budgets must suffice, and that too, in Ottawa as in Washington, is in short supply these days.

A second concern is cost-related but essentially technological. At present, the capacity of submarines to elude, exceeds their capacity to trace and monitor. The danger here is that Canadian purchases



will be made at the lower-end of the technology scale because of cost. With new technology in the area of passive and active sensors, data handling networks, and command and control systems evolving rapidly, there is the risk of early obsolescence. Canada may find itself able to deploy its own nuclear submarines but unable to find or identify Soviet attack submarines.

A third concern involves the mission the subs are supposed to perform. Suppose a Canadian submarine does find and identify a Soviet submarine, what next? Is Canada prepared to use force to deny that submarine access to its territorial waters? If a show-down did occur, which submarine would have the advantage, the heavily-armed Soviet attack submarine or the smaller Canadian defender?

A fourth concern is the suspicion that this may be a deployment without a mission. At present, Soviet submarines for the most part remain near bastions such as the Kola peninsula. They have the capacity to operate under the Arctic ice and they may become more venturesome as they become quieter, thanks to gifts of Western

propeller technology. But the likelihood of getting trapped in underwater ice canyons by American subs, guided by very sophisticated command and control systems on the surface and in space is sufficiently worrisome so that most Soviet subs probably will remain at home. Canadian subs may find very little to hunt for.

A GREAT DANGER IN DEFENCE thought is to contrive for political reasons a defence where there is no threat and to remove a defence

effort – even a marginal one – from a location where the threat is more real. The White Paper proposes to “consolidate” Canadian forces along the Central Front by integrating the CAST (Canadian Air Sea Transportable) Brigade destined for Norway. CAST had problems ever getting across the Atlantic in time to figure in any confrontation. The proposal to consolidate must come as a surprise to those analysts who trumpeted the weaknesses of CAST, with the objective of eliminating them, only to find that instead the commitment itself has been eliminated.

The threat on the Central Front is real enough. But so is the threat on the Northern Flank. How the Alliance meets defence needs in Norway without permanently stationing troops there (which would be anathema to the Norwegian Left and is contrary to longstanding Norwegian government policy) will send echoes through Norway and Denmark as far away as neutral Sweden. Very easily one gets into a debilitating spiral where an Alliance member refuses external assistance because of local political opposition. The country in turn finds out that because of the

lack of sufficient Alliance help a sense of malaise sets into the public mind which abets the neutralist argument even more.

The consolidation of Canadian force deployment is long overdue, and the Mulroney government should be congratulated for taking up the challenge. The anxiety is, however, that consolidation can mean so many things, including the possibility that when tough decisions over budgets must be made, it leads to a net reduction of actual defence effort. We know this is not the intention of the White Paper. But the realities of politics are such that the drive to establish a credible submarine force for continental defence may come at the expense of the commitment to Europe.

For the United States, the pre-occupation is that the new Canadian emphasis on continental defence will be seen in Europe as the first step toward greater North American isolation. Sovereignty and security are not identical. Indeed, the search for the former may lead to decline of the latter. Fragmentation of the Alliance, unwanted but driven by implicit priorities, is the most fundamental American concern. It should also be Canada's. □

Further Reading

R.B. Byers. *Canadian Security and Defence: The Legacy and the Challenges*, London: The International Institute for Strategic Studies, Adelphi Papers no. 213, Winter 1986.

David Cox. *Trends in Continental Defence: A Canadian Perspective*, Ottawa: Canadian Institute for International Peace and Security, Occasional Paper, No. 2, 1986.

Department of National Defence. *Challenge and Commitment: A Defence Policy for Canada*. Ottawa: DND, 1987.

Rear-Admiral (Ret'd) F.W. Crickard. “An Anti Submarine Warfare Capability in the Arctic a National Requirement”, *Canadian Defence Quarterly*, Vol. 16, No. 4, Spring 1987, pp. 24-30.

The Group of 78. *Canada and Common Security: The Assertion of Sanity*, essays by Ignatieff, Johnson, Rosenblum et al, Ottawa: Group of 78, 1987.

Michel Rossignol. *Some Implications of the White Paper on Defence*, Mini-Review No. 7, Research Branch, Library of Parliament, June 1987.

Joel Sokolsky. “The US Navy and Canadian Security: Trends in American Maritime Strategy”, *Peace & Security*, Vol. 2, No. 1, Spring 1987, pp. 10-11.

ASSESSING THE ICE-PACK RATIONALE

Canada should forego its unsound commitment to purchase nuclear submarines and create a maritime version of the Canada-US air defence agreement.

BY JAMES EAYRS

WITHIN HOURS OF *The New Zealand Nuclear Free Zone, Disarmament, and Arms Control Act's* passage through New Zealand's House of Representatives, the House of Commons in Ottawa accepted *Challenge and Commitment: A Defence Policy for Canada* – the first white paper in sixteen years and, as such, a tribute to the negotiating skills of the Minister of National Defence, Perrin Beatty, under whose auspices a rationale has been devised and a consensus formed around it. The coincidence is telling, for the doctrine by which the two documents are underpinned could scarcely be more at odds.

For the government of Canada, nuclear strategic forces are the solution to the central problem of security, "a Soviet nuclear attack on North America." It sees the "survivability of United States strategic nuclear forces" as "the keystone of NATO's assured retaliatory capability." To ensure its survival, Canada is prepared to continue to contribute personnel, weapons, funds, technology and territory. "The structure of mutual deterrence today is effective and stable. The Government believes that it must remain so."

For the government of New Zealand, nuclear strategic forces are the problem, not the solution. Its doctrine is articulated by Prime Minister David Lange:

The nuclear arms race can only be brought to an end by an act of political will. Governments must decide for themselves that they will no longer submit themselves to nuclear escalation but will instead commit themselves to the limitation of nuclear weapons.

New Zealand has made that commitment. New Zealand cannot be defended by nuclear weapons and does not wish to be defended by nuclear weapons. We have disengaged ourselves from any nuclear strategy for the defence of New Zealand.

Viewed, then, from "Godzone," (a Kiwi contraction of 'God's own country') where a majority of New Zealanders (seventy-three percent to be precise) recoil from a small nuclear research reactor – never mind a nuclear warhead – as one of "Einstein's monsters," the White Paper's proposed acquisition of ten to twelve conventionally-armed but nuclear-powered submarines (SSNs) seems unreal, even inane. It is the most bizarre decision in Canadian weapons policy since the premier of British Columbia bought two submarines originally built in Seattle for Chile.

But bizarre is not necessarily inane. In 1915, the premier's submersible navy protected B.C. passengers on coastal ferries from depredation by German raiders. What is the rationale for Canada's submersible navy?

According to *Challenge and Commitment*, Canada needs SSNs because "they are the only proven vehicle, today or for the foreseeable future, capable of sustained operation under the ice . . . The SSN is the only vessel able to exercise surveillance and control in northern Canadian ice-covered waters." Made aware by instant ridicule of the inadequacy of this "ice-pack rationale," the Minister informed the House some days later of an additional desideratum of his Navy planners: "We would like to have nuclear powered submarines

to be able to do the job better in the Atlantic and the Pacific."

But what, exactly, is the job? What conceivable missions might HMCS SSN perform for Canada in future and how well may she be expected to perform them?

Here are half-a-dozen possibilities.

CONTRIBUTING TO GENERAL DETERRENCE. Years ago, Winston Churchill spoke of "that vague menace which capital ships of the highest quality, whose whereabouts are unknown, can impose upon all hostile naval calculations," and the White Paper follows this idea: "Through their mere presence, nuclear-powered submarines can deny an opponent the use of sea areas." It does not say how – short of starting the war they are intended to deter. (In the event of war they could add to convoy capability – except that in the event of war there is likely to be nothing to convoy.) It is hard to see how a few additional boats – at most three in each ocean, three in refit – would make much difference to the Soviet planners' calculation of the overall 'correlation of forces.'

CONTRIBUTING TO IMMEDIATE DETERRENCE. During severe superpower confrontation of the Cuba missile variety, the major Canadian naval base is peculiarly at risk: Halifax, with few inhabitants relative to many major installations of vital use in wartime (dockyards, container ports, refineries, communications facilities, ammunition dumps), is a tempting target of opportunity for Soviet strategists to test a US president's resolve. No number of conventionally-armed SSNs can help to provide what is required

to deter this dire eventuality, namely, a credible threat to retaliate likewise against Murmansk or Vladivostok. For this purpose the Navy would be better advised to acquire some second-hand Polaris ballistic missile submarines from the British as their boats give way to Tridents.

SURVEILLANCE AND CONTROL In the Defence White Paper, these two separable functions are too glibly linked. It looks towards "a credible navy capable of monitoring activity in its three contiguous oceans and of deterring their use by adversaries." But being there may as easily lead to adventurous attempts at entry as to keeping trespassers away. What does a Canadian SSN skipper do when he hears a Soviet missile sub throbbing on his sonar beneath the Arctic ice? Is he to make his ship audible to the enemy, the sonic version of a shot across the bow? What then? Is he to order the enemy to surface? What then, short of risking World War III – or risking the spreading of radioactivity all over the "true North, strong and free," an unimaginable ecological disaster. Someone has yet to think this thing through.

What then to do about the nuclear missile submarine force of each superpower on whose present invulnerability – invulnerable because undetectable – mutual security is held largely to depend? Years ago I tried unavailingly to convince a conference of NATO nabobs that as a policy of deterrence by Mutually Assured Destruction requires an indestructible strategic nuclear force for each side, the prudent and self-interested superpower will strive for a moratorium on anti-submarine warfare research

and development. The thing to do about nuclear-weapons submarines, is, in the words of a Cape Breton fisherman, "Leave 'er lay where Jesus flang 'er."

RECONNAISSANCE. In 1940, HMS *Regulus* slipped submerged into Shibushi Bay to photograph the Japanese combined fleet at anchor in the base. (The negatives, with their valuable clues about gun emplacement and the like, only got as far as Singapore where they were found by the Japanese.) This is risky business – as the crew of the Soviet submarine detected in Swedish waters recently discovered – best left to riskless and efficient satellite photography.

COMMERCE RAIDING. The original role of the submarine was to shut down the enemy's fighting capacity by blocking or sinking his shipping, so reducing sea-borne commerce and supply. Here is a strategy for Mackinder's heartland states – the Warsaw Pact – not for Mahan's (and NATO's) oceanic empire. The vulnerability of a container ship or super-tanker to an SSN (or almost any other type of submarine) is incontestable. But, in the foreseeable future, should our H.M.C.S.SSN go after such a vessel, she will be sinking our side's treasure, not the other's.

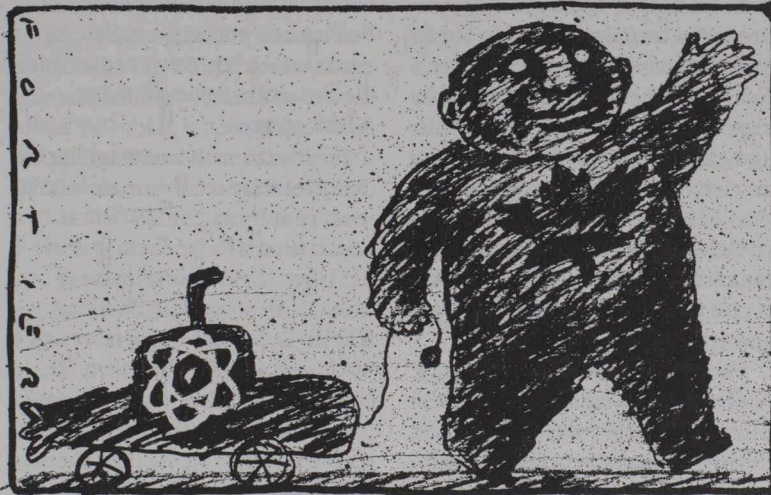
CHIP BARGAINING. The history of acquiring weapons to use as bargaining chips in an arms control negotiation is dispiriting. Time and again neither side cashes in its chips. Rather, it ups the ante and the game goes on.

But Canada's projected SSN fleet, as yet unbought and unbuilt, could become an exception to this rule, for the bargaining partner would be on our side, this time, not the other – Uncle Sam, not Uncle Ivan. Could Uncle Sam be made to call "uncle" in the on-going dispute between Canada and the United States over whether the Arctic waters of the Archipelago are Canadian, as Ottawa insists, or international, as Washington insists?

I believe there is a way. The key to a negotiated settlement is the United States' known distaste for the proposed acquisition by Canada of nuclear-powered submarines. American officials don't like the idea at all. According to the *New*

York Times, American officials said "it was possible that a future Canadian government would use the existence of its own submarine force to challenge the passage of American submarines along the protected routes through the archipelago . . . The officials suggested that the Canadian proposal . . . raised questions about where Canada would get the submarines, how . . . [the Canadian navy] would learn to operate them and whether they would act in concert with the United States."

The point about learning to operate them is well taken: it was hard enough in 1915, when the crews of the British Columbia subs *CCI* and *CC2* spent weeks "of learning to live in the strange new warships, of mastering directions which were in the Spanish language, and of practicing diving, firing and surfacing to pick up torpedoes." (The Canadian crews fared better than the fourteen Japanese of *IJN No.6* that in 1910 had sunk in the mud of Hiroshima Bay in only fifty-two feet of water:



RULES OF ENGAGEMENT

What will our sub captains' orders be if a foreign submarine is detected in waters claimed by Canada?

In testimony to the Commons Standing Committee on National Defence after tabling his White Paper, the Minister of National Defence Perrin Beatty addressed this subject in response to questions from Liberal MP Douglas Frith.

Mr. Beatty: . . . In terms of what instructions will be going to the crews of our submarines, exactly the same instructions as go to the crews of our frigates and of our submarines today. We are not during peacetime going to be firing upon vessels in our waters. What we will do, though, is establish a sovereign presence there. We will indicate that intruders are in Canadian waters, and we will protect our sovereignty. Obviously, the picture would change dramatically in times of war.

Mr. Frith: . . . What the Minister is now saying to the committee, Mr. Chairman, is that in order for us to log, in essence, the presence of other submarines from other sovereign nations, it is going to cost the Canadian taxpayer somewhere in the neighbourhood of between \$5 billion and \$16 billion.

Mr. Beatty: Mr. Chairman, I am not saying that. Far from it. The purpose for purchasing the submarines is to meet our security needs as a country. And the reason for purchasing them is to provide for the defence of Canada.

In so doing, we exercise both our rights and our responsibilities as a sovereign nation. We protect our sovereignty as a people. But the purpose of them is to protect our security in exactly the same way as we have CF-18s, whose function it is to intercept foreign aircraft in the Canadian air defence identification zone, to escort them out of Canada, and in times of war, to be able to defend Canada should we come under attack. It is exactly the same principle; and those people who would argue that we should not protect our seas but should protect our air are, I think, very inconsistent.

her skipper had time to write his final report expressing his "sincere hope that the accident will give you material to study diligently the problems of submarine design . . .")

THE ELEMENTS OF A SOLUTION to what Canadian planners persist in regarding as their Arctic security problem are now in place. The solution is to contrive a maritime version of the Canada-United States air defence agreement of 1958, an AWSA alongside NORAD – AWSA for Arctic Waters Sovereignty Agreement. By its terms, the United States would recognize Canada's claim to sovereignty over the waters of the Arctic Archipelago, in exchange for Canada's granting regulated access to American submarines in those waters – they have unregulated access anyway – and foregoing acquisition of her own SNN fleet.

Such a deal would be trebly advantageous for Canada. It would remove an intractable and dangerous irritant from the bilateral agenda. It would provide a face-saving retreat from an unsound commitment. And it would set an example for other states, such as India, whose military establishments are urging the advantages of nuclear-powered over diesel-powered submarines upon governments that can ill-afford either.

Challenge and Commitment brings to three the number of white papers on defence issued within four months by governments of widely separated but closely like-minded countries whose armed forces have fought together in four wars of this century – all (until recently) allies of the United States, two allied to each other, liberal democracies, founding members of the Commonwealth, in straitened economic circumstances. Compared to its New Zealand and Australian counterparts, the Canadian White Paper is as a Bluejay to a pair of dowdy sparrows. Its format and design are striking. There is a lavish use of coloured maps and photos. It could be used as an effective recruiting manual for the armed forces. Its graphics are spiffy. But its polemics are "iffy." □

LETTER FROM PARIS BY JOCELYN COULON



From mid-April to mid-June, bitter cold, relentless rain and a dull grey twilight weighed heavily on all sectors of French society, including, of course, its institutions.

From the man in the street to the nation's political leaders, from strategists to the captains of industry, all gave vent to their ill humour in a consensus not often seen in France. Business leaders and politicians decided to launch a debate over the decline of France, based on nothing more than rumours. A few enlightened minds wisely ridiculed this new fad, denouncing its partisan nature. Since the turn of the century, however, the decline has been a very fashionable topic in this country, and as in many others, it is trotted out as a political platform when there is nothing left to say.

Strategists and military experts, comfortably ensconced in their policy of independent defence since Charles de Gaulle's arrival in 1958, watched the skies open when the two superpowers recently reached agreement on European security. They had, of course, expected this to some degree, as Moscow and Washington struggled over the past few years to revive the arms control process. And they suspected with good reason that the Americans were tired of spending astronomical sums on the defence of western Europe.

The bad news came last 14 April, when US Secretary of State George Shultz, leaving a meeting with Soviet leader Mikhail Gorbachev, announced to the allies that the two superpowers had agreed to eliminate not only medium-range missiles (Pershing II, cruise and SS-20) but also short-range (500 to 1,000 km) missiles. Washington gave NATO fifteen days to respond. Two months later, on 12 June, in Reykjavik, the same place where Reagan and Gorbachev had made these decisions, the Europeans gave their reluctant approval to the double-zero option.

Oddly enough, the French objected loudest, although there isn't a single US missile on French soil and despite the fact France is protected from any possible Soviet attack by its independent nuclear force. The West Germans could be expected to oppose the Soviet-US agreement, because it would make no cuts in very short-range (less than 500 km) missiles, which could strike only West Germany in the event of war. Yet only the French accused the Americans of betrayal and abandonment.

The French Minister of Defence, André Giraud, spoke of a "nuclear Munich," while some members of the press warned of a resurgence of defeatism and neutralism rem-

Germany and the Benelux countries would shift to a neutralist policy incompatible with western interests.

Second is the belief that the creation of nuclear "sanctuaries" on the territories of the superpowers and their programmes to build anti-missile defences would strike a deadly blow to the French deterrent force. What good would be France's nuclear missiles, acquired at such great expense, once the Soviets had completed an ABM system?

Finally, French leaders think the denuclearization of Europe would lead, in subsequent US-Soviet negotiations, to the inclusion of the French and British nuclear arsenals in possible reductions. France is fiercely opposed to any meddling with its nuclear strike force and suggests that the superpowers make significant cuts in their own strategic nuclear forces before attempting to lecture the

... France is without a well-organized pacifist movement. It was almost untouched by anti-nuclear opposition in what for the rest of Europe was the debate of the decade...

iniscent of the 1930s. One of France's best known strategists, Pierre Lellouche, even argued that "the two superpowers had achieved mutual security at the expense of the Europeans," paving the way for dismemberment of the NATO alliance and the imminent withdrawal of American troops.

This general outcry against what the French termed the "suspicious dialogue between the United States and the Soviet Union," is dictated by three factors. First, Paris does not believe the elimination of nuclear arms in Europe would strengthen the continent's security. Quite the contrary: without the American guarantee, the Soviet Union would be in a position to exert enormous political and military pressure that might lead to war in Europe. Denmark, West

other nuclear powers. This proposal is so comprehensive it will never see the light of day, as the French know full well.

France's inflexible stand on the nuclear question arises from the unusual consensus among political leaders and the general public on defence issues. The major strategic principles developed by General de Gaulle in the 1960s survived socialist government rule from 1981 to 1986. De Gaulle succeeded in rallying to his cause part of the political right-wing and the general public when he decided to make France a nuclear power and withdraw from NATO. While supporting the latter measure, the left at first denounced the "bombinette," but changed its mind a few years later. Amazingly, the Communist Party supported the policy of nuclear deterrence in 1977 when

creating the "common front" with the socialists, thus cementing national unity on the strike force. In recent months, however, Communist Party leaders have had a change of heart and now don't know what they want.

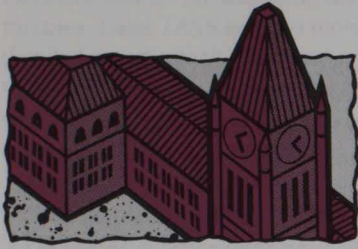
Few countries can boast such a solid, stable consensus on military issues. Unlike the United States, Great Britain, West Germany and Japan, France is without a well-organized pacifist movement. It was almost untouched by anti-nuclear opposition in what for the rest of Europe was the debate of the decade. None of the major political parties currently advocates "labourist" unilateral disarmament or neutralist ideas like those of the West German social democrats.

This unusual position on the international chess-board has placed France in the enviable position of a world power on which NATO and especially the United States, can rely in times of crisis. The Americans were particularly grateful for Paris' intervention with Bonn during the euromissile crisis in 1983. President Mitterrand, with the solid backing of the public and other politicians, urged the Germans to accept deployment of missiles on German soil, repeating the slogan, "The pacifists are in the West, the missiles in the East."

France has its moods and quirks of character; some of which can prove quite bothersome. But the country is well aware of its pivotal place on the European map, as a solid ally of the US in the most difficult moments, with broad domestic support for its defence policy. France no longer seriously questions its own destiny, but instead that of Europe as a whole. It patiently seeks ways to preserve the continent's security, which has become an increasingly heavy burden on the United States. □

Jocelyn Coulon is foreign affairs editor for Le Devoir and French review page editor of Peace&Security.

REPORT FROM THE HILL



Defence Issues and Press Comment

■ With the tabling in the House of Commons of the government's Defence White Paper, *Challenge and Commitment* on 5 June and the release of the New Democratic Party's response, "Canadian Sovereignty, Security and Defence" at the beginning of August, the media has been remarkably busy this summer covering defence issues. A sampling of newspaper comment shows some of the themes that ran through press reaction to evolving defence issues.

It was the submarines that attracted the most press attention. Montreal's *La Presse* of 10 June queried whether Canadian liberties were really at risk in the Arctic. Canada, it declared, should pressure the superpowers to find a way of guaranteeing these waters "a peaceful future." The *Toronto Star's* response was favourable, describing the document as "thoughtful but cautious" (6 June), though twitting the government on the lack of specifics on spending.

Both the *Montreal Gazette* (11 June) and the *Ottawa Citizen* (6 June) were largely favourable, the latter taking a slightly more critical line over the amount of notice paid to arms control in the White Paper: "the government should take great care that its military programs jibe with its arms control views." In its editorial following the White Paper's release, the *Globe and Mail* of 6 June worried about the imbalance the nuclear-powered submarines would create in the navy. The *Halifax Chronicle-Herald* of 6 June praised the new policy. Its editorial's only negative note was that the White Paper had said nothing about the "commitment and sacrifice this country got dur-

ing the lean years" from the members of the armed forces who worked and planned and trained in the "frustrated hope that one day a government would wake up."

Most newspapers supported the decision to drop the CAST brigade (Canadian air-sea transportable) commitment to north Norway in favour of consolidating our NATO forces in Germany. An exception was *Le Devoir* which, in a signed editorial entitled "Mission Impossible?" doubted whether we could defend our own north if the defence of Norway proved too difficult. It called the White Paper a long confession of weakness and incapacity to defend our frontiers. Another exception was the *Winnipeg Free Press* which said that the decision to end the CAST commitment to Norway was a "backing away from NATO." Its editorial of 9 June went on to say that "there is no indication that Canada intends to discover whether it has any greater capability to send troops to Germany" than it does to send them to Norway.

While most commentators agreed that Perrin Beatty, the Minister of National Defence, had done well in political terms, Jonathan Manthorpe of Southam News described in the *Ottawa Citizen* of 6 June the process of writing the White Paper as a major political and bureaucratic victory by Beatty over External Affairs Minister Joe Clark. Some columnists zeroed in on what they perceived as weaknesses in the policy itself. *Ottawa Citizen* columnist Marjorie Nichols observed on 9 June that the spending estimates provided by National Defence would fall short of the levels of the Trudeau years "as a percentage of budgetary spending, gross national product or annual after-inflation increments." Jocelyn Coulon suggested in *Le Devoir* (10 June) that the disengagement from Norway pointed to an eventual total withdrawal of Canadian forces from Europe. Europeans would realize

that, faced with mounting costs for home defence, Canada might well opt a few years from now to sever its commitment to the Central Front altogether.

The amount of media attention to the NDP's statement on defence policy reflected the rise in party fortunes (if polls and by-elections were any indication). However, judging by the overall tone of media response to the statement, historian Desmond Morton's prediction in a 20 July commentary for the *Toronto Star* - "Watch for the media to turn on the NDP" - appeared to be borne out by events.

Accusing it variously of "defeatism" (*Regina Leader-Post* 4 August), "neutrality" (*Toronto Star* 2 August), "naivete" (*Le Devoir* 4 August) and of being "Canada-centric at best, illusory and isolationist at worst" (*Globe and Mail* 3 August), a number of commentators nevertheless pointed to the NDP defence critic Derek Blackburn's commitment to military preparedness (the paper was issued under his name). Others speculated on the tension between him and the party's disarmament wing.

(See *Defence Notes* page 16 for an outline of the New Democratic Party statement.)

Central American Peacekeeping Advice

■ Following the announcement on 7 August of a peace plan signed by Guatemala, Nicaragua, El Salvador, Costa Rica and Honduras, External Affairs Minister Joe Clark sent two officials to convey to the foreign ministers of the five countries Canada's support for their plan and to reiterate our willingness to give technical advice on peacekeeping mechanisms, including verification and control.

Such advice would likely be given to an international verification commission that was created at a meeting in Caracas on 22-23 August consisting of the foreign ministers of thirteen states (the five Central American nations plus the *Contadora* group of

Mexico, Venezuela, Colombia and Panama and its support group of Argentina, Brazil, Peru and Uruguay) as well as representatives of the United Nations and the Organization of American States.

Senate Defence Committee

■ The Senate Special Committee on National Defence is continuing its tradition of in-depth studies of Canada's military capabilities. Currently, the Committee is pursuing a study of Canada's land forces with an October trip planned to view Canadian troops at first hand in Cyprus and Germany as well as hearings in the fall with DND officials and outside witnesses.

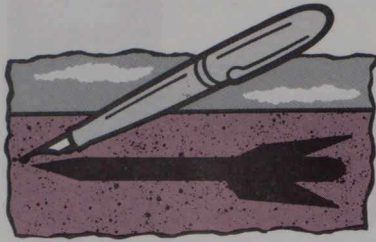
Southern Africa Trip

■ External Affairs Minister Joe Clark spent five days in mid-August visiting Ivory Coast, Zambia, Mozambique, and South Africa in preparation for the francophone and Commonwealth summits of heads of state in Canada in September (Quebec City) and October (Vancouver) respectively. Apartheid is expected to figure prominently on the agendas of both conferences. Mr. Clark met with the heads of state of each country but South Africa where he conferred with his counterpart, Foreign Minister Roelof (Pik) Botha. He also met officials of the African National Congress (ANC), at its headquarters-in-exile in Lusaka, Zambia and with leaders of the major legal anti-apartheid organization in South Africa, the United Democratic Front. It was the first official Canadian ministerial visit to Mozambique since it became independent from Portugal in 1975.

In a follow-up to Mr. Clark's trip, the President of the ANC, Oliver Tambo arrived in Canada on 26 August for meetings with Mr. Clark, Prime Minister Brian Mulroney and other political leaders. □

- GREGORY WIRICK

ARMS CONTROL DIGEST



Nuclear and Space Arms Talks

■ On 29 July the Soviet Union presented a detailed written proposal on the testing of missile defences in space. The proposal repeated a continuing Soviet preference for both sides to pledge adherence to the ABM Treaty for ten years. Soviet negotiator Aleksei Obukhov stated that research on strategic defences would be confined to laboratories and institutions "both indoors and out of doors." Most importantly the proposal called for negotiations between the two sides to determine what objects should be banned from space and presented a proposed list of those objects. This is the first time the Soviets have formally detailed the types of objects it would like to prohibit. Some observers think the proposal implies that some limited form of testing in space might be acceptable to the Soviets.

US negotiators expressed disappointment at the Soviet proposal saying that there had been no change in the Soviet position. President Reagan has ruled out any negotiation on the interpretation of the ABM Treaty and what might be allowed in space.

Two days later, on 31 July, the Soviets presented a draft treaty on reductions in strategic nuclear arms. Reductions in strategic weapons remain linked to limitations on activities in space. A new element included in the draft treaty was a proposal for a limit of 400 on sea-launched cruise missiles (SLCMs) with a range of over 600 kilometres. In June 1986 the Soviets had proposed including SLCMs under the proposed war-

head ceiling of 6,000 but American negotiators have been unwilling to consider limits on SLCMs unless the Soviets can offer proposals for effective verification.

The US and Soviet Union continue to agree on the basic outlines of a fifty percent reduction in strategic arms. Both agree to a ceiling of 1,600 on intercontinental and submarine launched ballistic missiles and bombers and a ceiling of 6,000 on nuclear warheads. Each bomber will also count as one warhead under the 6,000 ceiling in order to take account of the bombs and cruise missiles they carry. The Soviet Union has also agreed to reduce its heavy intercontinental missiles (such as the SS-18) by half.

Intermediate Range Nuclear Forces

■ On 4 June the West German parliament endorsed the decision made by Chancellor Kohl to support what is known as the "double zero" option – the complete elimination of all intermediate range nuclear missiles (INF) and shorter-range INF (SRINF) from Europe. This position was then endorsed by NATO ministers at a meeting in Reykjavik, Iceland on 12 June.

Although this was an important step forward, negotiations seemed to stall while both sides traded allegations of foot-dragging via an exchange of letters between US and Soviet negotiators in the editorial pages of the *New York Times*. Although the US never tabled the proposal formally, American officials stated through public channels their preference for the complete elimination of all INF and SRINF missiles world-wide. This proposal would make verification easier since the existence of even one missile would be a violation.

On 22 July, in an interview with the Indonesian press, Secretary General Gorbachev recognized the US concern on this issue and stated that the Soviet Union would be

willing to eliminate all INF and SRINF world-wide. Four unresolved issues then remained:

The time frame for dismantling of the missiles – the US wanted the Soviets to reduce down to the level of US missiles before they began to dismantle; the Soviets wanted both sides to dismantle on a proportional basis.

Verification – the US was demanding continuous on-site inspection of missile assembly plants.

Conversion or refitting – the US reserved the right to convert the Pershing II missiles into shorter-range Pershings and refit the ground-launched cruise missiles into sea-launched cruise missiles. The Soviets were unwilling to allow this.

The West German Pershing IA missiles – the Soviet Union insisted that the 72 Pershing IA missiles deployed in West Germany should be dismantled under the treaty because their warheads are controlled by the United States. The US maintained that the missiles are third-country missiles and therefore not affected by the treaty.

After the Gorbachev announcement US administration spokesmen stated that the US was willing to compromise on three of the four remaining issues. They began refining their verification demands and adjusting the timing provisions in their draft treaty. Because they were now working an global elimination of INF and SRINF, Pershing II missiles could no longer be converted to shorter-range missiles because the shorter-range missiles were now also banned.

By the end of July the key remaining issue was the question of the West German Pershing IA missiles. As in May, Soviet concessions put pressure on the West German coalition government

which had been divided on the issue. Pressure increased on 28 July when the US agreed that all missiles and launchers covered by the treaty would be destroyed and the Soviets agreed to a visit by Foreign Minister Shevardnadze to Washington in mid-September. In early August there were some hints from the chief Soviet negotiator Obukhov that the Soviets would consider a compromise which would involve formal US assurances that the West German Pershing missiles would not be replaced or modernized when they became obsolete in the early 1990s. However, on 6 August Foreign Minister Shevardnadze made a strong speech to the Conference on Disarmament in Geneva in which he made clear that these missiles were the only remaining obstacle to agreement and suggested there was no room for compromise. If the missiles really are third-country missiles, he suggested, then the West Germans must be in breach of the Non-Proliferation Treaty.

On 26 August the *New York Times* reported that the US had offered a new verification plan to monitor an INF/SRINF accord. The plan would involve fewer intrusive on-site inspections. It also modified an earlier proposal that called for surprise inspections conducted on short notice. These "challenge" inspections would, under this latest proposal, be restricted to facilities which were known to house the medium- and shorter-range missiles. The *Times* cited senior American officials as saying that there were still difficult details to be negotiated on the verification issue.

Meanwhile, Chancellor Kohl announced on 26 August that the Federal Republic would get rid of its Pershing IA missiles on the condition that the United States and the Soviet Union agree, ratify and put into effect, an accord which would dismantle all their

medium- and short-range missiles. The Soviets reacted guardedly, expressing reservations about the "preconditions" that the West Germans had set for scrapping the missiles. Later TASS issued a more detailed report which described Chancellor Kohl's conditions without mentioning whether they were acceptable to the Soviet Union.

The next major event in the rapidly moving INF negotiations is the widely anticipated meeting between Foreign Minister Shevardnadze and Secretary of State Shultz in Washington on 15 to 17 September. As this issue of *Peace&Security* goes to press, there is considerable speculation that the two foreign ministers will agree on the date for a late Autumn summit meeting between Mr. Reagan and Mr. Gorbachev – a summit where, it is presumed, a treaty on short- and medium-range missiles would be signed.

Comprehensive Test Ban

■ Early in June 1987, US administration officials revealed that the chief CTB negotiator for the Soviet Union, Andronik Petrosyants, had agreed in bilateral talks on the issue, that the US could use their on-site cable method (CORRTEX) to measure Soviet nuclear tests. This would be part of a larger agreement on monitoring which would include both sides conducting a test on each others territory. Using CORRTEX during Soviet tests has been a consistent US demand. However, the Soviets stated that they would only allow the US to use CORRTEX if they agreed to begin talks on limiting the size and number of tests. The US position is that they will only begin such talks after additional monitoring has been agreed and the Peaceful Nuclear Explosions Treaty and Threshold Test Ban have been ratified by the US Senate. Talks between the Soviet Union and the US on the question of exchanging nuclear tests continued in mid-July.

On 9 June at the Conference on Disarmament in Geneva, the socialist countries submitted a draft CTB treaty entitled "Basic

Provisions of a Treaty on the General and Complete Prohibition of Nuclear Weapon Tests." The draft treaty called for the creation of an institute of international inspectors along with an international seismic network and mandatory on-site inspection. The Soviet deputy minister of Foreign Affairs stated that although the treaty was for a comprehensive test ban they were willing to take US interests into account and negotiate a one-kiloton threshold and a limited number of tests.

Early Warning

Autumn	ABM Treaty Review Conference, Geneva
December	NATO meeting, Brussels

The agreement between the Soviet Academy of Sciences and the private Washington-based Natural Resources Defense Council (NRDC) on seismic monitoring has been renewed for another fourteen months. The agreement was originally signed in the summer of 1986 and allowed US scientists to set up seismic monitoring stations near the Soviet test site and Soviet scientists to do the same in the US. When the Soviet testing moratorium ended last February the US scientists were told that the seismic monitors would have to be turned off during Soviet tests. The new agreement will allow the scientists to monitor Soviet tests but the seismic stations will have to be moved to locations 600 miles away from the test site (approximately five times farther than their previous location).

On 1 September the *Associated Press* reported that an official of the Soviet Defence Ministry speaking in Washington invited the US to test a nuclear device on Soviet territory. The Soviets would expect in return to be permitted to explode their own weapon at the American test site. Exchange tests are intended to calibrate each side's test monitoring equipment and aid in the verification of a possible test ban treaty. The AP report said that

an official US response to the offer would wait until the Soviet proposal is presented at negotiations in Geneva.

Chemical Weapons

■ In a speech to the Conference on Disarmament on 6 August Soviet Foreign Minister Shevardnadze announced that the Soviet Union was willing to accept the "principle of mandatory challenge inspections without right of refusal." Mr. Shevardnadze also stated that the Soviet Union would invite nations

to inspect a secret Soviet chemical weapons facility at Shikhany. The Shikhany plant is considered to be the largest chemical weapons plant in the world. Western countries at the CD welcomed the invitation as a gesture of goodwill by the Soviets and stated that agreement to mandatory inspections was an important step forward. Negotiators continue to say that a chemical weapons treaty is possible in 1988.

Conventional Arms Reductions

■ Discussions between NATO and the Warsaw Pact on a new mandate for negotiations on conventional arms and forces began in February 1987. On 10 July NATO submitted a proposal for a new forum for negotiating conventional arms reduction to the Conference on Security and Co-operation in Europe (CSCE). Previously, NATO countries had been unable to agree on a proposal. The French wanted all thirty-five nations of the CSCE, including neutral and non-aligned nations, to be included in the talks. The US had disagreed, saying that only members of the NATO and Warsaw Pact alliances should be involved.

A compromise was reached and NATO has proposed a two-tier format. The proposal suggests negotiations between all thirty-five nations on questions of verification, the exchange of military information and the observation of military exercises. Negotiations

on actual reductions of conventional arms and troops would take place between the two alliances. The ongoing discussions between the two alliances on the question of a new forum recessed at the end of July and will resume again in September.

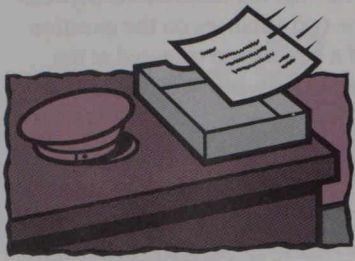
Disarmament and Development Conference

■ Soviet leader Mikhail Gorbachev proposed that the fifteen members of the United Nations Security Council hold a summit meeting to discuss how money saved through disarmament could be spent on economic development. He further proposed that the UN create an international fund to hold savings which could be distributed to developing countries. The suggestion came on 25 August in the form of a message read by Vladimir Petrovsky, a Soviet deputy minister, to the United Nations International Conference on the Relationship between Disarmament and Development. The US State Department rejected the Soviet proposal on the basis that disarmament and Third World development are not related issues. The US did not attend the conference.

Canadian External Affairs Minister, Joe Clark addressed the opening session of the International Conference. While he endorsed the goals of arms reductions and increased aid to developing countries he was also skeptical about the usefulness of the proposed international development fund. Mr. Clark told a press conference (*Canadian Press*, 25 August) before his address to the UN that the new fund "would not mean new funds for development... it would mean new bureaucrats for development." Mr. Clark told the Conference, "We must understand why governments spend on arms, and understand also that there is simply no evidence, no reason to believe, that governments are likely to disarm at the expense of what they consider their security in order to divert funds to development." □

– JANE BOULDEN

DEFENCE NOTES



NDP Defence Policy

■ On 31 July the New Democratic Party presented its response to the Government's White Paper on Defence. The NDP agreed with the White Paper that a "commitment-capability gap" exists and also came out strongly in favour of revitalizing the navy. As expected, however, there were substantial differences on other issues.

While the White Paper placed a great deal of emphasis on Canada's role in Europe, the NDP stated that "Canada can now make a more effective contribution to peace and security outside of NATO." The stationing of Canadian forces there is "no longer militarily significant." Instead Canadian troops should be brought home, upgraded and equipped for air transport so that they can respond "quickly and effectively." The NDP statement does not make clear the circumstances in which this mobile force would be used.

In the view of the NDP Canada should refuse to allow testing of US cruise missiles in Canada, terminate the use of Canadian territory for low-level flying exercises by the air forces of NATO allies, forbid the use of Canadian territory as a base for any element of the US Strategic Defense Initiative (SDI) and decline participation in SDI or the US Air Defense Initiative (ADI).

Although the NDP advocates withdrawing from NORAD they suggest that Canada should negotiate a new agreement with the US that would apparently have the same purpose but under which Canada would assume full responsibility for "the conventional defence of its portion of the northern half of North America." This would involve "controlling" the new North Warning System (it is already

agreed that Canadians will operate the stations, it is not clear whether this means the NDP would have Canada buy the stations from the US, control the information they generate, or both). The North Warning System would then be supplemented by "Canadian-controlled" airborne warning and control aircraft (AWACS) and CF-18s.

According to the NDP, the navy should have a second batch of patrol frigates and a third should be considered. New anti-submarine helicopters should be purchased along with new long-range patrol aircraft and minesweepers. In the Arctic, fixed sensors should be combined with icebreakers and aircraft to provide surveillance. Instead of the nuclear submarines proposed by the Government the NDP statement suggests that twelve state-of-the-art conventionally-powered submarines could provide adequate monitoring of any possible intruder at the Arctic "choke points."

White Paper Implementation Schedule

■ In an interview with David Cox, the Institute's former Director of Research, for an article in the October issue of *Canadian Business Review*, Perrin Beatty, the Minister of National Defence, indicated that a decision on the type of nuclear submarine will be made later this year or early next; a decision on the prime contractor will be made within the following twelve months.

In principle, the CAST (Canadian air-sea transportable) brigade commitment to Norway remains in place until a replacement unit is found. The Minister said that NATO is expecting to receive a recommendation on a replacement for the brigade by the end of this year.

Reduced Service Life for the CF-18s?

■ The service life of Canada's CF-18 fighter aircraft is being questioned according to an article

in 17 August *Aviation Week and Space Technology*. The article reports that data gathered from the testing of one aircraft indicates that there are structural problems with the "aft wing attachment bulkhead." This component acts to counteract stresses borne by the wings during aircraft operation. In the worst-case scenario this problem could reduce the useful life of the aircraft by about one-third or from twenty years to twelve. In addition, the article says that turbine and compressor fan blades in the aircrafts' engines will have to

be replaced as much as twenty percent earlier than expected. The article says senior DND officials have called the tests and resulting estimates "entirely theoretical and premature at best."

A *Canadian Press* report of 18 August cites a senior officer from Air Command in Winnipeg as saying that CF-18 pilots have been instructed to fly the planes with restraint in order to extend the life of the aircraft. These instructions, the report continued, were part of the regular maintenance guidelines and not the result of tests

ALLIANCE NEWS

Ministers Meeting

■ The Ministerial meeting of the North Atlantic Council took place at Reykjavik on the 11-12 June. The statement arising from the meeting noted the possibility of real progress being made in the condition of East-West relations, and in arms control in particular. The Ministers reiterated their wish to see all Soviet and US long-range INF missiles eliminated and supported elimination of short-range INF (500-1000 km) missiles as an integral part of an INF agreement. The communiqué stated that an effectively verifiable INF agreement of this nature would be considered an important element in "a coherent and comprehensive concept of arms control and disarmament." Other elements of a broader arms control agreement would include a fifty percent reduction in the strategic nuclear arsenals of the US and the Soviet Union, global elimination of chemical weapons, and the establishment of "stable and secure levels of conventional forces" in Europe.

Carrington Retires

■ NATO Secretary-General Lord Carrington, has announced he will be stepping down from his post in June 1988. Carrington has held the position since 1984. To date, two candidates have been officially nominated for the position by their respective governments: former Norwegian Prime Minister Kaare Willoch, and West German Defence Minister Manfred Wörner. The *New York Times* reported (2 July) that Belgian Foreign Minister Leo Tindemans has also been suggested as a possible candidate.

The article noted the apparent limitation on choices the Alliance has in choosing Carrington's replacement. Continuing tensions between Greece and Turkey precludes either nation accepting a citizen of the other, and the fact that Britain and the Netherlands have each provided two Secretaries-General in the past makes it difficult for them to nominate another.

New Military Head of NATO Takes Command

■ US Army General John R. Galvin assumed command from General Bernard W. Rogers as NATO's Supreme Allied Commander in Europe (SACEUR) on 26 June. General Rogers held the post for eight years. General Galvin comes to SACEUR from his post as Chief of the US

noted in the *Aviation Week* story. The officer in charge of the programme to acquire CF-18s told *Canadian Press* that doubts raised by *Aviation Week* were, "literally shots in the dark . . . We're not going to cancel the order because of this."

Security Fears and Technology Transfer

Recent improvements in Soviet submarine-building technology have led to renewed American concern about the effect on US and NATO security of technology transfers to the East bloc. This concern was raised by a Pentagon report which describes the Soviet's ability to build improved propellers. These make their submarines significantly quieter and more dif-

ficult to track. The fact that the Soviets are now building such propellers has been attributed by intelligence officials to the sale to the Soviet Union of milling machines built by Japan's Toshiba Machine Co. The *New York Times* reported on 12 June that the US Navy has estimated the cost of overcoming this Soviet advance in submarine technology to be in excess of \$1 billion.

Toshiba made two sales to the Soviets, the first in 1981 and the second in 1984-85. Both violated restrictions of the Coordinating Committee for Export Controls (COCOM) on the sale of such machinery to communist countries. COCOM, which is based in Paris, oversees technology exports by NATO countries and Japan to the

East bloc. Also involved in these shipments was Norway's Kongsberg Vaapenfabrikk (KV) which delivered control systems to Toshiba to be incorporated into the milling machines.

According to the *New York Times* of 30 June, US Defense Secretary Weinberger met with Japanese officials in late June and it was agreed that the US and Japan would upgrade their efforts in anti-submarine warfare in order to overcome the impact of this breach in technology security. The Norwegian and Japanese governments have pledged to tighten their export inspection procedures.

Canada and Star Wars

Reports by CP and the *Ottawa Citizen* (14 July) that Atomic Energy of Canada Ltd. (AECL) received an SDI-related contract in the fall of 1986 raised once again the question of Canadian involvement in SDI research. The US \$200,000 contract from the Los Alamos National Laboratory is for particle beam research, one of the exotic technologies being examined by the American SDI researchers. AECL (a crown corporation) claims the research is not directly related to Star Wars and is similar to research AECL has been carrying out on its own for over twenty years.

Critics of the AECL contract recalled Prime Minister Mulroney's September 1985 decision not to engage in government-to-government research in support of SDI. In an editorial on 17 July, *The Toronto Star* contended that the AECL case points out the need for clear guidelines as to how agencies which operate at arms-length from the government should deal with SDI contracts. The *Ottawa Citizen* of 16 July added that the case also illustrates the quandary of dealing with research which has military and non-military applications.

Defence Research at Canadian Universities

On instructions handed down by the federal Cabinet in the summer of 1986, the Department of National Defence (DND) has stepped up its funding of university-

based research. The *Globe and Mail* of 2 July reported that twenty-eight universities have signed contracts for a total of more than a hundred defence projects in the past two years. The top recipient of DND money has been the University of Toronto. Despite recent increases, DND sponsored work is still a small portion of total university research.

While this research does not appear to be a major issue on Canadian campuses, some students and professors are uneasy with particular DND projects. At McGill University in Montreal, work on fuel-air explosives led to student protest in March. The *Montreal Gazette* of 17 March reported that the Board of Governors of the university responded by reviewing the guidelines covering such defence-related activities.

Changes in Soviet High Command

One result of the 28 May landing of a West German Cessna airplane on Red Square in Moscow was a major shake-up in the Soviet military high command. Two senior officers were replaced - Defence Minister Marshall Sergei Sokolov, and Air Defence Forces Chief Marshall Alexander Koldunov. According to *Jane's Defence Weekly* (13 June), the Soviet Politburo is holding the officers directly responsible for the incident. Replacing Sokolov as Defence Minister was General Dimitri Yazov - he most recently held the position of Deputy Defence Minister responsible for personnel and cadres. He is now a non-voting member of the Politburo. Koldunov was replaced by General Ivan Tretyak. Tretyak formerly commanded the Soviet Far Eastern forces and was made a Deputy Minister of Defence in August, 1986. A third related change occurred recently with the replacement of Marshall A. Konstantinov, Chief of Moscow Air Defence District, by Colonel-General V.G. Tsarkov. It is not certain, however, whether this change took place before or after the Cessna incident. □

Southern Command based in Panama. General Galvin was quoted in the *Washington Post* (31 July) as saying he had little reservation about the on-going INF arms control talks and the possibility of an agreement: "There is no reluctance on my part in accepting the changes in the nuclear face-off in Europe. NATO's strategy of flexible response will still be valid, however, the means to implement NATO strategy will require buttressing. Otherwise there will be a higher risk than we in the West should accept." The same article noted that General Rogers was harshly critical of a potential INF agreement and claimed this issue led to Rogers being replaced.

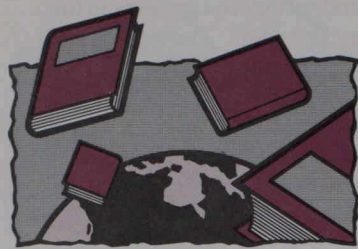
Persian Gulf

As the US commitment to protect merchant ships in the Persian Gulf region grew over the summer, the Americans, according to *Jane's Defence Weekly*, (6 June) began to approach their NATO allies for military assistance in the region. By the end of July the US had made formal requests to the governments of Britain, France, West Germany, Italy and the Netherlands for the purpose of increasing minesweeping abilities in and around the Gulf. As reported in the *New York Times* (5 August), all those asked denied the original request. They did not, however, preclude the possibility of providing either direct or indirect assistance at some point in the future.

The US was by no means left alone in providing a Western military presence in the area. The British have permanently stationed the "Armilla Patrol" consisting of two frigates, one destroyer and one support ship in the region. And the French have had five warships assigned to the region since an attack by Iranian gunboats on the French merchant ship, *Ville D'Anvers* on 13 July. Both forces have the task of accompanying their nationally-registered merchant ships through the region. The West Germans are restricted constitutionally to use their armed forces for national defence purposes only; thus their participation in operations in the Gulf region itself was not a consideration.

However, on 11 August both Britain and France reversed their initial decisions and began preparations for sending reinforcements - including minesweepers - to the area. The *New York Times* meanwhile reported (5 August) that the Federal Republic of Germany, Italy, and the Netherlands considered the possibility of increasing their European regional naval commitments to allow the US greater flexibility in re-deploying its own ships.

REVIEWS



Managing Nuclear Operations

Ashton B. Carter,
John D. Steinbruner, and
Charles A. Zracket, editors

Washington, D.C.: *The Brookings Institution*, 1987, 751 pgs. US \$18.95 paper

Nuclear Fallacy: Dispelling the Myth of Nuclear Strategy

Morton H. Halperin.

Cambridge, Mass.: *Ballinger/Harper and Row*, 1987, 173 pgs. US \$19.95 cloth

■ *Managing Nuclear Operations*, edited by Harvard's Ashton Carter, John Steinbruner of the Brookings Institution, and Charles Zracket of the MITRE corporation, is a landmark study which builds on the important earlier work of Desmond Ball, Bruce Blair and Paul Bracken on nuclear command and control. Although the basic message of the book is similar to these earlier studies: there are serious deficiencies in the organizational, operational, and military command structures of the United States' nuclear forces and the risks of inadvertent or accidental war in a major crisis if those forces were placed on full alert is considerable; it contains a wealth of information and detail that is new. In part, the reason for this is that the book contains contributions by former Defense Department officials and policy planners who had first-hand experience with, and in some instances were directly responsible for, US nuclear operations.

Some of the most interesting and useful essays in the volume are by Paul Bracken on "War Termination" (a much-neglected issue), Russell E. Dougherty on "The Psychological Climate of Nuclear Command" (an insider's account of the pressures and constraints on decision-makers), a conceptually

useful chapter on the "Sources of Error and Uncertainty" by Ashton Carter (which builds on some of the important insights of sociologist Charles Perrow on the kinds of synergisms which magnify failure in complex organizations), and a well-researched piece on "Soviet Nuclear Operations" by MIT's Stephen Meyer. One notable omission in this otherwise exhaustive study is the lack of detailed consideration of nuclear operations at sea, including operations by US surface ships carrying sea-launched cruise missiles. There is a growing consensus in the strategic studies community that the risks of escalation at sea are probably greatest because these weapons are not subject to the same strict technical controls as land- or air-based forces.

It must also be said that this is a book which is written by and for the specialist. And it is a book which, given its length, is not digestible in one – or for that matter several – sittings. As primers go, Desmond Ball's *Can Nuclear War Be Controlled?* (Adelphi Paper No. 169 published by the International Institute for Strategic Studies in London in 1981), is still the best introduction to the subject.

Morton Halperin's *Nuclear Fallacy*, by contrast, is a lively and entirely approachable critique of US nuclear weapons policies. Halperin is a former Pentagon official who was one of the first civilians to glean some details about the SIOP (the single integrated operational plan which is prepared by the Pentagon in utmost secrecy and contains the list of targeting options an American president would have in the event of nuclear war). He subsequently worked for the National Security Council under Henry Kissinger.

Halperin believes that there are far too many nuclear weapons lying around and that it is time to put them, quite literally, back into the basement. Several years ago, this view was labelled by McGeorge Bundy as the "existential" or

"minimalist" view of deterrence wherein only a few hundred nuclear weapons are necessary to maintain a credible deterrent. Halperin believes that there is an increasingly dangerous tendency on the part of the military to view nuclear devices as ordinary weapons and that war-fighting doctrines and concepts of "escalation dominance," "escalation control," or "war termination" are worrying manifestations of this trend.

But Halperin carries the argument an intriguing step further. He argues that nuclear weapons have not helped in superpower crises and that every major confrontation between the superpowers since 1947 was resolved by negotiation and conventional military strength. Halperin also makes the case for an operational no-first-use policy which would eliminate nuclear weapons from Europe and from US forces (like ships and aircraft carriers) around the world. He also suggests that the United States create a special military command for its few remaining nuclear weapons that would be modelled much along the lines of the Soviet Strategic Rocket Force (an independent organization from the rest of the military). This would effectively take nuclear weapons out the hands of the armed services and establish independent lines of control to civilian authorities. In some respects, this would represent a return to the situation in the late 1940s when US nuclear weapons were kept under the lock and key of the Atomic Energy Commission and could only be released to the military on direct orders from the president.

Halperin believes that the current mix of nuclear and conventional forces is dangerous for crisis stability and increases the risks of nuclear escalation and accidents. There is certainly ample justification for this view in the above-mentioned Brookings study. As recent developments in the intermediate-range nuclear talks in Europe suggest, however, reductions or the elimination of certain

classes of nuclear weapons, must proceed in tandem with conventional forces arms control. Over the years, nuclear weapons have become a substitute for improvements in conventional forces and capabilities – an insurance policy intended to provide reassurance to the NATO allies. Although the policy has become somewhat threadbare in recent years, persisting doubts about the state of the "conventional balance" will have to be addressed either through conventional force improvements, or arms control, or some combination of the two. Alas, Halperin fails to give these issues the considered attention they deserve.

As the United States continues its naval build-up in the Persian Gulf, one wonders whether the task force is equipped with nuclear weapons. There is no way of knowing because these are tightly kept secrets. But Halperin is right to raise the kinds of questions he does about precisely this kind of military operation or policing exercise which is fraught with risks of military confrontation. There is little doubt that the provocative ideas in this short volume merit further study by policy-makers and members of the interested public alike.

– Fen Osler Hampson

Mr. Hampson is a research associate at the Institute and teaches international affairs at Carleton University.

Psychology and Deterrence

Robert Jervis, Richard Ned Lebow and Janice Gross Stein

Baltimore: *The Johns Hopkins University Press*, 1985, 270 pgs. US \$28.50 cloth

■ This book contains a very sophisticated and comprehensive attack on deterrence which Jervis, Lebow and Stein argue is flawed as a theory of international relations and highly unpredictable and risky as an instrument of foreign policy. Although it has all the appeal of an abstract deductive theory which allows for elegant and parsimonious explanations, deterrence theory in its present

form is both incomplete and inaccurate, particularly in its core axiom that rational criteria govern policy evaluation and choice.

What gives this work such penetrating insight is the systematic application of theories of psychology to the analysis of a variety of historical conflict situations in which deterrence considerations figured prominently. The authors demonstrate how calculations of deterrence are much more inner-directed, in the sense of being influenced by decision-makers' psychological biases and beliefs and by domestic political constraints, rather than being exclusively determined by the assessment of the commitment and capability of one's adversary, as existing deterrence theory would have it.

The historical record of deterrence miscalculations is uncomfortably rich, although not all errors have necessarily led to an escalation of international conflict as they often reinforce the natural inclination of decision-makers toward caution. Stein offers a particularly thorough and fascinating analysis of deterrence outcomes in Egyptian-Israeli relations between 1969 and 1973. She finds that on at least two occasions the strategy failed even though all of the objective conditions of deterrence had been met by the defender. In 1969, this failure was largely attributable to insufficient weight being given to the interests of the opposing party, while in 1973 perceptions of the political costs of inaction came to dominate the challenger's legitimate fears of his military inferiority.

In contrast to the prevailing political view which regards deterrence as the 'only show in town,' the authors treat it as a useful strategy only when it is applied to buy time to address grievances and frustrations. The preferred approach, as they see it, would be a mixed strategy which supplements the punitive measures of deterrence with the more positive attributes of reassurance. Having done much to undermine confidence in deterrence theory as it has been developed, the authors might have wished to give some indication whether a reconstructed theory of deterrence is at all pos-

sible and what would be its format. Although some of the historical interpretations contained in the book might be challenged – Lebow's treatment of the Falklands war as a breakdown of deterrence may be questioned on the grounds that British negligence and excessive caution prevented the creation of an effective deterrence strategy by the defender – one cannot escape the persuasive and powerful impact of this study.

– *Harald von Riekhoff*

Mr. von Riekhoff is Professor of Political Science at Carleton University and a CIIPS Research Fellow.

Grenada: The Jewel Despoiled

Gordon K. Lewis

Baltimore: The Johns Hopkins University Press, 1987, 239 pages, US \$25.00 cloth

■ It is not yet possible for any West Indian to write dispassionately, or in a non-partisan fashion about the Grenada crisis of 1983. Gordon Lewis, British by birth, West Indian by passion and a democratic socialist by political persuasion has recently added his own contribution to the debate on the events in Grenada. As one of the grand old men of West Indian history, he brings a formidable artillery of intellectual skills and a profound knowledge of Caribbean society to bear on the subject; as a convinced socialist he has produced in this book one of the better argued left-wing critiques of the failure of the revolution and the intervention; and in the chapter entitled "Lessons for the Caribbean Left" he has drawn several unusually pragmatic conclusions about democracy in the Caribbean from the collapse of the Grenada experiment.

But running right through this book is also the rage of the Caribbean nationalist who saw in 1983 both an island jewel and a dream of independence despoiled. The fury he unleashes at the United States and the collaborating elites of the other OECS (Organization of Eastern Caribbean States) countries threatens to overwhelm with invective and rhetoric what is otherwise a masterful account of the tragedy of Grenada. For example, he calls the chapter on the American intervention "The Empire Strikes Back."

This book may therefore be read in two ways: first as a well documented and researched account of the Grenada issue from a socialist perspective; and second as an account of a tragedy from which the author is as yet unable to distance himself.

Not surprisingly the chapters that are most readable are those that are the most historical and the least rhetorical. The descriptions of the ideological debates and the ideological naivete of the Peoples Revolutionary Government (PRG), the political counterpoint between Prime Minister Bishop and his Finance Minister Bernard Courd and the relationship between the ultra-left faction and the military, place the events of 1983 within a convincing context. Lewis argues that the betrayal of the revolution was not "Victorian hero and villain melodrama, for all of the leading actors, starting with Bishop and Courd (were) . . . caught up in an awful current of events over which ultimately they (had) no control so that . . . the observer rather than allocating blame, can only perhaps feel pity and compassion."

But the sensitivity with which he describes the weakness of the revolution disappears almost completely when he describes the role of the OECS in facilitating the American intervention. There is no sympathy here for the panic that the events in Grenada created in the other countries of the Eastern Caribbean. He has no time for the concerns of the leaders of the OECS about the demonstration effects of a coup by Courd nor for the anger of their constituencies at what they saw as principally a question of murder of the Prime Minister and some of his cabinet. And in the attempt to argue that there were other options to intervention he gives far too much credence to "alternatives" proposed by Trinidad and Tobago and Guyana at the contentious Caribbean Community (CARICOM) summit held just before the intervention. Negotiations with a regime that had shot itself into power was as undesirable to many of the Caribbean countries as intervention by an external power. The difference was that intervention by

the US was likely to be quicker and more successful in bringing criminals to justice. That perspective is surely worthy of more subtle analysis than a dismissive polemic against culturally colonised elites.

And yet with all its flaws this book has described in the author's words both the dark and the bright side of the moon – "for any account of the Grenada Revolution must end by remembering it and its achievement in mobilizing a mass enthusiasm for revolution in the Caribbean that no country save Cuba has managed to do." He has paid the Grenada revolution the compliment of taking it seriously, and brought valuable perspective (admittedly marred by his personal disappointment) to the study of the events of 1983. – *Fauzya Moore*
Ms. Moore is a grants officer at the Institute.

BRIEFLY NOTED

Canada and Common Security: The Assertion of Sanity

George Ignatieff,
Leonard V. Johnson *et al*

Ottawa: The Group of 78, 1987, 88 pgs, \$10 paper

The Group of 78 is an energetic NGO which aims to influence the process of foreign policy-making in Canada. This slim volume is a collection of twenty-nine short essays about various aspects of international affairs and Canada's defence and foreign policies.

Ordering the Oceans: The Making of the Law of the Sea

Clyde Sanger

Toronto: University of Toronto Press, 1987, 225 pgs., \$14.95 paper/\$30.00 cloth

The process of creating the Law of the Sea was a major exercise in what political scientists call 'international institution building'. *Ordering the Oceans* explores the myriad complex issues that confronted the negotiators through the fifteen years of meeting and bargaining which culminated in 1982 in the Law of the Sea Convention. □

Reviews of French language publications can be found in *Paix et Sécurité* 'Livres' section.

NEWS FROM THE INSTITUTE



■ During the first week in September, CIIPS and the Institute of the USA and Canada of the Academy of Sciences of the USSR organized a symposium in Moscow on issues of international peace and security. The Canadians who took part were: **Timothy Colton**, Director of the Centre for Russian and East European Studies at the University of Toronto; **John Holmes**, Counsellor with the Canadian Institute of International Affairs; **Robert Matthews**, Associate Professor of Political Science, University of Toronto; **Geoffrey Pearson**, Executive Director of CIIPS; **Ernest Regehr**, Director of Research at Project Ploughshares and Conrad Grebel College; **Bernard Wood**, Executive Director of the North/South Institute. The symposium was the first step in a developing relationship between the Institute of the USA and Canada in Moscow, and CIIPS. Soviet academics will visit Canada in the spring of 1988.

Subjects discussed at the symposium included the prevention of nuclear war, arms control and disarmament, regional conflicts, the international system, the global economy and humanitarian questions.

■ **David Cox** was one of three Canadians making presentations at the second Harvard Nordic Conference in Iceland, August 7 to 10. Also making presentations were **Robert Fowler**, Assistant Deputy Minister of National Defence, and Professor **Franklyn Griffiths** of the University of Toronto. Canadian naval policy in the Arctic was the subject of considerable interest in a context where participants from Scandinavia and North America discussed the increasing

military significance of the High North, and the responses of the Northern countries to this change.

■ The Finnish Institute of International Affairs organized a Round Table Seminar on Canadian and Nordic Approaches and Policies towards Arctic Security and Cooperation in Helsinki September 1 and 2. Included in the CIIPS delegation were: **David Cox**, Director of Research; **Harriet Critchley**, of the University of Calgary; **John Merritt**, of the Canadian Arctic Resources Committee; **Geoffrey Pearson**; **Ron Purver**, Research Associate at CIIPS. Representatives from Denmark, Finland, Iceland, Norway and Sweden participated in discussions of papers on the following topics: national security policies and Arctic developments, prospects for arms control and confidence building in the Arctic, prospects for regional cooperation in the Arctic.

■ **David Cox** left his position as Director of Research at the Institute in September in order to return to

Queen's University as Professor of Political Studies. **Jane Boulden**, a Research Assistant since the summer of 1985, will begin studies in the fall towards a Masters Degree in International Relations at Queen's. **Michael Tucker**, a Fellow at the Institute last year, has returned to Mount Allison University in Sackville, N.B.

Roger Hill assumed the position of Director of Research in September. He came to the Institute from the Parliamentary Centre for Foreign Affairs and Foreign Trade, where he was Deputy Director. **Michael Holmes** joined the staff of the Institute in August as a Research Assistant. Mr. Holmes, who studied at the University of Alberta and at Dalhousie, has most recently worked as an economist for the Government of Alberta. **Carl Jacobsen**, a Canadian who has been working for the past three years with the Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) has returned to Canada to take up a joint appointment with the Institute and Carleton University. Mr. Jacobsen will be a

Research Associate at CIIPS, specializing in East/West relations. **Robert Mitchell**, a Colonel in the Canadian Armed Forces, is a Research Fellow at the Institute for the next year. He is a career artillery officer whose last post was with Mobile Command Headquarters in St. Hubert, Quebec.

■ The Commonwealth Conference for Young Leaders took place in Ottawa, September 6 to 12. Eighty young people (ages 25-35) from forty Commonwealth countries met on Parliament Hill and in the Gatineau Hills and discussed leadership, foreign affairs, peace and security. The programme focussed on leadership development, cross-cultural communication, the resolution of conflict and the potential for private and public sector co-operation towards economic and social development. Ideas generated by the group were sent to the Commonwealth Heads of Government prior to their Summit in Vancouver in October. Major sponsors of the Conference were the Royal Commonwealth Society in Ottawa, CIIPS, the Paterson Centre for International Programs, CIDA, and Magna International. Speakers included: **Sonja Bata**, Rt. Hon. **Joe Clark**, **Ernest Corea**, **John Harker**, **Gerald Helleiner**, **Huguette Labelle**, **Robert Moore**, **Indar Rikhye**, **Michael Rosberg**, Archbishop **Edward Scott**, **John Sigler**, **Frank Stronach** and **Maurice Strong**.

■ On 8 September **Geoffrey Pearson** visited and gave a lecture on new conceptions of international security to the Polish Institute for International Affairs in Warsaw. At the end of the month he spoke to the Project Ploughshares group in Calgary, and in Ottawa, to the Ontario Advisory Council on Multiculturalism and Citizenship. □

New Publications from the Institute

SECOND ANNUAL GUIDE

A Guide to Canadian Policies on Arms Control, Disarmament, Defence and Conflict Resolution 1986-87, 270 pages.

CONFERENCE REPORT

4. Peace, Development and Security in the Caribbean: Perspectives to the Year 2000, Proceedings of a Conference, Kingston, Jamaica, 22-25 March 1987, by Lloyd Searwar.

BACKGROUND PAPERS

14. The Stockholm Agreement: An Exercise in Confidence Building, by C.A. Namiesniowski, August 1987.

15. Peacekeeping and the Management of International Conflict, by Henry Wiseman, September 1987.

WORKING PAPER

4. Conference on Militarization in the Third World, papers by Paul Rogers, Michael Klare and Dan O'Meara presented at Queen's University, Kingston, Ontario, January 1987.

Also available is the **CIIPS Annual Report for 1986-87**.

CIIPS Awards Programme

The Institute invites applications for the CIIPS Awards Programme, which is now in its second year. The programme is open to both academics and non-academics who wish to enter or continue their work in the field of international peace and security. The programme is intended to encourage expertise and scholarship in questions of international peace and security and to develop contacts with the international community by supporting Canadians who wish to pursue their studies at institutions abroad, or exceptionally, in Canada.

Applicants must be Canadian citizens and hold at minimum a first degree or equivalent experience in order to apply.

The Institute has set aside \$120,000 to award seven scholarships; two of which will be valued at a maximum of \$25,000 and five at a maximum of \$14,000. Applications will be assessed by an independent selection committee and decisions will be announced in May 1988.

The Association of Universities and Colleges of Canada administers the programme on behalf of the Institute. The deadline for applications for the 1987-88 academic year is 1 February 1988.

For further information and application forms please write to:

The Awards Division
Association of
Universities and
Colleges of Canada
151 Slater Street
Ottawa, Ontario K1P 5V1

Scholarships Awarded

The Canadian Institute for International Peace and Security recently awarded seven scholarships of a total value of \$120,000 to Canadians who wish to further their studies in the subject areas of international peace and secu-

rity. The scholarships are awarded annually as part of the CIIPS Awards Programme.

The seven award holders come from different disciplines and will pursue a variety of studies.

Walter Dorn will study aspects of control and verification of chemical and biological weapons. He will study under the aegis of the University of Toronto and conduct part of his research in Sweden.

Allan Hertz will prepare a manuscript on the history of legal dimensions of international peace and security. He will carry out this work at the University of Toronto.

Kevin Leppmann will begin studies towards a doctorate in political science with special emphasis on the social psychology of international conflict theory. He will study at the Massachusetts Institute of Technology.

Doug Mohr will pursue studies at the University of Waterloo on the social psychology of activism in international peace and security.

James Rochlin will continue his doctoral work on Central America at the University of Alberta, and will conduct research in Central America.

Erika Simpson will attend the Institute of Peace Studies at Cornell University and subsequently Philipps Universität, Federal Republic of Germany. She will study issues of alternative defence.

Brian Stevenson will pursue research on Central America at Queen's University and in Mexico.

1988 Grants Procedures and Deadlines

Beginning in January 1988 the Institute will make decisions on and allocate grants twice a year instead of four times as is currently the case. Please note the following deadlines:

6 November 1987 for a December 1987 decision

31 December 1987 for a March 1988 decision

30 June for an October 1988 decision

RESEARCH GRANTS - First Quarter 1987-88

Canadian Centre for Arms Control and Disarmament , Ottawa Implementing a Chemical Weapons Convention	\$10,000
David Charters , University of New Brunswick, Fredericton The Democratic Response to International Terrorism	10,000
Harold Coward , University of Calgary, Calgary Civilization and Rapid Climate Change	6,000
Canadian Institute of Strategic Studies , Toronto Static Analysis of Combat Power	9,500
International Institute for Strategic Studies , London The Cyprus Dispute and Its Impact on the Western Allies	8,500
Robert Reford , Reford-McCandless Int'l Consultants and York University, Toronto Canada's National Security Interests in the Pacific	10,000
Timothy M. Shaw , Dalhousie University, Halifax Liberation, Security and Development in Southern Africa	8,000
TOTAL	\$62,000

PUBLIC PROGRAMMES GRANTS - First Quarter 1987-88

Canadian Centre for Arms Control and Disarmament , Ottawa Public Speaking Programme	\$ 5,500
Canadian Disarmament Information Service (CANDIS) , Toronto PEACE Magazine	6,000
Carleton University , Ottawa Lecture series "Social Psychological Contributions to the Understanding and Resolution of Conflict"	4,500
Centre d'information et de documentation sur le Mozambique et l'Afrique australe (CIDMAA) , Montréal Séminaire Namibie et Angola, la guerre oubliée en Afrique australe	5,000
Cinéfort Inc. , Montréal Film "An Unholy Alliance: Low Intensity Warfare and Humanitarian Aid"	6,500
Conference of Defence Associations , Ottawa Forum Magazine	10,000
Educating for Peace , Ottawa Teacher In-Service Training Project	6,000
Educators for Peace , Torbay, Nfld. Infusion Technique Workshops (October 18-24, 1987)	3,000
Inuit Circumpolar Conference , Ottawa Arctic Nuclear-Weapon-Free Zone	10,000
NGO Committee on Disarmament , New York Publication of <i>Disarmament Times</i>	2,000
Operation Dismantle and The Foundation for Global Peace , Ottawa Publication of syndicated column "The Peace Race"	5,000
Project Ploughshares , Corner Brook, Nfld. Conference "Canada and the Arms Race: Is Atlantic Canada Concerned?" (October 30 - November 1, 1987)	4,000
Project Ploughshares , Waterloo Conference "Common Security and Defence Alternatives" (September 18-19, 1987)	5,000
University of Manitoba , Continuing Education Division, Winnipeg Lecture/discussion series "Perspective on Conflict and Peace" (October - November 1987)	2,000
University of Toronto , Emmanuel College, Toronto Symposium "Theology and Peace" (November 6-7, 1987)	3,000
TOTAL	\$77,500

A DIRECTORY TO INSTITUTE PUBLICATIONS

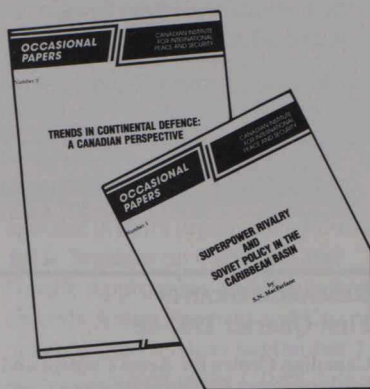
To obtain Institute publications please use the reader response card attached to this issue of *Peace&Security*.

ANNUAL GUIDE

The Guide, published annually, is designed to provide Canadians with a readily accessible collection of materials which will give to the interested reader a basic reference source on Canadian policies in the field of peace and security. It seeks to identify the major policy issues to which Canada responded in the year, place them in context, and, where appropriate, cite a range of Parliamentary comment on these issues.

A Guide to Canadian Policies on Arms Control, Disarmament, Defence and Conflict Resolution 1985-86, 285 pages. (Out of print)

A Guide to Canadian Policies on Arms Control, Disarmament, Defence and Conflict Resolution 1986-87, 270 pages.



Institute's mandate: arms control, disarmament, defence, and conflict resolution.

1. **Superpower Rivalry and Soviet Policy in the Caribbean Basin**, by S. Neil MacFarlane, June 1986, 70 pages.
2. **Trends in Continental Defence: A Canadian Perspective**, by David Cox, December 1986, 50 pages.

CONFERENCE REPORTS

One of the ways CIIPS seeks to encourage public discussion of issues of peace and security is to sponsor and, on occasion, organize conferences which address these subjects. From time to time the Institute publishes a report of conference proceedings in order to make the matters discussed available to a much wider public.

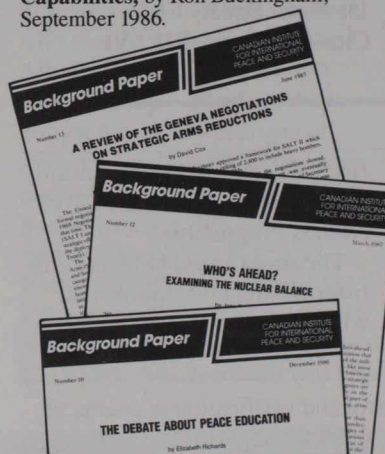
1. **Negotiations for Peace in Central America, Proceedings of the Roundtable on Negotiations in Central America**, Ottawa, 27-28 September 1985, by Liisa North. (Out of print)
2. **Challenges to Deterrence: Doctrines, Technologies and Public Concerns, Proceedings of the Conference on Challenges to Deterrence**, Ottawa, 17-19 October 1985, by Dianne DeMille.
3. **The Risk of Accidental Nuclear War, Proceedings of the Conference on the Risk of Accidental Nuclear War**, Vancouver, 26-30 May 1986, by Andrea Demchuk. (Out of print)
4. **Peace, Development and Security in the Caribbean: Perspectives to the year 2000**, Proceedings of a Conference, Kingston, Jamaica, 22-25 March 1987, by Lloyd Searwar.

BACKGROUND PAPERS

This series is intended for readers interested in issues of peace and security, but who have neither the time nor the expertise to read long papers on them. The series explores fundamental aspects of peace, conflict and international relations, and is a medium for

timely analysis of major events and emerging issues that fall within CIIPS mandate.

1. **Canadian Responses to the Strategic Defense Initiative**, by Gregory Wirick, October 1985.
2. **A Nuclear Freeze?** by David Cox, January 1986.
3. **Nuclear Winter**, by Leonard Bertin, March 1986. (Out of print)
4. **Reviewing the Non-Proliferation Treaty**, by William Epstein, March 1986. (Out of print)
5. **Conventional Arms Control Negotiations in Europe**, by John Toogood, April 1986.
6. **The Origins of the Canadian Institute for International Peace and Security**, by Gilles Grodin, August 1986.
7. **Satellite Surveillance and Canadian Capabilities**, by Ron Buckingham, September 1986.



8. **Peace in Central America?** by Steven Baranyi, October 1986.
9. **A Second Look at No First Use**, by Fen Osler Hampson, November 1986.
10. **The Debate About Peace Education**, by Elizabeth Richards, December 1986.
11. **Nuclear Disarmament: The Gorbachev Initiative**, by John R. Walker, January 1987.
12. **Who's Ahead? Examining the Nuclear Arms Balance**, by Jane Boulden, March 1987.
13. **A Review of the Geneva Negotiations on Strategic Arms Reductions**, by David Cox, June 1987.
14. **The Stockholm Agreement: An Exercise in Confidence Building**, by C.A. Namiesniowski, August 1987.
15. **Peacekeeping and the Management of International Conflict**, by Henry Wiseman, September 1987.

POINTS OF VIEW

Points of View are the same length as Background Papers, however, authors are encouraged

to write more of a personal essay than a factual description.

1. **East/West Relations: Values, Interests and Perceptions**, by Geoffrey Pearson, March 1986. (Out of Print)
2. **Nuclear Weapons and the Averting of War**, by Robert W. Malcolmson, October 1986.
3. **Canadian Press Coverage of Arms Control and Disarmament Issues**, by John R. Walker, March 1987.
4. **Maintaining Peace with Freedom: Nuclear Deterrence and Arms Control**, by Lorne Green, March 1987.

WORKING PAPERS

Working Papers are the result of research work in progress, often intended for later publication by the Institute or another publication, and are regarded by CIIPS to be of immediate value for distribution in limited numbers – mostly to specialists in the field. Unlike all other Institute publications, these papers are published in the original language only.

1. **Nuclear Weapons, Counter-Force, and Arms Reduction Proposals: A Guide to Information Sources and Force Calculations**, 57 pages. (Out of print)
2. **A Survey of Peace Education in Canada**, by Wytze Brouwer, 71 pages. (Out of print)
3. **Strategic Stability and Mutual Security in the Year 2000: Getting There from Here**, Proceedings of a Meeting, Erice, Italy, 25-27 April 1986, 113 pages. (Out of print)
4. **La France et l'initiative de défense stratégique**, by Charles-Philippe David, January 1987, 87 pages.
5. **Conference on Militarization in the Third World**, papers by Paul Rogers, Michael Klare and Dan O'Meara presented at Queen's University, Kingston, Ontario, January 1987.

ANNUAL REPORT

The Annual Report sets out for the Parliament and the people of Canada the record of accomplishment of the preceding year of operation of the Institute.

First Annual Report 1984-85.
Annual Report 1985-1986.
Annual Report 1986-1987. □



PEACE&SECURITY MAGAZINE

Peace&Security is a quarterly magazine published since Spring 1986 to let Canadians and others know what the Institute is doing and to provide a forum for the full range of Canadian viewpoints on issues of peace and security.

OCCASIONAL PAPERS

The Institute intends to publish between six and eight Occasional Papers each year. These monographs aim for both scholarly excellence and policy relevance, and will deal with subjects that fall within the areas defined in the